

# CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

## THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada  
Collections Development Branch

Canadian Theses on  
Microfiche Service

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada  
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes  
sur microfiche

### NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED

### AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
NOUS L'AVONS REÇUE

L'INVESTISSEMENT CANADIEN A LONG TERME  
A L'ETRANGER, 1968-1980.

Essai sur l'internationalisation du  
capital canadien en période de crise  
du système économique international.

par: NORMAND DICKEY  
207765

Thèse soumise à l'École des Études Supérieures  
de l'Université d'Ottawa, pour l'obtention du  
diplôme Maîtrise ès Arts (Science Politique).

Ottawa, Ontario, 20 juillet 1981 .

© N. Dickey, Ottawa, Canada, 1982

Normand Dickey, "L'investissement canadien à long terme  
à l'étranger, 1968-1980."

Résumé.

\* La restructuration de l'ordre économique aux plans nationaux et international détermine l'évolution des systèmes politiques; modifiant entre autre les rapports socio-politiques au sein des Etats, mais également les rapports de puissance inter-étatique et inter-impérialiste au plan mondial.

Ce qui devrait frapper l'analyste des relations internationales contemporaines est la rapidité et la nature des bouleversements qu'a connus l'économie mondiale, voire le système international, depuis les années 1960. L'étude de la socio-politique contemporaine ne peut plus être considérée en fonction de schèmes et de modèles traditionnels et statiques. A ce propos, un domaine en relations internationales où s'articule progressivement une nouvelle compréhension des phénomènes est celui de l'étude de la mondialisation du capitalisme.

Jusqu'ici, l'analyse de l'internationalisation du capital originaire d'Etats considérés comme petites ou moyennes puissances reste négligée, ou sous-estimée, dans les études et les modèles théoriques sur les mouvements internationaux de capitaux. Le cas du capital canadien ne fait exception.

Généralement, la littérature consacrée au capital canadien minimise la force qu'il a su acquérir au fil des ans. Les Tom Naylor, Robert Laxer, Jorge Niosi n'ont pas tout à fait tort de voir le caractère dépendant et non-industriel de la bourgeoisie canadienne. Toutefois, ils sous-estiment l'importance de certains groupes financiers canadiens, à dominante industrielle ou bancaire, qui progressivement se sont taillés une place significative au sein du grand capital international. Nous critiquons aussi la tendance des "nationalistes de gauche" à oublier le développement "externe" de la bourgeoisie canadienne.

Particulièrément depuis 1945, et encore plus rapidement depuis 1965/68, la bourgeoisie canadienne a fait de l'internationalisation un outil majeur de relance et de restructuration devant les nouvelles données de l'échiquier économique et financier mondial et canadien. Selon nous, sans cette stratégie de redéploiement international -cet impératif extérieur-, le capital canadien ne pourrait protéger ses positions devant l'approfondissement de la concurrence inter-firmes ou/et inter-groupes au plan mondial.

Le capital canadien a triplé son stock d'investissements directs à l'étranger durant la seule période 1968-1977, taux légèrement supérieur à la croissance moyenne du stock d'investissements internationaux des groupes financiers occidentaux.

Les analyses sur le capitalisme canadien contemporain ainsi que les théories reconnues sur l'investissement international ne parviennent guère à expliquer un tel emballement pour l'investissement à l'étranger, surtout dans une si courte période de temps.

Sans saisir cette internationalisation, apparaît l'impossibilité de dégager la nature et la dynamique récente du capitalisme canadien, principalement de sa bourgeoisie oligopolistique, mais aussi celles de la société et de l'Etat canadiens. Notre recherche avait cependant l'objectif limité de rechercher un cadre, partiel bien sûr, à l'entendement de l'internationalisation récente du capital canadien.

Après avoir situé, statistiquement, cet investissement canadien au cours des dernières années ainsi que la place de ce dernier dans les stocks internationaux de capitaux, il s'agissait dans un deuxième temps de se pencher sur une perspective plus conceptuelle. La remise en question de plusieurs théories sur l'investissement à l'étranger s'inspira entre autre de la constatation de leur impossibilité à concevoir la modification dans les pratiques capitalistes et la dynamique du capitalisme, surtout en période de crise de ce dernier. Ce qui nous poussa à resituer, à partir d'une problématique de mondialisation du capital, quelques particularités à cette poussée de l'investissement canadien entre 1968 et 1980.

Nous considérons que cette transition dans l'internationalisation du capital canadien ne saurait se saisir:

- hors de la dynamique de l'internationalisation du capital, inséparable de la crise/restructuration du système capitaliste, et du caractère de plus en plus financier du capitalisme;
- en négligeant l'organisation du capital et les pratiques d'alliances/conflits impliquant les groupes canadiens;
- hors de l'intervention étatique dans les procès d'accumulation du capital; un Etat lui-même de plus en plus empêtré dans une crise fiscale et une crise de légitimité.

Il nous semble que d'une telle problématique pourra se développer une compréhension plus aiguë des enjeux, luttes et alliances économiques et politiques se posant non seulement aux fractions de la bourgeoisie canadienne mais également des actions et attitudes des appareils étatiques canadiens.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
Partie I - <u>PERSPECTIVES POUR L'ANALYSE DE L'EXPORTATION DU CAPITAL CANADIEN: LES LIMITES DE L'ANALYSE</u>	11
A) Les limites théoriques	12
B) Problèmes de l'approche empirique	16
Partie II- <u>LA SITUATION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE CANADIEN A LONG TERME A L'ETRANGER, 1968-80</u>	20
A) Le capital canadien internationalisé	20
B) Les investissements canadiens: quelques données et tendances	24
- une internationalisation rapide	24
- les lieux d'investissements	40
- les investissements par secteurs économiques	50
C) La place du capital canadien dans les courants internationaux des capitaux à long terme	58
D) Les Etats-Unis: région-clé de l'investisse- ment international de la bourgeoisie canadienne	69
E) L'internationalisation du capital bancaire canadien depuis 1968	74

Partie III - POUR UNE NOUVELLE APPROCHE CONCEPTUELLE  
DE L'INVESTISSEMENT RECENT DES CANADIENS  
A L'ETRANGER

	83
A) Quelques modèles de l'investissement international	87
1- Les thèses néo-classiques: les défaillances de la théorie du commerce international	90
2- Les théories empiriques institutionnelles	96
a) le cycle du produit	97
b) l'oligopolisation des firmes	99
3- Les approches contemporaines marxistes: dialecticiens versus structuralistes	104
Conclusion sur les modèles étudiés	110
B) Une nouvelle optique pour l'analyse de l'investissement canadien à l'étranger	113
1- Un système mondial en restructuration	113
2- La montée de l'internationalisation des "groupes financiers" canadiens, ses alliances et conflits au plan mondial	123
3- L'Etat canadien en crise	135
CONCLUSION	149
Appendices	159
Références	161
Bibliographie	183

## LISTE DES TABLEAUX

tableau no.	titre	page
1	Investissements canadiens à l'étranger, à à certaines fins d'année	25
2	Evolution de l'actif canadien à long terme à l'étranger, par forme d'investissements et par périodes	25
3	Proportion de l'actif d'investissements directs canadiens à l'étranger sur la somme des investissements directs et de portefeuille, pour l'année	28
4	Mouvements (flux) de capitaux à long terme, du Canada	29
5	Flux d'investissements directs au Canada, par zone, 1973-78	30
6	Flux d'investissements directs canadiens à l'étranger, par zone, 1973-78	31
7	Investissements étrangers à long terme au Canada, à certaines fins d'année	33
8	Pourcentage de l'actif de l'investissement direct canadien à l'étranger par rapport à l'investissement (direct) étranger au Canada	34
9	Proportion annuelle de chaque forme d'investis- sment par rapport au total des actifs canadiens à l'étranger à long terme	35
10	Part des actions dans le portefeuille canadien à l'étranger	37
11	Part des titres américains dans le portefeuille canadien à l'étranger	38
12	Part des actions dans le portefeuille canadien aux Etats-Unis	39

NO.		page
13	Investissements directs canadiens à l'étranger par régions, fins d'année, 1968-77	41
14	Répartition géographique des investissements directs du Canada, par régions et par contrôle	42
15	Proportion des investissements internationaux des entreprises contrôlées au Canada par rapport aux investissements canadiens totaux, par région, par année, 1971-77	43
16	Progression au cours de l'année de l'actif d'in- vestissements directs canadiens à l'étranger, par région, entre 1970-75	44
17	Progression de l'actif d'investissements directs canadiens à l'étranger, par région et par périodes	45
18	Investissements directs canadiens à l'étranger par groupes d'activités économiques, 1972-77	51
19	Investissements directs canadiens à l'étranger par groupes d'activités économiques, par rapport au total de l'investissement direct canadien, 1972-77	52
20	Progression des actifs des investissements directs canadiens à l'étranger, par secteur*	53
21	Actif des investissements directs canadiens aux Etats-Unis par secteurs économiques, en pourcen- tage du total des investissements directs dans ce pays effectués par des Canadiens	55
22	Actif de l'investissement direct canadien au Royaume-Uni par importance relative de chaque secteur d'investissements	56
23	Stock d'investissements directs à l'étranger de pays développés	60
24	Stock d'investissements directs à l'étranger de quelques pays industrialisés, par secteurs	61
25	Pays d'origine et emplois dans les 250 plus gran- des firmes multinationales, 1973	62
26	Courants d'investissements directs des pays membres du C.A.D., vers les P.V.D., 1965-76	65

no.		page
27	Répartition des courants d'investissements directs des pays membres du C.A.D., vers les PVD, par pays d'origine, 1965-76	66
28	Investissements directs aux Etats-Unis, total par pays étrangers, en 1978	70
29	Les entreprises canadiennes au sein des cent entreprises non-américaines ayant tiré les plus grands revenus des opérations aux Etats-Unis, 1979	72
30	Actif des banques à charte canadiennes en monnaies étrangères, 1968-79	76
31	L'importance des opérations internationales dans le développement des banques canadiennes, 1978	79
32	Implantation internationale des banques à charte canadiennes (au 31-10-77)	80
33	Structure internationale de l'implantation des banques canadiennes, par régions, vers 1977	81

appendices:

1	Liste partielle de compagnies dites "canadiennes" ayant des opérations productives dans un grand nombre de pays étrangers, vers 1978	159
2	Quelques entreprises canadiennes et leur implantation internationale, vers 1978	160

## INTRODUCTION

Les relations internationales ne peuvent plus être perçues qu'en fonction des rapports diplomatico-juridiques entre Etats ou des relations intergouvernementales. L'importance des acteurs "privés" dans le système international oblige à une remise en question fondamentale des modèles et des théories de la politique internationale. De plus, le rôle déterminant du facteur économique dans le développement et la puissance des Etats ainsi que dans l'évolution des pratiques politiques nationales et internationales est indéniable. Si l'analyse marxiste avait depuis longtemps compris cet état de choses, les auteurs libéraux n'en ont finalement pris conscience que récemment<sup>1</sup>.

Si l'étude du commerce international a canalisé beaucoup d'efforts chez les analystes des relations économiques internationales jusque dans les années 1950 et 1960, celle-ci a perdu un peu d'intérêt par la suite au profit de l'étude des firmes multinationales (FMN) et de l'investissement international.

Ainsi, au cours des années 1960 et '70, les analyses sur les FMN ont proliféré, particulièrement celles sur les entreprises originaires des pays les plus puissants économiquement, et principalement celles des Etats-Unis<sup>2</sup>. Par contre, l'investissement direct international des bourgeoisies de formations sociales dites "intermédiaires" ou/et sous-

développées n'a guère été étudié, bien que l'intérêt commença à gagner certains auteurs<sup>3</sup>. Il en est entre autre ainsi de l'investissement international du Canada .

L'internationalisation du capital canadien<sup>4</sup> n'a jusqu'ici soulevé l'intérêt que de rares auteurs<sup>5</sup>, et demeure un sujet guère approfondi, surtout au niveau de son lien avec le système mondial actuel, un système en rapide et profonde mutation. Les analystes critiques qui se sont penchés sur l'économie canadienne et sur le développement du capitalisme au Canada se sont avant tout attardés aux aspects du contrôle étranger de cette économie et à la situation de dépendance et de désarticulation de ce capitalisme<sup>6</sup>. Le stock d'investissements directs étrangers au Canada, selon les chiffres de Statistique Canada, était évalué à \$ 40 milliards (M) en 1975, alors que la somme des investissements étrangers à long terme au pays se chiffrait à plus de \$ 70 M. Ces données officielles ne sont que la pointe de l'iceberg, bien qu'il soit impossible de mesurer avec exactitude l'ampleur réelle du "passif" canadien. Les formes de ce contrôle étranger et les ponctions qu'il a entraînées ont inhibé le processus d'accumulation au pays.

Si la dépendance est une donnée fondamentale de l'économie canadienne, ce qui a un impact crucial sur les relations du Canada avec l'étranger, nous ne partageons guère l'approche des "nationalistes de gauche"<sup>7</sup> qui ne perçoivent le Canada que comme une néo-colonie des Etats-Unis, et pour qui la bourgeoisie canadienne est faible et compradorisée. D'après nous, une

telle démarche évalue mal la force de la bourgeoisie oligopolistique autochtone (canadienne), du moins l'autonomie qu'elle peut posséder face à son développement, tout en adoptant une vision partielle du système capitaliste au plan mondial et de sa dynamique.

L'accentuation des liens entre diverses fractions du grand capital international, dans lesquels le capital canadien participe plus activement, ne se fait pas qu'à la remorque ou sous la domination du capital américain. Nous prétendons que les initiatives internationalisantes du capital canadien répondent à une recherche de consolidation dans un monde où les luttes interimpérialistes sont âpres. Le redéploiement international du capitalisme canadien peut prendre diverses formes et impliquer diverses alliances ou luttes, mais les alliances souvent privilégiées entre le capital américain et le capital canadien ne signifient pas nécessairement une totale compradorisation du second.

Ainsi, loin d'être faible, la fraction oligopolistique de la bourgeoisie canadienne occupe une place minime certes, mais grandissante dans les stocks internationaux d'investissements à l'étranger. Les Canadiens qui contrôlaient un stock, selon Statistique Canada<sup>8</sup>, de \$ 3.7 M d'investissements directs à l'étranger en 1967 en possédaient plus de \$ 11 M en 1976, c'est-à-dire près de 4% du total mondial. Ces sommes sont évidemment minces par rapport au stock international

"officiel" des entreprises américaines qui était chiffré à environ \$ 150 M en 1976.

Une donnée importante apparaît au milieu des années 1970 et vient confirmer la présence plus grande du capital canadien à l'étranger: le Canada devient un net exportateur de capital productif, voire d'investissements directs. Plus de capitaux sortent du Canada au chapitre de l'investissement direct qu'ils n'en entrent au pays, bien que le solde des mouvements de capitaux demeure positif vers le Canada. Cet emballement pour la multinationalisation, ou l'internationalisation, n'est pas un facteur autonome ou spontané. Le capital canadien répond aux nouvelles contraintes internes et externes à la formation sociale d'origine.

Pour nous, les années post-1968 semblent marquer une étape cruciale dans l'internationalisation du capital canadien; celui-ci s'est résolument engagé dans le processus de mondialisation. Et cette internationalisation ne saurait se concevoir hors de la nouvelle réalité économique et financière au plan mondial, c'est-à-dire une période que de nombreux marxistes qualifient de crise "structurelle" du capitalisme<sup>9</sup>.

A la base de notre recherche, trois grandes questions nous ont motivé, et ainsi orienté le cours de notre démarche. Ces thèmes sont:

- quelle est la place du capital canadien internationalisé par rapport à l'ensemble du capital international;
- comment ce capital canadien s'adapte-t-il aux nouveaux courants de l'internationalisation et aux nouvelles tendances et exigences du redéploiement international;
- comment cerner cette effervescence dans l'exportation du capital canadien depuis 1965/68.

Notre démarche s'appuie sur deux grandes parties, l'une empirique, l'autre plus théorique. Dans la partie empirique, nous avons voulu dégager la situation contemporaine de l'investissement canadien à long terme à l'étranger. Nous avons cherché à déterminer les secteurs et les régions d'implantation du capital canadien, l'accroissement rapide de son stock international depuis 1968 et la nature de plus en plus autochtone du capital "canadien" internationalisé. Nous voulions aussi replacer cette internationalisation du capital canadien par rapport à la croissance également fabuleuse du stock international d'investissements à l'étranger, mais également par rapport aux pratiques d'accumulation du grand capital international.

Dans la partie théorique, nous considérons important de faire une synthèse rapide et une critique de certains modèles de l'investissement international. Devant les défaillances des modèles proposés, nous avons tenté de cerner cette montée

rapide de l'internationalisation du capital canadien à partir d'une perspective de l'économie mondiale en mutation. Selon nous, l'internationalisation récente du capital canadien ne saurait se comprendre hors de la crise du capitalisme et hors des mutations fines opérées par le capital international comme pratiques de sortie de crise. Nous ne proposons pas un modèle global d'explication, mais suggérons trois éléments pour réflexion et approfondissement. La compréhension de l'internationalisation récente du capital canadien ne saurait guère progresser:

- 1) sans reconnaître la dynamique de l'internationalisation contemporaine et le caractère de plus en plus financier du capitalisme;
- 2) en négligeant l'organisation du capital et les pratiques nouvelles d'alliances/conflits des groupes financiers canadiens;
- 3) hors de l'intervention étatique dans le soutien de l'accumulation privée, un interventionnisme en mutation et confronté à une crise fiscale, voire, à une crise de l'État canadien.

Ainsi, nous allons nous attarder, dans la partie plus théorique de notre recherche, à cerner l'internationalisation du capital canadien dans une perspective de généralisation de l'internationalisation du capital financier, nouvelle ère du capitalisme, plutôt que dans l'approche plus classique du développement interne du capital canadien. De plus, contrairement aux thèses marxistes rigoristes qui font de la production seule le fondement de l'analyse de l'internationalisation, nous préférons poser l'inséparable fusion du productif et du financier comme pilier de l'actuelle période de restructuration

du capital. Au cours de la décennie 1970, avec l'accentuation de la crise de la production au plan mondial, la fonction financière est apparue déterminante dans la stratégie d'expansion des groupes financiers, même ceux à dominante industrielle.

En terminant cette introduction, signalons que pour certains, notre analyse pourrait sembler paradoxale: tenter de cerner l'internationalisation du capital canadien dans un système en mondialisation où parler de capital "national" peut paraître de plus en plus obsolète. Mais comme C.-A. Michalet <sup>11</sup>, nous ne considérons pas les FMN comme a-nationales, ou comme totalement dégagées d'une certaine liaison aux pays d'origine. Des liens privilégiés peuvent se nouer entre groupes financiers et "leur" Etat, ou entre groupes d'un même pays d'origine.

L'analyse de l'internationalisation d'un capital national semble demeurer un outil intéressant et pratique afin de dégager certains fragments de la dynamique du système international. Une telle approche ne peut, et ne prétend pas, expliquer les relations internationales de façon globale, mais elle peut s'avérer utile à un éclaircissement par le "réel" du phénomène de l'internationalisation contemporaine du capital. Elle peut également être importante dans la compréhension de la place que joue le Canada dans les rapports internationaux, ainsi que pour poser certains enjeux déterminants de l'évolution économique du Canada de demain.

Partie I PERSPECTIVES POUR L'ANALYSE DE L'EXPORTATION  
DU CAPITAL CANADIEN: LES LIMITES DE L'ANALYSE.

La métamorphose du système économique international et la gestation d'un nouvel ordre mondial nécessitent une analyse souple et sensible. L'étude des mouvements de capitaux au cours des quinze dernières années ne devrait, nous semble-t-il, négliger ces profondes et complexes modifications dans l'économie mondiale. En quête perpétuelle d'une compréhension aiguë d'une réalité elle-même en constante transformation, il s'agit de rejeter la rhétorique mécaniste et superficielle de nombreuses analyses libérales, tout en contestant certaines thèses dites "critiques" qui se protègent dans le dogmatisme et dans l'idéologie. Beaucoup reste à faire pour saisir l'internationalisation et l'adaptation que cherche à opérer le capital de pays intermédiaires, lui-même pris dans la tourmente du grand capital des pays dominants.

Certaines précisions ou certains problèmes se posent inévitablement dans le type d'analyse que nous entreprenons. Les observations à cet égard tiendraient de deux ordres:

- . les limites théoriques
- . les limites statistiques et empiriques.

### A) Les limites théoriques.

Au niveau des explications théoriques de l'investissement à l'étranger, le nombre de modèles conceptuels est nombreux et leur valeur/bien diverse. En général toutefois, les tentatives des auteurs portent habituellement soit sur le niveau micro-économique -la firme-, soit sur celui macro-économique -la structure internationale-.

Les tentatives libérales modernes pensent le phénomène de l'exportation de capital surtout en fonction de la multinationalisation des firmes, ou en fonction de facteurs précis ou/et limités. Par contre, les analyses marxistes se penchent surtout sur des explications à un niveau plus global, c'est-à-dire en fonction des aspects structurels et des contradictions du capitalisme. Toutefois, dans ce dernier courant analytique, de nombreux auteurs restent marqués par l'étude de la FMN.

Ce sont les analyses libérales sur la multinationalisation des firmes qui occupent la grande part de la littérature sur les investissements internationaux. C.-A. Michalet résume les principales approches théoriques sur l'investissement direct des FMN selon quatre groupes<sup>1</sup>. Il y a ceux qui mettent l'accent sur l'existence des disparités nationales, disparités qui se manifestent au niveau des barrières protectionnistes, des coûts de transport, des politiques monétaires ou fiscales.

Le deuxième groupe de théories se penche sur la structure oligopolistique des marchés. C'est une approche qui lie l'internationalisation aux structures concentrées de l'économie d'origine; elle prend des allures marxisantes et parle en terme de la généralisation de la concurrence oligopoliste à l'échelle mondiale<sup>2</sup>.

Un troisième modèle théorique a été marqué par les enseignements de R. Vernon sur le cycle du produit et sur l'avantage technologique des FMN<sup>3</sup>. Finalement une quatrième approche privilégie la différenciation des coûts de production, particulièrement le niveau des salaires, entre les unités de production "domestiques" et celles à l'étranger.

Si une problématique de l'internationalisation du capital nous apparaît généralement plus satisfaisante, plus enrichissante théoriquement, car plus globale tout en voulant dégager les rapports de force entre fractions de classe et en voulant cerner la dynamique du mode de production capitaliste (MPC), un certain dogmatisme s'est toutefois installé chez beaucoup d'auteurs. Le discours idéologique tendrait à prédominer au détriment d'une analyse ouverte à une remise en question constante de la théorie.

Ce n'est pas en rejetant du revers de la main l'apport des recherches sur la multinationalisation des firmes qu'il sera possible de progresser dans l'entendement du système mondial contemporain, ni en croyant à l'incompatibilité des

démarches tendant à intégrer certains apports des perspectives de l'internationalisation du capital et de la multinationalisation des firmes. En fait, nous trouvons pertinente la vision de Michalet pour qui une porte de sortie explicative de l'investissement (direct) au plan international serait un modèle qui essaierait

" ... de rattacher la dynamique de la multinationalisation à la dynamique du système de l'économie mondiale, c'est-à-dire, en dernière instance à celle du mode de production capitaliste." <sup>4</sup>

Même ceux qui, comme C. Palloix, voulaient se dégager de l'analyse par la firme n'ont pu qu'y retourner dans leur démonstration et dans leur décortication du "réel" <sup>5</sup>.

De plus, les analyses se penchant sur l'internationalisation d'un capitalisme national ne sont pas totalement dépourvus d'intérêt ou de perspective. Bien qu'il soit évident de prendre garde d'une utilisation abusive d'une telle perspective, elle peut permettre de situer le développement économique d'une formation sociale, ainsi que la dynamique d'accumulation de fractions de bourgeoisie par rapport à celle d'autres fractions de bourgeoisie, celles-ci opérant principalement à partir d'autres formations sociales.

S'il n'y a pas une homogénéisation totale d'actions et d'intérêts au sein de la couche dominante d'une bourgeoisie

nationale, certains liens privilégiés peuvent se former entre divers éléments de celle-ci, et évidemment entre ceux-ci et l'Etat. De plus, pour de nombreuses firmes ou groupes, l'étape de la multinationalisation suit une période de consolidation des bases d'accumulation dans la formation sociale d'origine.

Mais ce qui ajoute à notre insatisfaction des "théories" explicatives de l'investissement international, particulièrement celles les plus statiques ou rigides, c'est leur faiblesse à saisir les particularités de la **période** post-1965/68. La forte poussée de l'internationalisation du capital depuis quelques années, principalement la multiplication des moyens utilisés pour s'internationaliser, a trouvé écho chez les analystes "critiques" qui ont su le mieux replacer celle-ci dans une perspective globale. Bien sûr, lorsque nous parlons d'internationalisation rapide, nous devons nous méfier du fait inflationniste qui a gonflé la valeur des transactions et des investissements récents par rapport à ceux des périodes antérieures. Il n'en demeure pas moins que la dernière décennie a vu s'accélérer la marche de l'internationalisation du capital, au point même où nous pouvons croire à la concrétisation d'une nouvelle phase de l'accumulation du capital, donc d'une transformation structurelle du capitalisme et du MPC, à laquelle n'échappe évidemment pas le capital canadien. Dans la troisième partie de cette analyse nous reviendrons sur cette question tout en évaluant divers modèles théoriques.

## B) Problèmes de l'approche empirique.

Du point de vue statistique, il faut immédiatement signaler que les chiffres officiels de Statistique Canada ou de d'autres institutions nationales ou internationales sur les investissements internationaux rendent difficilement compte de la réalité sur les flux et les stocks de capitaux des entreprises de tel ou tel pays. La rapidité des transactions, leur fréquence, mais aussi le secret auquel les entreprises tentent d'entourer une partie de leurs opérations financières incitent à croire que les agences gouvernementales sont tenues dans l'ignorance de nombreux aspects de la gestion et des actifs des firmes et des groupes. Les contrôles exigés par l'Etat canadien sur la divulgation des bilans et opérations des firmes ne sont guère sévères, donc plutôt faciles à contourner. Et avec la multiplication et la complexification des opérations des groupes financiers, les statistiques émises par les agences gouvernementales restent approximatives.

Mais ces chiffres officiels, avec les problèmes et les limites qu'ils comportent, demeurent toutefois les seuls indicateurs sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour tenter une étude de la composition et de l'évolution des flux ou/et stocks de capitaux. Cependant, l'utilisation de méthodologies différentes entre certaines agences peut entraîner certains écarts entre les données de ces agences, d'où la nécessité

d'éviter de jumeler des chiffres provenant de sources trop éparses, du moins les utiliser avec précaution et retenue. Nous utiliserons principalement les données de Statistique Canada dans les chapitres suivants. La méthodologie utilisée par cet organisme fédéral sous-évalue entre autre la valeur réelle des investissements internationaux opérés par le capital canadien. Ses statistiques ne tiennent pas compte des investissements faits par une filiale à l'étranger d'une entreprise canadienne. Ainsi lorsque "Northern Telecom Industries", une filiale américaine du groupe Bell Canada/Northern Telecom<sup>6</sup>, investit aux Etats-Unis ou dans d'autres pays, de tels montants n'apparaîtront pas ni dans les flux ni dans les stocks de capitaux canadiens à l'étranger.

Il y a également la classification de l'investissement à long terme qui peut poser problème dans la méthodologie de Statistique Canada. Pour être catégorisé comme un investissement direct, l'investisseur doit avoir un contrôle majoritaire des actions de l'entreprise où il a investi. L'achat d'obligations, ou encore d'actions dans une entreprise où l'investisseur ne détiendra pas au moins 50 % des actions votantes sera considéré comme un (des) placement(s) de portefeuille.

Par ailleurs, la reclassification d'un investissement est un aspect qui fausse le plus les tentatives de dégager les évolutions dans les stocks internationaux de capitaux.

Cette reclassification peut affecter entre autre l'étude de deux aspects importants de l'internationalisation du capital canadien:

- le contrôle autochtone de l'internationalisation du capital dit "canadien";
- le rapport entre les investissements directs et les investissements de portefeuille.

Nous savons également que dans les faits il n'est pas obligatoire de détenir plus de 50% des actions votantes d'une firme pour en avoir le contrôle<sup>7</sup>. Ainsi, la classification "officielle" en investissement direct et investissement de portefeuille ne représente pas toujours très bien la réalité, et tient davantage du légalisme. De plus, si une entreprise "canadienne" -autochtone ou non- possédait 51% du capital-action d'une firme à l'étranger pour par la suite se départir de 2% des actions de cette filiale, tout en gardant le contrôle effectif de la filiale, il y aurait un bouleversement dans les données de Statistique Canada. L'investissement de cette firme ne serait plus considéré comme "direct", mais comme un investissement de portefeuille. Ainsi, par rapport aux années précédentes, les nouvelles statistiques contiendraient une diminution dans le total des investissements directs à l'étranger équivalente à la valeur du 51% des actions de cette filiale, alors que le chiffre des investissements en portefeuille augmenterait de la valeur du 49% du

stock d'actions détenues.

Deux autres observations importantes à propos des chiffres officiels de Statistique Canada sur les stocks de capitaux. Premièrement, ceux-ci représentent la valeur comptable ("book value") des investissements plutôt que leur valeur réelle ("market value"). Et deuxièmement, les investissements faits par les banques et par les compagnies d'assurances canadiennes n'entrent pas dans ces chiffres. Il y a donc une sous-évaluation du stock d'investissements à l'étranger.

Notre approche veut également déboucher sur l'organisation du capital canadien internationalisé, entre autre les groupes financiers. En nous penchant sur ces groupes financiers, ainsi que sur les alliances entre fractions de capital canadien et international, nous pourrions découvrir certains enseignements sur les moyens de l'internationalisation du capital canadien durant la décennie 1970. Toutefois, ces alliances sont difficiles à cerner, et mesurer leur cohésion l'est tout autant. Les statistiques des agences gouvernementales ne tiennent guère compte de la structure des groupes. Ainsi, les données consolidées des groupes sont oubliées au profit des données sur les entreprises, celles-ci considérées souvent à tort comme "autonomes".

Ainsi en ce qui a trait à la partie empirique, nous devons utiliser les données d'agences gouvernementales, mais elles doivent être envisagées d'un oeil critique.

Partie II      LA SITUATION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE  
CANADIEN A LONG TERME A L'ETRANGER, 1968-80.

Pour les nationalistes de gauche, le Canada n'est pas un pays impérialiste car il a très peu d'investissements à l'étranger, du moins par la bourgeoisie autochtone. Une telle vision s'avère erronée, particulièrement depuis 1950.

A) Le capital canadien internationalisé.

Outre les grandes banques, les principaux noms de ce capital autochtone présent à l'étranger étaient, selon le rapport Gray, l'Alcan, Polymer, Massey-Ferguson, Mac Millan-Bloedel, Moore Corporation, Seagram<sup>1</sup>. Dans la plupart des analyses, on en est demeuré à une conception par la firme. Nous considérons une telle conception comme dépassée. Nous optons plutôt pour une approche en fonction du "groupe financier". Toutes les grandes FMN canadiennes ont aujourd'hui une structure de groupe financier, ou/et peuvent faire partie d'un groupe plus élargi.

Ainsi, MacMillan-Bloedel, Cominco, Dominion Bridge<sup>2</sup>, Pan Canadian Petroleum sont quelques-unes des grandes FMN canadiennes. Toutefois ces entreprises font en fait partie du groupe Canadian Pacific/C. P. Enterprises Ltd. De leur côté, Massey-Ferguson, Placer Development, Noranda Mines sont

certaines des grandes FMN du groupe Argus. Par ailleurs, Great West Life, Montreal Trust, Consolidated Bathurst, Dominion Glass sont quelques entreprises internationalisées étant sous le parapluie du groupe Power Corporation.<sup>2</sup>

Nos recherches nous ont poussé à identifier les quelques grands groupes financiers canadiens à dominante industrielle: Canadian Pacific/C.P. Enterprises; Argus/Hollinger; Power Corp.; Thompson Group; Weston Group; Alcan; Moore; Molson Cies Ltd; Seagram/Cemp Investments Ltd; BellCanada/Northern Telecom.

A ce super-capitalisme privé canadien, qui produit énormément à l'étranger et qui souvent tire de l'étranger la grande partie de ses profits, il faudrait aussi ajouter l'importance de l'activité internationale de sociétés de la Couronne fédérale. Pétro-Canada et la Corporation de Développement du Canada, par leurs filiales, possèdent de nombreuses capacités productives à l'extérieur du Canada, et cela dans divers secteurs. Tous ces groupes sont en étroite relation avec les grandes banques canadiennes qui ont, elles, une influence plus que certaine dans la progression de la majorité des groupes financiers canadiens. D'ailleurs, le capital bancaire est perçu souvent comme le pilier du capitalisme canadien.

A l'appendice 1, nous avons fait une liste partielle des principales entreprises "canadiennes" (sauf les banques et

les compagnies d'assurances) pour qui les activités productives à l'étranger occupent une part importante des activités de l'entreprise ou du groupe. A l'appendice 2, nous avons compilé le nombre de filiales que possèderaient certaines grandes entreprises canadiennes à l'étranger, à partir du "Who owns whom - North America" (1979-80). Les données que cet annuaire apporte n'indiquent qu'une partie des filiales que possèdent les groupes. Mais une telle compilation dégage tout de même une partie de l'ampleur de la présence internationale de groupes canadiens. Ainsi, Molson Cie Ltd aurait au moins 56 filiales dans 30 pays, Moore Corp. un minimum de 65 filiales dans 28 pays.

Pour les groupes canadiens, leurs activités internationales sont cruciales pour leur développement. Non seulement le monde sert de débouché commercial aux groupes canadiens, mais pour de nombreux groupes canadiens, le Canada ne joue guère qu'un rôle minime dans les activités du groupe. Ainsi, Massey-Ferguson, au début des années '70, avait 90% de ses ventes, 62% de sa production, et 84% de ses actifs hors du Canada<sup>3</sup>. L'Alcan aussi a une stratégie mondiale intégrée. Ce groupe est devenu le deuxième producteur mondial d'aluminium, derrière Alcoa. Ses ventes ont doublé en cinq ans, passant de \$ 2.3 M en 1975 à \$ 4.4 M en 1979. L'Alcan possède des mines, des bateaux, des barrages hydro-électriques et des usines de production dans 35 pays. A travers ses bureaux de

vente, l'Alcan est présente dans plus de cent pays<sup>4</sup>.

Des holdings financiers, tels les groupes Argus, Canadian Pacific Enterprises, Power Corporation, ont le contrôle d'une foule d'entreprises à l'étranger à travers leur mainmise sur certaines grandes FMN. Ainsi pour le groupe Argus, ses filiales Massey-Ferguson, Placer Development et Noranda Mines opéraient respectivement -vers 1973- au moins 70 filiales dans 24 pays, 32 filiales dans 11 pays, 38 filiales dans 17 pays (voir l'appendice 2).

Les années post-1968 montrent une croissance remarquable de l'investissement canadien à l'étranger. Intégrée au système mondial et poussée par la dynamique effrénée de l'internationalisation du capital, la bourgeoisie canadienne ne pouvait qu'accentuer sa présence mondiale. Il est maintenant temps de mesurer, à partir de statistiques, cette internationalisation récente du capital canadien, puis de la comparer brièvement avec celle de certains autres capitalismes "nationaux". Nous y verrons la forte poussée de l'internationalisation au cours des dernières années, mais aussi les lieux et les formes de la pénétration internationale du capital canadien.

B) Les investissements canadiens: quelques données et tendances.

- une internationalisation rapide.

L'actif du Canada à long terme à l'étranger, d'après les chiffres de Statistique Canada, a connu un bond fantastique durant la période post-1945. Et il a plus que doublé dans la seule période 1968-1975, passant de \$ 9.9 M en 1968 à \$ 21.6 M en 1975. En 1977, il se chiffrait à \$ 27.4 M, dont plus de \$ 13 M en investissements directs. En 1945, l'actif canadien en investissements à long terme était évalué à \$ 2 M et à \$ 5.3 M en 1960 (voir tableau 1).

Le tableau 2 indique la progression de l'actif par période. Plus les actifs sont importants, plus les capitaux investis devront être massifs pour qu'il y ait maintien et progression du rythme d'augmentation. Ainsi, la progression de l'actif d'investissements canadiens à l'étranger depuis 1960 est foudroyante; entre 1968 et 1975, sa croissance étant de 184%. C'est avant tout au niveau des investissements directs et des "investissements divers" que l'évolution est déterminante.

Ces "investissements divers" ont quintuplé entre 1965 et 1975, ou entre 1968 et 1978, et triplant dans la seule première moitié des années '70. Au cours de la période 1965-75, le stock d'investissements directs, de son côté, a progressé de 205%. Le portefeuille canadien, lui, connut une

TABLEAU I  
Investissements canadiens à l'étranger à certaines fins d'année.  
(en milliards de \$)

	1977	1976	1975	'74	'73	'72	'71	'70	'68	'65	'60	'50
Investissements directs	13.4	11.5	10.5	9.2	7.8	6.7	6.5	6.2	4.6	3.5	2.5	1.0
Valeurs de portefeuille	5.3	4.6	4.3	3.9	3.7	3.3	3.0	2.8	2.9	1.9	1.3	0.6
Investissements divers	4.8	4.0	3.7	3.1	2.2	1.8	1.4	1.0	0.8	0.6	-	-
Crédits du gouvernement du Canada	2.9	2.6	2.3	2.0	1.8	1.7	1.6	1.5	1.4	1.5	1.5	2.0
Souscriptions du gouvernement du Canada à des organismes internationaux de placements	1.0	0.8	0.7	0.6	0.5	0.4	0.3	0.3	0.2	0.1	0.1	0.1
Investissements canadiens à long terme à l'étranger (Total)	27.4	23.5	21.5	18.8	16.0	13.9	12.8	11.8	9.9	7.6	5.3	3.7

Source: Statistique Canada, Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 46-47.

TABIEAU 2

Evolution de l'actif canadien à long terme à l'étranger  
par forme d'investissements et par périodes  
(augmentation en % des actifs)

	1968-77	1950-55	1960-65	1965-70	1970-75	1955-75	1960-75	1965-75	1975-77
Investissements directs	191.3	70.0	40.0	77.1	72.6	529.0	328.0	205.0	27.6
Valeur de portefeuille	82.8	66.6	46.0	47.4	53.6	330.0	230.7	126.0	23.3
Investissements divers	500.0	-	-	66.6	270.0	-	-	516.6	29.7
Crédits du Gouvernement du Canada	107.1	0	0	0	53.3	43.7	53.3	53.3	26.0
Souscriptions du Gouv. du Canada à des organismes intern. de placement	400.0	0	0	300.0	100.0	(600.)	(500.)	(600.)	42.9
Investissements canadiens à long terme à l'étranger	176.8	18.9	43.4	55.3	83.05	390.9	307.5	184.2	27.4

( - ) chiffres absolus négligeables  
Statistique Canada,  
Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1975,  
p. 44-5

hausse plus modérée, particulièrement entre 1968 et 1975.

Alors que de 1926 à 1945, les investissements à long terme à l'étranger étaient répartis assez également entre les investissements directs et les investissements de portefeuille, et même surtout concentrés dans des valeurs de portefeuille durant les années 1930, cette tendance s'est renversée après 1945. Les investissements directs sont devenus, et de loin, la principale forme d'actifs à l'étranger. Cette part des investissements directs sur les investissements de portefeuille est en constante progression depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (voir tableau 3).

Au niveau des flux de capitaux, comme l'avaient prévu certains analystes<sup>5</sup>, le Canada est devenu un net exportateur d'investissements directs au cours des années '70, ce qui n'était pas arrivé depuis les années 1930. Depuis 1975, le Canada investit directement davantage à l'étranger que les capitalistes internationaux ne le font au Canada. Evidemment, ceci est basé sur les chiffres d'entrée et de sortie de capital du Canada (voir tableaux 4, 5, 6), et ne considère ainsi que la question des flux affectant la balance des paiements.

Au chapitre du commerce des valeurs mobilières, toutefois, le Canada demeure un fort importateur de capitaux. Entre autre, depuis 1975, il y a une entrée de capitaux étrangers dans cette catégorie d'environ \$ 5 M ou plus par année, un sommet étant d'ailleurs atteint en 1976 avec plus de \$ 8.6 M.

TABLEAU 3

Proportion de l'actif d'investissements directs  
canadiens à l'étranger sur la somme des investissements  
directs et de portefeuille, pour l'année.

Année	%
1926	44.
1930	50.
1939	50.
1945	53.8
1950	62.5
1955	63.
1960	65.8
1965	64.8
1968	61.3
1969	63.4
1970	69.6
1971	69.1
1972	67.6
1973	68.4
1974	70.4
1975	71.3
1976	71.4
1977	71.7

Statistique Canada,

Source: B.C.I.I. (Bilan canadien des investissements  
internationaux, 1975), p. 44-5

B.C.I.I. (Bilan canadien des investissements  
internationaux, 1977), p. 46-7

## Mouvements (FLUX) de capitaux à long terme du Canada

(\$ millions)

Année	Investissements directs au Canada	Investissements directs à l'étranger	Commerce des valeurs mobilières	Autres opérations sur capitaux à long terme	Solde des mouvements de capitaux à long terme
1930	64	- 27	352	3	392
1939	- 29	- 24	- 15	- 38	- 106
1946	40	- 14	- 93	-648	- 715
1950	225	35	331	19	610
1955	445	- 85	- 52	106	414
1960	670	- 50	217	92	929
1965	535	- 125	546	-123	833
1966	790	- 5	325	118	1228
1967	691	- 125	473	376	1415
1968	590	- 225	1063	241	1669
1969	720	- 370	1806	181	2337
1970	905	- 315	563	-146	1007
1971	925	- 230	304	-335	664
1972	620	- 400	1596	-228	1588
1973	830	- 770	659	- 91	628
1974	845	- 810	1772	-766	1041
1975	725	- 915	4477	-352	3935
1976	- 300	- 590	8608	166	7909
1977	625	- 740	5355	-852	4388
1978	- 125	-2010	5081	333	3279

Sources: Statistique Canada, La balance canadienne des paiements internationaux, 1977, p. 76.

Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux, 1<sup>er</sup> trimestre, 1980.

TABLEAU 5Flux d'investissements directs au Canada, par zone 1973-78  
(\$millions)

	<u>1973</u>	<u>'74</u>	<u>'75</u>	<u>'76</u>	<u>'77</u>	<u>'78</u>
Etats-Unis	470	684	588	- 559	479	- 350
Royaume-Uni	135	- 4	- 25	63	- 47	- 23
C.E.E. (-R.-U.)	62	49	100	139	188	193
Japon	61	4	1	25	28	14
Autres pays de l'OCDE	85	84	44	41	- 6	32
Autres	17	28	17	- 9	- 17	2
Total	830	845	725	- 300	625	- 125

(-) signifie une sortie de capital du Canada

( ) signifie une entrée de capital au Canada, donc un désinvestissement

Source: Statistique Canada,  
Balances canadienne des paiements internationaux, 1978, p. 152-3

TABLEAU 6Flux d'investissements directs canadiens à l'étranger  
par zone, 1973-78

	<u>1973</u>	<u>'74</u>	<u>'75</u>	<u>'76</u>	<u>'77</u>	<u>'78</u>
Etats-Unis	- 428	- 524	- 542	- 257	- 503	- 931
Royaume-Uni	- 122	- 43	- 26	- 25	10	- 34
C.E.E. (-R.-U.)	- 35	- 53	- 69	- 38	- 2	- 324
Japon	3	- 12	- 13	- 1	- 1	- 4
Autres pays de l'OCDE	- 21	30	4	- 10	- 16	- 142
Autres	- 167	- 208	- 269	- 259	- 228	- 575
Total	- 770	- 810	- 915	- 590	- 740	-2010

(-) signifie une sortie de capital du Canada

( ) signifie une entrée de capital au Canada, donc un désinvestissement

Source: Statistique Canada,  
La balance canadienne des paiements internationaux, 1978,  
p. 152-3

Quant au solde des mouvements de capitaux à long terme, il est fortement positif depuis 1950, c'est-à-dire qu'il entre plus de capitaux au Canada qu'il n'en sort pour l'investissement. Si la bourgeoisie canadienne est en rapide expansion internationale, et qu'elle consolide ses bases au Canada en rachetant des entreprises étrangères implantées au pays, le Canada demeure largement pénétré et dépendant de l'entrée de capital étranger (voir tableau 7).

Toutefois, en comparant l'actif de l'investissement direct du Canada à l'étranger avec celui étranger au Canada, nous constatons que depuis la fin des années '60, l'écart s'est rétréci, ce qui inciterait à croire à un renforcement de la bourgeoisie canadienne (tableau 8). Ainsi, en 1960, il y avait cinq fois plus d'investissements étrangers à long terme au Canada que d'investissements canadiens à l'étranger. En 1975, la proportion était ramenée à quatre fois.

Lorsque nous nous penchons plus profondément sur la question des formes d'investissements des Canadiens à l'étranger, entre 1965 et '75, nous voyons que la proportion des investissements directs domine, variant entre 46% et 53% des investissements totaux à long terme, atteignant son sommet en 1970 (tableau 9). La part des investissements de portefeuille, elle, est en baisse depuis 1968. Par ailleurs, les "investissements divers" occupent une place presque équivalente à celle des investissements de portefeuille en 1975, alors qu'ils étaient presque inexistantes en 1960.

TABLEAU 7

Investissements étrangers à long terme  
au Canada, à certaines fins d'année,  
(en milliards de \$)

	1977	1976	1975	'74	'73	'72	'71	'70	'68	'65	'60	'50
Investissements directs	47.0	43.3	40.1	36.4	32.9	29.7	28.0	26.4	22.5	17.4	12.9	4.0
Obligations du gouvernement	23.7	20.6	15.2	11.5	10.0	9.4	8.1	7.9	6.8	5.0	3.3	2.0
Autres valeurs de portefeuille	15.4	13.5	10.1	9.2	8.7	7.9	7.1	6.9	6.1	5.1	4.6	2.4
Investissements divers	4.9	4.3	3.7	3.5	3.5	3.3	3.2	3.0	2.6	2.2	1.4	0.3
Investissements étrangers à long terme au Canada	91.0	81.7	69.1	60.6	55.1	50.3	46.5	44.2	38.0	29.6	22.2	8.7

Statistique Canada,

Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 46-7.

TABLEAU 8

Pourcentage de l'actif de l'investissement direct  
canadien à l'étranger par rapport à l'investissement (direct)  
étranger au Canada.

Année	%
1926	22.2
1930	16.7
1939	30.4
1945	25.9
1950	25.0
1955	22.0
1960	19.4
1965	20.1
1968	20.4
1969	21.3
1970	23.4
1971	23.3
1972	22.7
1973	23.7
1974	25.7
1975	26.8
1976	26.5
1977	28.5

Statistique Canada,

Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977,  
p. 46-7.

TABLEAU 9

Proportion annuelle de chaque forme d'investissement par rapport  
au total des actifs canadiens à l'étranger à long terme

	(8)											
	1977	1976	1975	'74	'73	'72	'71	'70	'68	'65	'60	'50
Investissements directs	47.4	48.9	49.5	49.2	48.7	48.2	50.8	52.5	46.5	46.0	47.2	27.0
Investissements de portefeuille	19.3	19.6	19.9	20.6	23.1	23.7	23.4	23.7	29.3	25.0	24.5	16.2
Investissements divers	17.5	17.0	17.1	16.4	13.8	13.0	10.9	8.5	8.1	7.9	-	-
Crédits du gouvernement	10.6	11.1	10.7	10.6	11.3	12.2	12.5	12.7	14.1	19.7	28.3	54.0
Souscriptions à des organismes internationaux de financement	3.6	3.4	2.8	3.2	3.1	2.9	2.3	2.5	2.0	1.3	1.9	2.7

Statistique Canada,

Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 46-47.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 44-45.

De leur côté, les "investissements de portefeuille" pourraient voir leur part croître dans les prochaines années, part qui avait stagné depuis 1945. D'ailleurs, depuis quelques années, ce type d'investissements semble redevenir une forme intéressante d'investissement international. Le coût de certains projets d'envergure, les contraintes de certains gouvernements à l'entrée de capitaux étrangers, les revendications nationales ou de classe dans certaines régions, peuvent inciter plusieurs entreprises occidentales à détenir des participations minoritaires dans des firmes ou des projets, à créer des "joint-ventures" internationaux afin d'opérer dans certains secteurs ou certaines régions.

En faisant quelques compilations sur le portefeuille canadien à l'étranger, nous voyons que les Etats-Unis sont le principal lieu de tels placements, et que les actions forment la grande partie du portefeuille canadien à l'étranger au détriment des obligations (tableaux 10-11-12). Les actions représentent 80% du portefeuille des Canadiens. Cette situation n'est pas nouvelle, car même en 1939 elles représentaient 71% du portefeuille international des Canadiens. Et ce sont les titres américains qui constituent plus des trois quarts (3/4) de cette forme d'investissements. Le portefeuille canadien des titres américains se constitue à 90% d'actions. Jusqu'au début des années 1950, la part de ces dernières se chiffrait à moins de 80%.

TABLEAU 10.

Part des actions dans le portefeuille canadien à l'étranger

Année	%
1939	71.
1949	74.8
1958	80.6
1965	85.2
1969	84.6
1970	83.2
1971	82.7
1972	83.8
1973	82.7
1974	82.8
1975	82.9
1976	84.7
1977	83.4

Statistique Canada,

Sources: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 48.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 46-7.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1971-1973, p. 74-5.

G. Garnier, Les investissements privés..., op. cit., p. 128-9.

TABLEAU 11Part des titres américains dans le portefeuille canadien à l'étranger

Année	%
1926	40.
1930	58.
1939	70.
1949	69.4
1958	68.9
1965	74.2
1969	79.0
1970	83.0
1971	80.0
1972	79.5
1973	77.0
1974	75.6
1975	76.0
1976	77.4
1977	76.0

Statistique Canada,

Sources: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 48.

Bilan Canadien des investissements internationaux, 1975, p. 46-7.

G. Garnier. Les investissements privés à long terme du Canada à l'étranger de 1946 à 1966, p. 125-6.

TABLEAU 12Part des actions dans le portefeuille canadien aux Etats-Unis

Année	%
1939	76.
1949	77.9
1958	85.6
1965	93.0
1969	91.0
1970	90.4
1971	91.0
1972	92.5
1973	92.9
1974	93.2
1975	93.3
1976	94.1
1977	93.9

Statistique Canada,

Sources: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 48.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 46-7.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1971-73, p. 74-5.

G. Garnier, Les investissements privés à long terme du Canada à l'étranger de 1946 à 1966, p. 128-9.

L'importance des actions dans le "portefeuille" des Canadiens laisse présager qu'une part importante de ce dit portefeuille implique un contrôle plus large de la part des entreprises canadiennes sur le système économique américain que les statistiques officielles peuvent présenter au premier coup d'oeil.

- Les lieux d'investissements.

Les tableaux 6 et 13 à 17 sont indicatifs de la répartition géographique des investissements directs canadiens par région. Nous constatons que plus de la moitié des investissements directs canadiens se font aux Etats-Unis, et qu'entre 1973 et 1975, la proportion vers ce pays croit, passant de 50.3% à 53.2% du total canadien. Etant évalué à \$ 2.5 M en 1968, le capital canadien investi directement aux Etats-Unis est passé, selon les chiffres mêmes du gouvernement américain, à \$ 5.9 M en 1976 et à \$ 6.0 M en 1977<sup>6</sup>. Mais les chiffres officiels ne présentent qu'une partie de la réalité. Dans la revue Finance, F. Roberge écrit:

" En 1970, il y avait aux Etats-Unis \$ 9 milliards de capitaux (canadiens) identifiés, dont le tiers sous forme de participation au capital action d'entreprises américaines dans une proportion de 10 % ou plus (...)

En fait, si les avoirs des Canadiens sous forme de participation à plus de 10% du capital action s'élèvent à peine à \$6.2 M

TABLEAU 13

Investissements directs canadiens à l'étranger  
par régions, fins d'année, 1968-77  
(\$ millions)

Région	Année									
	1977	'76	'75	'74	'73	'72	'71	'70	'69	'68
Etats-Unis	7027	6092	5559	4769	3926	3433	3399	3262	2979	2546
Autre Amérique du Nord	916	896	934	892	797	644	561	497	479	478
Amérique du Sud et Centrale	1603	1371	1199	1054	903	808	827	820	230	232
Royaume-Uni	1410	1037	1019	904	798	631	590	586	595	570
C.E.E. (-R.-U.)	829	712	633	549	457	303	289	295	284	220
Autres pays D'Europe	421	285	213	208	195	246	214	194	178	161
Afrique	198	178	167	141	125	112	187	134	105	106
Asie	551	418	317	247	201	169	152	134	116	87
Australasie	480	512	485	446	433	369	319	266	245	217
TOTAL	13443	11501	10526	9210	7835	6715	6538	6188	5211	4617

Statistique Canada,

Sources: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 22.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 21.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1971-73, p. 25.

TABLEAU 14

Répartition géographique des investissements directs du  
Canada, par régions et par contrôle (%)

Entreprise canadienne contrôlée

au Canada                      dans les pays  
étrangers                      dans tous  
les pays

Lieu d'investissement	au Canada				dans les pays étrangers				dans tous les pays			
	1970	1973	1975	1977	1970	1973	1975	1977	1970	1973	1975	1977
Etats-Unis	58.2	50.1	52.5	51.7	42.4	50.7	56.0	55.6	52.7	50.3	53.2	52.3
Autre Amérique du Nord	6.7	9.6	7.7	5.9	10.5	12.7	12.4	12.1	8.0	10.2	8.7	6.8
Amérique du Sud et Centrale	16.3	14.5	14.4	14.1	7.6	1.2	1.0	0.4	13.2	11.8	11.6	11.9
Royaume-Uni	8.1	11.5	10.6	11.3	12.0	5.1	5.6	6.0	9.5	10.2	9.5	10.5
C.E.E. (-R.-U.)	4.8	5.5	6.4	6.6	4.7	5.8	4.4	3.7	4.8	5.5	6.0	6.2
Autres pays d'Europe	2.1	2.9	2.4	3.2	5.0	1.3	1.3	2.6	3.1	2.5	2.2	3.1
Afrique	1.5	0.5	0.6	0.7	3.4	5.8	4.9	5.6	2.2	1.6	1.5	1.5
Asie	0.7	2.5	3.1	4.2	5.0	2.6	2.3	3.7	2.2	2.5	3.0	4.2
Australasie	1.6	2.9	2.4	2.3	9.4	14.8	12.1	10.6	4.3	5.4	4.4	3.6
Pays développés	74.6	74.0	75.1	75.2	77.9	82.5	83.1	81.7	75.7	75.8	76.7	76.2
P.V.D.	25.4	26.0	24.9	24.8	22.1	17.5	16.9	18.3	24.3	24.2	23.3	23.8

Statistique Canada,

Sources: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 54.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 21, 52.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1971-73, p. 26, 80.

TABLEAU 15

Proportion des investissements internationaux  
des entreprises contrôlées au Canada par rapport aux  
investissements "canadiens" totaux, par région, par année,  
 1971-1977 (%)

Lieu d'investissement	1977	'76	'75	'74	'73	'72	'71
Amérique du Nord et Caraïbes	82.6	81.9	76.9	79.2	78.0	80.4	70.6
Amérique du Sud et Centrale	100.0	99.5	98.2	98.7	97.8	97.7	93.2
Europe	90.6	87.4	86.6	87.0	86.0	88.3	76.7
Afrique	41.6	32.6	29.9	30.6	24.8	28.6	15.5
Asie	86.6	83.7	83.6	81.6	77.9	84.8	73.7
Australasie	54.8	46.9	42.9	42.8	42.3	43.0	38.2
dans les pays développés	83.8	81.2	77.4	79.0	77.2	79.4	68.9
dans les pays en voie de développement	88.3	87.3	84.9	85.1	84.8	86.4	79.2
TOTAL	84.9	82.7	79.2	80.9	79.9	81.1	71.4

Sources: Statistique Canada,  
Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 50.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 52.

Bilan canadien des investissements internationaux, 1971-73, p. 80.

TABLEAU 16

Progression au cours de l'année de l'actif d'investissements  
directs canadiens à l'étranger, par région, entre  
1970-75

(%)

Région	1975	'74	'73	'72	'71
Etats-Unis	19.37	25.10	14.37	1.0	4.2
Autre Amérique du Nord	4.5	11.26	23.11	15.68	12.88
Amérique du Sud et Centrale	14.75	17.23	13.49	- 2.3	0.85
Royaume-Uni	15.92	10.29	26.5	6.78	0.68
C.E.E. (-R.-U.)	23.73	18.71	42.43	5.19	- 2.03
Autres pays d'Europe	2.21	13.57	-18.78	14.49	10.31
Afrique	11.35	12.8	11.61	-40.11	39.55
Asie	32.64	22.56	23.42	3.95	13.43
Australasie	8.28	3.33	14.09	15.67	19.92
TOTAL	14.69	19.17	16.46	2.57	5.66

Statistique Canada,

Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 21.

TABLEAU 17

Progression de l'actif d'investissements directs  
canadiens à l'étranger, par région et par  
périodes

(%)

	1970-75	1972-75	1973-75	1975-77
Etats-Unis	79.64	70.80	49.34	26.4
Autre Amérique du Nord	86.92	43.14	16.27	- 1.9
Amérique du Sud et Centrale	50.49	52.72	34.57	33.7
Royaume-Uni	73.89	61.75	27.85	38.4
C.E.E. (-R.-U.)	115.59	109.21	46.88	30.7
Autres pays d'Europe	19.07	- 5.71	16.08	97.7
Afrique	17.16	40.18	25.60	18.6
Asie	136.57	100.63	62.56	73.8
Australasie	77.07	27.64	11.88	- 1.0
TOTAL	72.50	59.17	36.67	27.7

Statistique Canada,  
Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 21.

Les chiffres pour la période 1975-77 furent calculés à partir  
de BCII 1977, p. 22.

en 1979 (plus du double de 1970), on estime à plus de \$20 M le capital canadien aux Etats-Unis (...)

Si l'on ajoute à ces investissements financiers les investissements immobiliers et commerciaux plus ou moins directs et les participations à des entreprises américaines par le biais de sociétés du Liechtenstein ou des Bahamas, on peut même parler de \$ 25 M." ?

De plus en plus, les entreprises "canadiennes" sous contrôle étranger investissent aux Etats-Unis. En 1975, 56% des actifs d'investissements de ces entreprises à l'étranger se trouvaient aux Etats-Unis, contre 42% en 1970. Par contre, comme le soulignaient Moore et Wells<sup>8</sup>, la bourgeoisie autochtone canadienne investissait relativement de moins en moins aux Etats-Unis. Cette constatation était valable pour le début des années '70, toutefois en 1975, cette tendance se renverse un peu passant de 50% en 1973 à 52.2% en 1975.

Les financiers internationaux auraient tendance, depuis le début des années '70, à investir proportionnellement de plus en plus dans les pays développés plutôt que dans les PVD. Cette situation semble également toucher l'internationalisation du capital canadien, mais à une moindre mesure; elle est toutefois plus marquée, comme nous l'avons signalé, pour le "capital-relais".

Un changement important est également survenu: c'est la bourgeoisie autochtone canadienne qui est devenue la plus présente dans les PVD. Comme l'ont signalé Moore et Wells, les investissements canadiens dans les PVD, au cours des années 1960, représentaient environ 17% du total de ses investissements directs à l'étranger, et ils étaient surtout opérés par le capital-relais<sup>9</sup>. Pendant les années '70, les groupes canadiens accentuent leur présence dans les PVD pour y avoir le quart de ses investissements directs à l'étranger, bien que la proportion ait diminué entre 1973 et 1975. Et c'est la bourgeoisie autochtone canadienne qui prend le leadership de l'investissement "canadien" dans les PVD; sa part dans l'ensemble du capital dit canadien dans ces régions croîtra continuellement durant les années '70 pour dépasser les 85%. Comme le souligne W. Clement<sup>10</sup>, une partie de ces changements tiendrait principalement à la reclassification d'un investissement de \$ 600 millions (Brascan au Brésil), passant du secteur de l'investissement-relais à celui d'investissement sous contrôle autochtone canadien. Ceci ne doit toutefois pas inciter, un peu comme le fait Clement, à négliger la puissance de la bourgeoisie autochtone canadienne. Au contraire, une telle consolidation des intérêts canadiens dans Brascan montrait la vigueur d'un groupe financier canadien, celui dirigé par les frères Edward et Peter Bronfman de Toronto.

Il est également intéressant de signaler les régions d'implantation de ce capital canadien par rapport à la nature -autochtone ou relais- de celui-ci. Le capital-relais a ses investissements surtout aux Etats-Unis, en Afrique, en Australasie et dans la région Caraïbes/Mexique. Par contre, la bourgeoisie autochtone est avant tout présente aux Etats-Unis et sur le reste du continent américain (incluant les Caraïbes), ainsi qu'en Europe. Notre compilation (tableau 15) indique bien la place dominante du capital autochtone dans l'internationalisation du capital "canadien"; du moins de ce capital que Statistique Canada classifie comme du capital canadien autochtone.

D'après nos calculs, la part du capital autochtone est en progression constante, et ce même dans toutes les régions du monde, passant de 71.4 % en 1971 à 84.9 % en 1977 de l'ensemble du capital dit canadien investi directement à l'étranger. Ce contrôle des autochtones se chiffrait à 84 % pour les investissements dans les pays développés, et à 88% pour ceux dans les PVD, cela pour l'année 1977. C'est seulement en Afrique et en Australasie que le montant des investissements effectués par des filiales d'entreprises étrangères est aussi important que celui des actifs des entreprises contrôlées au Canada.

Si nous nous penchons maintenant sur la progression des investissements du Canada par région, par année et par

période entre 1970 et 1975 (tableaux 15-17), nous constatons principalement ceci. Les pays développés (Etats-Unis et Europe occidentale) ainsi que l'Asie furent les régions où l'actif canadien s'est le plus accru entre 1970 et 1975. Dans ces régions, l'actif d'investissements directs canadiens a environ doublé en cinq ans. Compte tenu de la part déjà importante de l'actif canadien dans les pays développés au début des années 1970, leur progression si rapide en termes relatifs implique une croissance énorme en termes absolus, et ce sur une si courte période. Entre 1972 et 1975 seulement, le montant de l'actif total des investissements directs canadiens à l'étranger a augmenté de 59 %. En Asie et dans la C.E.E., il a doublé au cours de cette période de trois ans, et il a progressé de 70 % en ce qui touche les Etats-Unis.

Au cours de la décennie 1970, l'internationalisation du capital canadien s'est faite tous azimuts, toutefois le capital canadien reste avant tout concentré sur le continent américain et en Europe. Ce qui n'empêche une tentative et une attention grandissantes pour un redéploiement vers les autres régions, la diplomatie canadienne s'activant à le favoriser.

- les investissements par secteurs économiques.

L'analyse de l'investissement direct canadien à l'étranger, par secteurs économiques, montre une baisse relative et progressive de l'importance du secteur manufacturier au cours des années 1970, et ce principalement à cause de l'augmentation très substantielle des investissements dans les secteurs financier, minier, énergétique (voir tableaux 18-19-20).

Le secteur manufacturier représentait un peu moins de 50 % de l'investissement direct canadien total en 1977, alors qu'il représentait près de 60 % en 1968. Cette baisse relative ne doit pas faire oublier cependant qu'en termes absolus le stock d'investissements manufacturiers a doublé entre 1970 et 1977. Mais la bourgeoisie canadienne s'est de plus en plus tournée vers l'investissement dans les secteurs financier, minier et énergétique, et a fait tripler dans environ cinq ans le stock canadien dans ces secteurs. En termes absolus toutefois, la valeur cumulée des investissements dans ces secteurs représente toujours à peine, en 1977, la moitié du stock d'investissements manufacturiers. Cependant, dans la conjoncture économique internationale de la fin des années '70 et celle apparaissant pour les années 1980, l'importance stratégique de ces trois secteurs devrait favoriser la relance de l'investissement canadien dans

TABLEAU 18

Investissements directs canadiens à l'étranger,  
par groupes d'activités économiques, 1972-77

(\$ millions)

Secteurs	1977	'76	'75	'74	'73	'72
Industries manufacturières	6485	5589	5315	4688	3941	3639
Commerce	441	414	417	380	372	280
Pétrole et gaz Naturel	1561	1376	1247	974	836	634
Mines	1394	1228	973	816	670	419
Chemins de fer	480	433	413	411	414	396
Autres services publics	1289	1158	1075	995	852	786
Finances	1454	1004	831	715	562	418
Autres	339	299	255	231	188	143
TOTAL	13443	11501	10526	9210	7835	6715

Statistique Canada,

Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 22.

TABLEAU 19

Investissements directs canadiens à l'étranger par  
groupes d'activités économiques, par rapport au total  
de l'investissement direct canadien, 1972-77

(2)

Secteurs	Année					
	1977	'76	'75	'74	'73	'72
Industries manufacturières	48.2	48.6	50.5	50.9	50.3	54.2
Commerce	3.3	3.6	4.0	4.1	4.7	4.2
Pétrole et gaz naturel	11.6	12.0	11.8	10.6	10.7	9.4
Mines	10.4	10.7	9.2	8.9	8.6	6.2
Chemins de fer	3.6	3.8	3.9	4.8	5.3	5.9
Autres services publics	9.6	10.1	10.2	10.8	10.9	11.7
Finances	10.8	8.7	7.9	7.8	7.2	6.2
Autres	2.5	2.6	2.4	2.5	2.4	2.1

Source: Statistique Canada,  
Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 22.

TABLEAU 20

Progression des actifs des investissements  
directs canadiens à l'étranger, par secteur.

(%)

Secteur économique	1975-77	1973-75	1970-75	1965-75
Industries manufacturières	22.0	35.6	65.7	241.8
Commerce	5.8	29.0	74.5	212.9
Pétrole et gaz	25.2	66.5	192.1	493.8
Mines et fonderies	43.3	48.9	144.7	265.5
Chemins de fer	11.4	0	27.0	37.1
Autres services publics	19.9	25.6	19.2	921.0
Finances	75.0	42.7	79.1	357.0
Autres	32.9	16.2	45.5	100.0
TOTAL	27.7	36.7	72.5	207.7

Statistique Canada,

Sources: Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 23.Bilan canadien des investissements internationaux, 1971-73, p. 78.Les chiffres pour la période 1975-77 proviennent des données  
recueillies dans BCII, 1977, p. 22.

ces secteurs.<sup>11</sup>

Suite à nos compilations, nous constatons que les actifs canadiens ont presque triplé entre 1965 et 1975, croissant de 207 %. Durant cette période, ils ont quadruplé dans le secteur "pétrole et gaz", et ont connu une croissance de 357 % dans le secteur financier. Dans la seule période 1975-1977, le stock canadien a progressé de \$ 3 M, soit 28 %. Dans le secteur "Finances", une hausse de 75 % du stock a fait passer ce dernier de \$ 830 millions en 1975 à \$ 1.4 M en 1977. Le secteur minier a vu son stock augmenter de 43 % en deux ans. Les secteurs pétrolier et manufacturier ont par ailleurs connu une croissance de 25 % et 22 % respectivement.

Aux Etats-Unis, l'industrie manufacturière représente plus de la moitié de l'investissement direct qu'y a effectué le capital canadien (tableau 21). Bien que ce secteur voit sa part relative diminuer, encore là suite à la hausse foudroyante -de façon relative- des investissements dans les secteurs miniers et énergétiques, le capital canadien accroît constamment en termes absolus sa présence dans le secteur manufacturier aux Etats-Unis.

Au Royaume-Uni (tableau 22), la situation de la présence canadienne est plutôt semblable à celle pratiquée envers les Etats-Unis, le secteur manufacturier et énergé-

TABLEAU 21

Actif d'investissements directs canadiens aux  
Etats-Unis par secteur économique, en % du  
total des investissements directs dans ce pays  
effectués par des Canadiens

(%)

Secteur d'investissement	1975	'74	'73	'72	'71	'70	'68	'65
Industries manufacturières	53.1	54.1	54.3	61.0	58.2	57.3	60.3	58.1
Commerce	4.5	3.6	4.6	3.6	4.1	4.4	5.4	5.3
Mines et fonderies	6.9	7.0	5.7	2.0	1.7	1.6	1.6	1.7
Pétrole et gaz	20.3	19.7	18.4	16.2	14.7	13.9	8.0	11.0
Services publics	7.7	8.9	10.9	11.8	9.6	14.4	16.8	15.3
Finances	4.7	3.7	3.4	3.5	4.9	5.8	5.8	6.3
Autres	2.7	2.8	2.8	2.0	2.7	2.6	2.1	2.3

Source: Statistique Canada,  
Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 48-9.

TABLEAU 22

Actif de l'investissement direct canadien au Royaume-Uni  
par importance relative de chaque secteur d'investissement

Secteurs économiques	1975	'74	'73	'72	'71	'70	'69	'68	'65
Industries manufacturières	49.8	50.4	50.2	54.1	52.7	51.8	58.5	59.4	60.9
Commerce	4.5	4.1	4.8	4.2	4.2	4.4	5.3	5.8	4.5
Mines et fonderies	8.7	8.6	8.0	6.0	6.0	6.1	7.2	7.7	7.3
Pétrole et gaz	13.5	12.3	11.0	9.5	8.4	8.0	8.2	5.2	7.0
Services publics	14.0	15.1	16.2	17.6	19.6	19.8	11.2	12.3	11.7
Finances	7.0	6.8	6.8	5.9	6.2	6.8	6.0	5.8	4.8
Autres	2.5	2.8	3.0	2.7	2.9	3.0	3.6	3.7	4.0

Statistique Canada,  
 Source: Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 50-1.

tique accaparant la grande part des investissements récents. Les perspectives qu'offre la Mer du Nord en ressources énergétiques attireront, et attirent depuis 1977, les entreprises et groupes canadiens.

Nous ne saurions négliger de signaler quelques chiffres de cette internationalisation par rapport au niveau de concentration du capital qui accompagne et favorise le premier phénomène. Si de plus en plus d'entreprises canadiennes opèrent au niveau international, c'est la fraction oligopolistique qui se charge de la majeure partie de cet investissement international du Canada. D'après Statistique Canada<sup>12</sup>, en 1970, 11 entreprises (dont 8 "autochtones") contrôlaient environ les deux-tiers de l'investissement direct canadien à l'étranger. Durant les années '70, les statistiques indiquent ceci: en 1973, 13 entreprises avaient 63.4 % de l'actif d'investissements directs du Canada à l'étranger, en 1975, c'étaient 17 firmes qui se partageaient 66.2 % de l'actif, et en 1977, 22 firmes pour 69.1 %. Seulement au niveau des "autochtones", une vingtaine de firmes posséderaient 80 % de l'actif, alors que les 500 autres entreprises se partageraient le reste.

Toutefois, les statistiques officielles ne précisent pas l'identité de ces firmes, et quelles sont les relations entre celles-ci. Beaucoup de ces firmes sont reliées, probablement, à un même holding. La concentration est donc élevée.

C) La place du capital canadien dans les courants internationaux des capitaux à long terme.

Les données compilées sur les investissements canadiens à l'étranger, très indicatifs d'une internationalisation rapide depuis quelques années, ne sauraient être totalement révélatrices sans une brève comparaison avec les actifs étrangers des groupes capitalistes originaires d'autres Etats. C'est ainsi que cette tentative de comparaison indique que le capitalisme canadien demeure un maillon intermédiaire dans la chaîne "impérialiste" mondiale.

Pour Wallace Clement,

" Outside of banking and insurance and a few specific areas, Canadian indigenous capitalism is not strong internationally, although it does have an international presence." <sup>13</sup>

Parler de force ou de faiblesse demeure une chose bien relative et circonstancielle. Les rapports de puissance, au plan économique, peuvent évoluer assez rapidement. Le rapport entre secteurs de l'économie, au sein de chaque secteur, ainsi qu'entre les intervenants dans ceux-ci, est en constante mutation dans l'économie contemporaine. D'une façon générale, au cours de la décennie 1970, le capital canadien internationalisé au sein du grand capital international

demeure un acteur mineur. Par contre, dans certains secteurs, quelques groupes canadiens se partagent avec certains autres groupes internationaux le marché mondial. Les banques canadiennes - surtout celles du "Big Five" - , certains groupes du secteur minier -tels Alcan, Inco, Noranda-, ou des groupes comme Bell/Northern, Seagram, et dans une certaine mesure Massey-Ferguson, ont occupé une place dominante au plan mondial dans leur sphère principale d'activités.<sup>14</sup>

Regardons ici plutôt l'ensemble du capital canadien par rapport à d'autres capitalismes en internationalisation au cours de la période postérieure à 1965/68.

Le capital américain et britannique, bien que toujours les plus grands investisseurs directs -au niveau du stock- dans le monde, voient leur part relative s'effriter rapidement au cours des années 1970, par suite principalement de l'internationalisation foudroyante du capital japonais ou allemand. Le capital canadien, comme l'indiquent les tableaux 23-24-25, occupe une place minime. Parmi les 260 plus grandes FMN, seulement quatre sont canadiennes. De plus, le nombre d'employés dans les FMN canadiennes est en moyenne de 30,000 inférieur à celui des FMN des autres pays. Si la part du capital canadien dans le stock international d'investissements directs à l'étranger est passé de 3.5 % à 3.9 % entre 1967 et 1976, le Canada est par contre tombé du 5e

Stock d'investissements directs à l'étranger  
de pays développés

Pays d'origine	<u>\$milliards, fin d'année</u>				<u>% au total, fin d'année</u>	
	1967	1971	1975	1976	1967	1976
Etats-Unis	56.6	82.8	124.2	137.2	53.8	47.6
Royaume-Uni	17.5	23.7	30.8	32.1	16.6	11.2
R.F.A.	3.0	7.3	16.0	19.9	2.8	6.9
Japon	1.5	4.4	15.9	19.4	1.4	6.7
Suisse	5.0	9.5	16.9	18.6	4.8	6.5
France	6.0	7.3	11.1	11.9	5.7	4.1
Canada	3.7	6.5	10.5	11.1	3.5	3.7
Pays-Bas	2.2	4.0	8855	9988	2.1	3.4
Suède	1.7	2.4	4.4	5.0	1.6	1.7
Belgique/Luxembourg	2.0	2.4	3.2	3.6	1.9	1.2
Italie	2.1	2.0	3.3	2.9	2.0	1.0
TOTAL	101.3	153.3	243.8	270.4	96.2	94.2
Autres	4.0	5.1	15.1	16.8	3.8	5.8
Grand total	105.3	158.4	258.9	287.2	100.0	100.0

Source: N. Hood, S. Young, The Economics of Multinational Enterprise,  
Longman, New-York, 1979, p. 18.

TABLÉAU 24

Stock d'investissements directs à l'étranger de  
quelques pays industrialisés, par secteurs (industriels)

Secteur	Canada		Japon		R.F.A.		Royaume-Uni		Etats-Unis	
	\$millions	%	\$millions	%	\$millions	%	\$millions	%	\$millions	%
1971										
Total secteur Industriel	6,524	100.0	3,962	100.0	7,277	100.0	23,717	100.0	101,301	100.0
Dont:										
Extraction	938	14.4	892	22.5	350	4.8	8,051	33.9	30,989	30.6
Manufactures	3,437	52.7	1,092	27.6	5,796	79.6	10,033	42.3	44,370	43.8
Services	2,149	32.9	1,978	49.9	1,131	15.6	5,633	23.8	25,954	25.6
(Banques et assurances)	405	6.2	843	21.3	494	6.8	1,212	5.1	9,726	9.6
1974										
Total secteur Industriel	9,390	100.0	10,620	100.0	19,915	100.0	31,277	100.0	137,244	100.0
Dont:										
Extraction	1,963	20.9	2,778	26.2	1,419	7.1	8,747	28.0	36,771	26.8
Manufactures	4,729	50.4	3,723	35.0	14,032	70.5	14,131	45.2	61,062	44.5
Services	2,698	28.7	4,119	38.8	4,464	22.4	8,399	26.8	39,411	28.7
(Banques et assurances)	622	6.8	2,376	22.4	1,941	9.7	1,410	4.5	16,392	11.9

Source: N. Hood, S. Young, The Economics of Multinational Enterprise, Longman, New York, 1979, p. 33.

Pays d'origine et emplois dans les 260 plus grandes FMN (1973)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'employés (millions)	Nombre moyen d'employés
Etats-Unis	126	11.8	93,806
C.E.E.	105	11.5	109,373
Dont:			
Royaume-Uni	49	4.0	82,244
R.F.A.	21	2.8	134,078
France	19	2.1	108,309
Italie	8	1.3	166,272
Pays-Bas	6	1.2	191,256
Belgique	2	0.1	51,496
Suisse	5	0.4	74,360
Suède	8	0.4	52,648
Autriche	1	0.1	79,734
Japon	9	0.6	65,717
Canada	4	0.2	61,325
Australie	2	0.1	50,000
TOTAL	260	25.1	96,589

Source: N. Hood, S. Young. The Economics of multinational enterprise,  
New York, Longman, 1979, p. 17.

au 7e rang des "pays" exportateurs de capital direct, au niveau de l'actif.

Les chiffres indiquent que durant cette période de dix ans, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont vu diminuer sensiblement leur part du stock international d'investissements directs à l'étranger. Cependant, la Suisse a vu sa part monter de 4.8 % à 6.5 %, la République fédérale allemande (R.F.A.) passa de 2.8 % à 6.9 % et le Japon de 1.4 % à 6.7 %. Ces trois pays comptaient donc 20.1 % du stock d'investissements des pays développés exportateurs de capital, alors qu'ils n'en possédaient que 9 % dix ans auparavant, soit en 1967. Evidemment, une bonne partie du capital dit "suisse" provient d'un capital international en fuite, la Suisse servant de transit ou de relais pour du capital étranger<sup>15</sup>.

Au cours de ces dix ans, l'actif international d'investissements directs à l'étranger de la R.F.A. fut multiplié par sept fois, celui du Japon par treize, celui de la Suisse par près de quatre fois, alors que celui du Canada triplait. Par contre l'actif des Etats-Unis doublait, atteignant "officiellement" \$ 140 M. Celui des anciennes puissances colonisatrices (France et Grande-Bretagne, principalement) augmenta de son côté de moins de 100% durant cette période.

Le tableau 24 présente des données intéressantes sur les stocks de cinq pays par secteurs, pour les années 1971 et 1974. Bien que le secteur manufacturier est le principal champ d'investissements des financiers internationaux, les fractions internationalisées du capital "japonais", "allemand" ou "canadien" furent relativement de plus en plus attirées par les secteurs minier et énergétique entre 1971 et 1974. Le secteur bancaire et financier a également pris une place grandissante dans les investissements internationaux. A ce chapitre, ce sont les groupes américains, japonais et allemands qui ont le plus accentué leur présence hors du territoire national.

Au niveau des flux de capitaux vers les PVD (tableaux 26-27 ), signalons que ce sont les États-Unis qui demeurent les principaux investisseurs vers le tiers-monde, entre 1967 et 1976, avec en moyenne près de 50 % du total des investissements étrangers dans ces pays. Au cours des dernières années, contrairement à la tendance du capital international -tendance fortement marquée par les agissements du capital américain-, les groupes canadiens, suédois, suisses voient leur part d'investissements directs dans les PVD demeurer assez stable dans le total de leurs investissements internationaux. De son côté, le Japon voit ses groupes accorder la moitié de ses investissements étrangers aux PVD, principalement en Asie et de plus en plus en Amérique du Sud. La

Courants d'investissements directs des pays membres du Comité d'aide au  
développement a/ vers les pays en développement b/, 1965-1976  
(en millions de dollars)

Pays	Moyenne annuelle					
	1965-1967	1970-1972	1973	1974	1975	1976
Etats-Unis .....	1,147,0	1,909,3	1,887,0	3,788,0	7,241,0	3,119,0
Japon .....	80,2	229,3	1,301,1	705,4	222,7	1,084,2
Allemagne, République fédérale d' .....	146,6	425,6	786,6	701,3	815,9	765,4
Royaume-Uni .....	204,0	321,5	698,8	718,7	796,5	722,5
Canada .....	33,7	105,4	125,0	193,0	300,0	430,0
France .....	339,1	212,0	287,1	239,4	274,2	245,5
Pays-Bas .....	89,6	211,6	88,5	241,7	288,5	244,7
Belgique .....	46,8	44,0	48,3	49,5	68,3	235,8
Suisse .....	46,3	64,7	80,5	128,0	208,2	226,1
Italie .....	58,6	205,7	245,6	99,9	150,1	212,9
Suède .....	27,2	39,5	21,9	49,0	82,2	125,0
Australie .....	22,5	85,3	104,0	117,1	48,3	74,7
Autres pays c/ .....	3,9	36,3	36,2	53,1	57,4	106,7
TOTAL .....	2,245,4	3,882,7	6,710,6	7,084,1	10,493,3	7,592,6

Source: Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, d'après Organisation de coopération et de développement économiques, Coopération pour le développement (Paris, numéros pour 1974 à 1977).

a/ Les pays sont classés en ordre décroissant selon leur part en pourcentage des courants totaux en 1976.

b/ Y compris les courants à destination des pays européens suivants qui ne comptent pas parmi les pays en développement selon la définition de l'Organisation des Nations Unies: Chypre, Espagne, Gibraltar, Grèce, Malte, Portugal, Turquie et Yougoslavie.

c/ Autriche, Danemark, Nouvelle-Zélande, Norvège, Finlande; Les chiffres correspondant aux années précédant 1972 ne comprennent ni la Finlande ni la Nouvelle-Zélande dont les courants combinés en 1973 se sont élevés à un million de dollars.

Titre de: ECOSOC, Les sociétés transnationales dans le développement mondial; un réexamen, Nations-Unies, New York, 1978, (E/C. 10/38), p. 279.

Répartition des courants d'investissements directs des pays membres du Comité d'aide au développement a/ vers les pays en développement b/, par pays d'origine, 1965-1976  
(en pourcentage)

Pays	Moyenne annuelle						
	1965-1967	1970-1972	1973	1974	1975	1976	
Etats-Unis .....	51,1	49,2	43,0	53,5	69,0	41,1	
Japon .....	3,6	5,9	19,4	10,0	2,1	14,3	
Allemagne, République fédérale d' .....	6,5	11,0	11,7	9,9	7,8	10,1	
Royaume-Uni .....	9,1	8,3	10,4	10,1	7,6	9,5	
Canada .....	1,5	2,7	1,9	2,7	2,8	5,7	
France .....	15,1	5,5	4,3	3,4	2,6	3,2	
Pays-Bas .....	4,0	5,4	1,3	3,4	2,2	3,2	
Belgique .....	2,1	1,1	0,7	0,7	0,7	3,1	
Suisse .....	2,1	1,7	1,2	1,8	2,0	3,0	
Italie .....	2,6	5,3	3,7	1,4	1,4	2,8	
Suède .....	1,2	1,0	0,3	0,7	0,8	1,6	
Australie .....	1,0	2,2	1,6	1,7	0,5	1,0	
Autres pays c/ .....	0,2	0,9	0,5	0,7	0,5	1,4	
TOTAL .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source: Ecoboc, p. 280.

R.F.A. et la Grande-Bretagne ont par ailleurs conservé, durant les années post-1968, une partie importante des investissements directs vers les PVD, ayant chacun 10 % des flux internationaux vers ces pays.

Les investissements privés canadiens vers les PVD, dans l'ensemble des flux internationaux vers ces régions, démontrent une progression. Alors que durant les années 1960, les stocks canadiens représentaient environ 1 ou 2 % des stocks privés étrangers dans les PVD, ils passèrent à 5 % au milieu des années 1970. Le capital canadien semble plus attiré vers l'investissement direct dans les PVD que la majorité du grand capital international, au cours des dernières années. De plus, le capital canadien a tardé à adopter les pratiques nouvelles d'implantation internationale. Ce n'est qu'au fil de la décennie '70 que le capital canadien s'est véritablement imposé dans l'utilisation des pratiques les plus modernes de pénétration des économies étrangères (commerce de technologie, économie de crédit, retour de l'"investissement de portefeuille").<sup>16</sup>

Le retard que semble manifester le capital canadien à s'engager dans les nouvelles pratiques et les nouveaux secteurs d'accumulation pourrait s'expliquer par la nature et la logique du développement de cette bourgeoisie canadienne oligopoliste. Mais plus que cela, peut-être pouvons-

nous saisir cette internationalisation récente du capital canadien, et les formes et pratiques mises de l'avant, comme la recherche d'une consolidation de ses bases d'accumulation internationale au sein d'un système capitaliste en crise. Cet intérêt pour les investissements dans les PVD, malgré les risques qu'ils peuvent comporter; peut être cerné comme une tentative du capital canadien de négocier, avec d'autres fractions capitalistes internationales et avec les bourgeoisies du tiers-monde, une base d'accumulation au plan mondial la plus large possible.

Il apparaît donc que le capital canadien, depuis le milieu des années 1960, est engagé dans la vague effrénée d'internationalisation du capital. Si l'actif d'investissements directs à l'étranger détenus par les financiers des pays développés occidentaux a progressé de 2.7 fois entre 1967 et 1976, la croissance de l'actif canadien a été légèrement supérieure, ayant été multiplié par trois. Bien que demeurant un acteur mineur au sein du grand capital international, la bourgeoisie canadienne se taille une place grandissante, et ce grâce à l'internationalisation elle-même.

D) Les Etats-Unis: région-clé de l'investissement international de la bourgeoisie canadienne.

Nous avons noté le rôle prépondérant des Etats-Unis comme lieu d'implantation du capital canadien. Il serait bon ici de s'arrêter quelques instants sur ce phénomène. Symbole de la force et du modèle capitalistes, les Etats-Unis représentent le bastion sûr pour le capital financier international. Au cours des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, l'économie américaine tombe progressivement dans un déclin relatif tout en se voyant menacé dans des secteurs où son hégémonie n'était guère remise en question, il y a à peine quelques années. A cet égard, signalons seulement le cas de l'industrie automobile. De plus, franc-tireur de de l'impérialisme au plan mondial après 1945, les Etats-Unis sont aujourd'hui assaillis par les capitaux étrangers qui viennent prendre une part de plus en plus significative dans la production nationale américaine. L'Etat américain ne se préoccupe guère de cette implantation du capital étranger, et même l'encourage principalement afin de résorber la stagnation et la crise de l'emploi au pays.

Avec les nombreuses politiques incitatives à l'investissement, avec le fort marché intérieur que ce pays représente et avec les possibilités de rentabiliser le capital investi, les Etats-Unis sont d'un grand intérêt commercial, productif **et** financier pour le capital non-américain. Une

Tableau 28

Investissements directs aux Etats-Unis, total par pays  
étrangers, en 1978. ( \$ milliards )

Pays-Bas	9.8
Royaume-Uni	7.4
Canada	6.2
R.F.A.	3.2
Suisse	2.8
Japon	2.7
France	1.9
autres	6.8
total	40.8

source: Forbes, July 7 , 1980.

position de force sur le marché américain peut assurer un rayonnement international plus que significatif. Une partie déterminante de la concurrence entre groupes internationaux ne se joue-t-elle pas dans la lutte pour la conquête des marchés des pays développés dominants? Il est ainsi important pour les groupes multinationaux de pénétrer l'économie américaine. Récemment, les problèmes de la monnaie américaine, la faiblesse de nombreuses entreprises américaines -entreprises en difficulté devant la crise et les restructurations sur l'échiquier économique national et international- et les sur-liquidités de groupes capitalistes non-américains, tels sont certains facteurs ayant favorisé cette percée du capital étranger dans l'économie américaine.

Pour les groupes canadiens, les troisièmes investisseurs étrangers par l'importance de l'actif, les Etats-Unis constituent un lieu d'implantation facile d'accès et un endroit crucial pour la poursuite de leur expansion . Le tableau qui suit (tableau 29) indique d'ailleurs le nom de compagnies canadiennes qui se retrouvent parmi les cent plus grandes entreprises non-américaines implantées aux Etats-Unis; nous indiquons aussi son (leur) rang et les revenus approximatifs qu'elles y ont tiré en 1978-79.

Tableau 29

Les entreprises canadiennes au sein des cent entreprises non-américaines ayant tiré les plus grands revenus des opérations aux Etats-Unis, 1979.

compagnie	rang	revenus (\$ millions)
Canadian Pacific	14	1614
Inco	17	1533
G. Weston	21	1482
Seagram Co. Ltd	23	1375
Alcan	28	1135
Genstar	30	1105
Canada Development Corporation	31	1074
Moore Corp.	34	982
Massey-Ferguson	40	901
Bell Canada	47	779
Husky Oil Ltd	55	667
Ivaco	66	570
Mac Millan Bloedel	77	476
Imasco	82	413
Canadian National Railway	99	267

source: Forbes, July 7, 1980, p. 91-99.

Durant la deuxième moitié des années 1970, la présence canadienne aux Etats-Unis s'est grandement accentuée. Le domaine de l'immobilier fut entre autre un secteur où les statistiques officielles ne rendent pas très bien compte de cette internationalisation rapide du capital canadien. Des villes telles Dallas, Los Angeles, San Francisco, New-York sont des villes où les Canadiens détiennent un contrôle significatif du marché immobilier; il est de même de l'Etat de la Floride<sup>17</sup>.

Selon une enquête de la revue MacLean, une douzaine de constructeurs canadiens auraient pour plus de \$ 5 milliards de projets en bonne voie de concrétisation aux Etats-Unis. Une percée importante est également à signaler chez les détaillants canadiens qui cherchent à pénétrer le secteur commercial de plusieurs régions des Etats-Unis.

L'attrait du protectionnisme, dans une partie imposante de la bourgeoisie américaine et auprès de l'administration Reagan (et du Parti Républicain) pourrait causer quelques perturbations aux groupes canadiens intéressés par des prises de contrôle de grandes firmes américaines ou par la pénétration de certains secteurs "sensibles". Toutefois, les Etats-Unis restent au centre de la stratégie d'expansion du capital **canadien**, comme un des lieux majeurs où se délimitent les contours de la restructuration du capitalisme au plan continental, mais aussi au plan mondial.

E) L'internationalisation du capital bancaire canadien  
depuis 1968.

Jusqu'à maintenant, nous n'avons guère parlé de l'internationalisation du capital bancaire canadien, ce capital bancaire qui est souvent reconnu comme la force principale du capitalisme canadien. L'implantation à l'étranger des banques canadiennes remonte à la fin du 19e siècle; leurs opérations internationales ont continué à progresser, principalement sur les grandes places financières européennes et américaines, ainsi que dans plusieurs pays du Commonwealth britannique.<sup>18</sup> Mais c'est surtout au cours des années 1960 et particulièrement durant la décennie '70 que les banques canadiennes se sont véritablement mondialisées et que leur importance dans le système monétaire et financier transnational devient marquante.

En 1978-79, les banques canadiennes sont apparues, derrière les banques de New-York, comme le groupe de banques le plus important au niveau des prêts syndiqués internationaux. Selon le professeur J.-G. Loranger, les membres du "Big Five" canadien étaient en 1978 parmi les 25 premières banques mondiales en termes de prêts syndiqués sur les places financières internationales; et si nous ajoutons la somme des prêts effectués par la Banque Nationale du

Canada au total des prêts des cinq autres grandes banques canadiennes, pour l'année 1978, ces six banques ont occupé plus de 15 % de ce marché international.<sup>19</sup> Pour la période de janvier à septembre 1979, la Banque de Montréal fut d'ailleurs la deuxième banque au monde pour la syndication en euro-crédits.<sup>20</sup>

Outre les prêts consortiaux, les banques canadiennes ont multiplié le nombre de filiales ou de bureaux de représentation à l'étranger ainsi que leurs opérations de "gestion" (ou de spéculation sur) des monnaies. A ce dernier chapitre, la croissance des actifs des banques canadiennes en monnaies étrangères se chiffra à 1000 % en 11 ans, et doublèrent dans la période 1976-79. Ces actifs atteignèrent près de \$ 82 M en 1979 alors qu'ils n'étaient que de \$ 8 M en 1968 et de \$ 37.6 M en 1976.

Les banques canadiennes ont étendu leur réseau de filiales, d'agences ou de bureaux de représentation à l'étranger. La Banque de Nouvelle-Écosse opérait des bureaux dans plus de 45 pays, en 1979, la Banque Royale dans au moins 32 pays, la Banque de Commerce et la Banque de Montréal dans 21 pays, et la Banque Toronto-Dominion dans dans près de 20 pays. De plus en plus, l'Amérique latine et les places financières du Moyen-Orient et d'Asie attirent les banques canadiennes.<sup>21</sup>

Tableau 30

Actif des banques à charte canadiennes en monnaies étrangères, 1968-1979. (millions de \$ canadiens)

1968	7806
1969	11632
1970	13691
1971	14469
1972	16572
1973	23298
1974	28534
1975	31209
1976	37614
1977	47658
1978	66972
1979	81865

source: Jean-Guy Loranger, "Tendances du capital financier au Canada", Conférence présentée au Congrès des Sociétés Savantes, (section économie politique), UQAM, Montréal, juin 1980, p. 20.

Les banques canadiennes ont participé à de nombreux consortiums bancaires internationaux et à la création de quelques banques consortiales. Par exemple, la Banque Royale est actionnaire de trois banques consortiales, comme la Banque de Commerce d'ailleurs. Les banques canadiennes font partie, sont actionnaires, des banques consortiales suivantes:

- Banque Royale: Libra Bank  
Orion Group  
Banque Interunion
- Banque de Commerce: Development Finance Corp  
International Energy Bank  
Banque Arabe et Internationale d'investissement
- Banque Toronto Dominion: Midland and International Banks  
World Banking Corp. Ltd.
- Banque de Nouvelle-Écosse: United International Bank Ltd.
- Banque de Montréal: Australian International Finance Corp.<sup>22</sup>

Ce qui est intéressant de noter, c'est qu'il n'y a pas deux banques canadiennes qui sont actionnaires de la même banque consortiale internationale, alors que les banques japonaises, au contraire, ont créé sur la place de Londres des banques consortiales totalement japonaises (ex.: Japan International Bank, Associated Japanese Bank)<sup>23</sup>.

L'internationalisation du capital bancaire canadien, durant la dernière décennie, a permis à ce dernier d'éviter une stagnation trop marquée. Les opérations internes devenant de moins en moins rentables, les opérations internationales assurent une part importante des profits totaux des banques canadiennes (voir tableau 31). La Banque Royale écrit dans son rapport annuel de 1979:

" les bénéfices réalisés au Canada se sont élevés à \$ 178 millions, en hausse de 12 %. L'augmentation des bénéfices au titre de nos activités à l'étranger a été encore plus forte, puisqu'ils ont augmenté de 25 % pour se chiffrer à \$ 93 millions, et représenter 34 % des bénéfices de la Banque."<sup>24</sup>

De plus, l'établissement de liens étroits entre grandes banques multinationales et la mondialisation des systèmes et des pratiques bancaires incitent le capital canadien à se tailler une place importante dans la détermination et la restructuration bancaire et financière transnationale. Nous pouvons ainsi saisir la nouvelle agressivité canadienne sur les marchés financiers internationaux.

Comme le souligne G. Garnier, outre la possibilité de plus grande facilité de manoeuvre financière, trois motifs fondamentaux sont au coeur de l'internationalisation du capital bancaire canadien: le désir de croissance, la recherche de profits, la minimisation des risques<sup>25</sup>.

Tableau 31

L'importance des opérations internationales  
dans le développement des banques canadiennes,

( 1978 )

	% des actifs en monnaies étran- gères par rapport aux actifs totaux	% de profits après impôts par rapport aux profits totaux
Banque de Commerce	23.2	21.2
Banque de Montréal	26.5	20.4
Banque de Nouvelle-Ecosse	46.9	38.8
Banque Royale	32.0	30.7
Banque Toronto-Dominion	39.0	29.0
Banque Nationale du Canada:		
. B.C.N.	20.3	26.9
. Banque Provinciale	31.0	37.0

source: Azzedine Ammara, "Les archétypes d'internationalisation  
des banques canadiennes", dans  
Gestion, vol. 5, no. 2, avril 1980,  
p. 28.

TABLEAU 32  
Implantations internationales  
des banques à charte canadiennes  
 (au 31-10-77)

	AGENCES	SUCCESSALES	FILIALES**	BUR. DE REP.	CIES ASSOCIEES	CONSORTIUM
Banque Royale (1)	2	93	24 (15)	13	18	3
Banque de Commerce	2	93	12 (6)	15	9	3
Banque de Nouvelle-Ecosse	3	76*	20 (14)	16	9	1
Banque Toronto Dominion	2	14	6 (4)	10	6	2
Banque de Montréal	2	8	9 (1)	13	4	1
B.C.N.	1	1	2 (1)	1	-	-
Banque Provinciale	-	-	1 (1)	-	-	-
Banque Mercantile	-	-	-	1	-	-

(1) au 31-10-76

Sources: Rapports annuels

\* Chiffre obtenu par déduction

\*\* Les chiffres entre parenthèses donnent le nombre de filiales installées dans des paradis fiscaux.

tiré de: Azzedine Ammara, "Les archétypes d'internationalisation des banques canadiennes",  
 in Gestion, Revue Internationale de Gestion, vol. 5, no. 2,  
 avril 1980, p. 22.

TABLEAU 33

Structure internationale de l'implantation  
des banques canadiennes par régions, vers 1977  
 (nombre d'implantations en % du total international de chaque banque)

	CARAIBES*	Autres P.V.D.	Total P.V.D.	Pays développés
Banque Royale	72%	8%	80%	20%
Banque Impériale de Commerce	71%	7%	78%	22%
Banque de Nouvelle-Ecosse	59%	12%	71%	29%
Banque de Montréal	24%	16%	40%	60%
Banque de Toronto Dominion	8%	41%	49%	51%

tiré de: Azzedine Ammara, "Les archétypes d'internationalisation des  
 banques canadiennes", in Gestion, Revue internationale de Gestion,  
 Vol. 5, n° 2, avril 1980, p. 22.

\* Amérique latine incluse.

La nature des relations entre le capital bancaire canadien et les autres fractions du capital monopolistique canadien reste à être approfondie, comme son rôle dans les conflits/coopérations entre les fractions du capital canadien et international. La nature des solidarités au sein même du capital bancaire canadien demeure également confuse, bien que la compétition entre banques canadiennes reste vive. C'est ainsi que par les opérations internationales se réaménagent les rapports de force et la hiérarchisation des groupes bancaires au (du) Canada. La nouvelle loi sur les banques, adoptée en 1980, vient confirmer la volonté des banques canadiennes de céder une partie de son hégémonie sur le système bancaire du pays, et ce afin de relancer leurs manoeuvres d'internationalisation ; le champs mondial devenant le lieu privilégié de l'affrontement et du réaménagement financiers pour les banques canadiennes.

Partie III POUR UNE NOUVELLE APPROCHE CONCEPTUELLE DE  
L'INVESTISSEMENT RECENT DES CANADIENS A  
L'ETRANGER.

Une réflexion plus globale sur les développements récents au sein du capitalisme national et international s'impose afin de saisir les particularités de l'internationalisation contemporaine du capitalisme canadien. Nous ne cherchons pas à développer un modèle théorique nouveau sur l'investissement international, ou à nous réfugier derrière des modèles ou des théories existants. Nous avons tenté une synthèse sur des causes discernables qui ont pu marquer particulièrement l'internationalisation du capital canadien au cours de la période étudiée, et qui étaient moins perceptibles ou moins importants au cours des périodes précédentes.

D'après nous, trois éléments ont agi de façon sensible dans l'internationalisation récente du capital canadien:

- . la montée d'une économie mondiale de spéculation et d'endettement, simultanément à l'éclatement du système de Bretton Woods et à la crise du système productif au plan mondial;
- . le renforcement des groupes financiers canadiens, entre autre grâce à la concentration du capital au Canada, et l'accentuation des "alliances" entre ceux-ci et d'autres groupes financiers nationaux ou/et internationaux;

. l'aggravation de la crise fiscale de l'Etat canadien, et des Etats occidentaux en général, c'est-à-dire le rôle crucial de l'action étatique dans la promotion de l'accumulation des groupes financiers.

Ainsi, le développement de la bourgeoisie canadienne, au plan interne ou externe, ne saurait être saisi hors de la situation mondiale du capitalisme dans ses aspects productifs, financiers et marchands, de la logique organisationnelle et des pratiques d'alliances/conflits qu'opéra le capital canadien, et hors des politiques et pratiques de l'Etat canadien.

Les approches théoriques sur la bourgeoisie canadienne demeurent jusqu'à maintenant généralement défailtantes. Même celles dites "critiques", qui reconnaissent la force et l'autonomie de la bourgeoisie canadienne, ne sont qu'aux premiers balbutiements analytiques et négligent habituellement le développement de celle-ci à travers, et grâce à, l'internationalisation.

C'est ainsi que les analyses de Jorge Niosi<sup>1</sup>, autant intéressantes soient-elles sur le développement interne du capitalisme canadien, négligent l'accumulation internationale de la bourgeoisie canadienne. Intentionnellement ou non, Niosi nie le rôle que jouent les financiers canadiens dans le système international ainsi que dans le développe-

ment mondial du MPC, tout en oubliant la consolidation que le capital canadien trouve dans ses opérations mondiales et ses alliances au plan mondial.

Wallace Clement<sup>2</sup> pose l'analyse de façon intéressante en parlant d'une "intégration" continentale entre le capitalisme canadien et américain, "intégration" qui ne signifie pas nécessairement une perte ou un manque d'autonomie de la bourgeoisie canadienne oligopoliste. Pour Moore et Wells<sup>3</sup>, l'alliance à d'autres fractions de capital international n'affecte pas l'autonomie du capital canadien.

Clement, tout comme Moore et Wells, a le mérite de faire réapparaître l'idée de l'interaction entre le développement du capital canadien et son internationalisation, ainsi que de réactiver la recherche sur la place du capitalisme canadien dans le grand capital international. Toutefois, leurs analyses restent partielles et brèves. Si Clement laisse planer un début d'interrogation sur la consolidation des groupes financiers et son lien à l'internationalisation du capital, il ne semble mesurer cependant toute la portée à la fois réelle et analytique du rapport groupes financiers/internationalisation. Moore et Wells opèrent un retour à Lénine et posent entre autre le rôle de la concentration du capital -la montée du capital financier-, mais sans vraiment élaborer sur ses formes et pratiques. Le rôle de l'Etat est également négligé, tout comme les modifications structurelles

se développant dans l'économie mondiale des années 1960 ou 1970. Dans le cas des deux auteurs, l'internationalisation est présentée de façon magique, voire automatique, tout en ne dégageant guère les contradictions et les conflits, mais aussi les restructurations de l'ordre impérialiste.

A) Quelques modèles de l'investissement international.

Les fondements et motivations de l'exportation de capital demeurent toujours un sujet de préoccupation pour les économistes, l'unanimité étant loin de s'être faite au fil des ans. Une foule d'explications et de modèles thoriques furent avancés, sans toutefois satisfaire pleinement. De plus, les développements survenus au système économique international depuis 1945 obligent à une profonde réévaluation de ces modèles.

Il nous apparaît utile de brosser un bref résumé de quelques modèles sur l'exportation de capital qui ont retenu l'attention des analystes, et ont marqué -ou marquent- la littérature. Arbitrairement, nous avons dégagé trois grandes approches au sein de la littérature:

- les thèses néo-classiques
- les thèses empiriques institutionnelles ("modernes")
- les thèses marxistes (les analyses contemporaines)

Evidemment, nous devons ici ne présenter que quelques éléments pris chez certains auteurs, ceux-ci pouvant représenter chacun à leur façon les diverses approches.

Sur la question de l'investissement international, comme dans l'analyse des phénomènes sociaux et économiques, nous ne saurions croire à l'existence de vision (ou modèle)

pleinement juste ou/et unique de la réalité. Chaque modèle transporte une vision du monde ou de l'objet étudié, et, du moins faut-il l'espérer, une partie de la réalité. Ceci ne signifie cependant pas un apport égal ou tout aussi pertinent de chaque modèle. Chaque approche doit se situer en fonction des biais idéologiques, des valeurs et pratiques sociales qu'il implique, mais aussi en fonction du contexte historique dans lequel il s'est développé.

La nécessaire confrontation des modèles et le refus de la rigidité idéologique nous ont poussé vers une tentative sans doute non-orthodoxe au plan théorique. En voulant revitaliser l'étude de certains facteurs-clés dans l'économie mondiale, nous cherchons à replacer l'entendement de l'internationalisation récente du capital canadien au coeur de la mutation dans le capitalisme mondial contemporain, particulièrement dans la montée du caractère financier de ce dernier, mais aussi dans la super-concentration du capital et dans les crises qui frappent les Etats-nations.

Dans les prochaines pages, nous verrons les limites des trois grands courants théoriques sur l'investissement international. Si l'analyse néo-classique est dépassée, par contre nous trouvons plus intéressantes les analyses en termes d'oligopolisation (de S. Hymer) ou d'"internationalisation du capital" (chez C. Palloix ou C.-A. Michalet) ; toutefois, de nombreuses réserves nous empêchent de nous en

satisfaire afin de cerner l'investissement canadien à l'étranger depuis 1968.

En réaction contre les analyses strictement nationales du développement du capitalisme canadien, notre démarche s'inscrit plutôt dans la perspective de l'économie en mondialisation. Jusqu'à tout récemment, l'internationalisation d'un capital national n'était considérée qu'en tant qu'effet ou réponse au développement interne du capital national. Encore aujourd'hui, l'internationalisation est souvent présentée comme une stratégie défensive devant les difficultés de mise en valeur du capital au plan interne. Bien que possédant un certain fondement, une telle proposition nous apparaît partielle. Dans le système mondial en formation, il est aussi valable de croire que c'est l'internationalisation qui devient le moteur du développement et des stratégies du "grand capital". De plus en plus, la logique du capital financier international s'inscrit dans des stratégies avant tout mondiales, ce qui n'empêche pas une recherche de consolidation de la structure du (des) groupe(s) financier(s) dans l'économie d'origine.

1- Les thèses néo-classiques: les défaillances de la théorie du commerce international.

L'examen des théories classiques et néo-classiques sera bref, car premièrement celles-ci ne s'attardent pas vraiment à la question de l'investissement international, et deuxièmement, les fondements de leurs analyses ne cadrent pas aux réalités contemporaines du capitalisme international mais présentent plutôt une vision idyllique et tronquée du système capitaliste<sup>4</sup>.

Leurs analyses portent sur une conception de l'économie internationale axée sur l'échange de marchandises. Partant des prémisses de l'immobilité des facteurs de production, de la concurrence parfaite et des bienfaits de la spécialisation internationale, les mouvements de capitaux n'occupaient pas de place spécifique dans la théorie classique du commerce international. Les néo-classiques ont tenté d'intégrer ces mouvements internationaux de capitaux (principalements les placements de portefeuille) dans une perspective en continuité à la démarche classique, leur accordant d'ailleurs une place somme toute secondaire. Au profit d'une recherche de l'"équilibre international", les néo-classiques se sont embourbés dans des débats assez théoriques sur les mécanismes d'échange et sur la structure des balances de paiements. Ces analyses ont constamment replacé l'Etat-nation au centre de leur vision du commerce international, négligeant le rôle

des acteurs privés, c'est-à-dire les entreprises et les subtilités de leurs opérations transnationales, ainsi qu'en oubliant de resituer subtilement le rôle de l'Etat dans la logique du capital.

B. Ohlin<sup>5</sup>, tentant de saisir les motivations de l'investissement à l'étranger, a prétendu que les facteurs économiques se déplaceraient en fonction des endroits où la rémunération du capital serait la plus forte, là où le taux d'intérêt serait le plus élevé. Ohlin fut un des premiers économistes libéraux à se pencher sur les causes de l'investissement à l'étranger. Jacob Viner<sup>6</sup>, dans une optique plus traditionnelle, aborda la question de l'investissement à partir de la situation de la balance des paiements. Comme les autres néo-classiques, Viner insiste sur le rôle des mouvements de capitaux dans le mécanisme d'équilibre de la balance des paiements.

Au fil des ans, plus d'efforts théoriques ont porté sur les motifs de l'investissement international, après avoir longtemps stagné sur son lien avec l'équilibre de la balance des paiements. Si la divergence dans les taux d'intérêt -ou dans les taux de rendement de l'investissement- demeure sans doute la pierre angulaire de ces analyses, plus d'accent fut mis sur les risques politiques et économiques de l'investissement, sur la question de l'accessibilité aux ressources et aux facteurs de production, ainsi que sur la structure opti-

male des placements et de la gestion<sup>7</sup>. Si l'analyse des motifs de l'investissement international est très vague, chez les néo-classiques, cela tient en partie à une faiblesse fondamentale de tout le modèle, à savoir leur manque de conception de ce qu'est le "capital". Pour eux, le capital et l'investissement sont là, ils existent de façon presque autonome. La prospérité, selon cette approche, découlera du libre jeu des forces du marché et de l'entreprise privée. Les problèmes du système et des investissements internationaux demeuraient guère perçus, sinon que situés au niveau des problèmes d'équilibre de la balance des paiements. Dans un système international où l'or était crucial dans les échanges, en tant que valeur-étalon et valeur de réserve, la notion d'équilibre dans les échanges pouvait paraître plus importante qu'aujourd'hui. Avec l'éclatement du système de Bretton Woods et le développement des pratiques des groupes financiers au plan mondial, il est bien sûr évident que les thèses néo-classiques ne suffisent plus. Il est également primordial d'approfondir la logique du capital et les mutations dans les pratiques capitalistes, plutôt que de s'enfermer dans un certain idyllisme face au système existant.

Une tentative, s'inspirant à la fois de la pensée néo-classique et de celle plus keynesienne, est parfois avancée pour expliquer l'investissement à l'étranger. Pouvant paraître attirante à certains égards, y réside toutefois toujours

une confusion entre l'"Etat" et les agents capitalistes privés d'un pays. Partielle et en partie erronée, elle mérite cependant que nous la replaçions dans le contexte international récent.

Cette approche met l'accent sur la force d'une monnaie et sur la nécessité d'un surplus dans le commerce international d'un "Etat". Le surplus commercial renforçant d'ailleurs la monnaie nationale. Evidemment, plus une monnaie est forte au plan mondial, plus elle peut servir l'expansion à l'étranger des entrepreneurs de cet Etat-nation en diminuant pour ceux-ci le coût des achats en portefeuille, ceux d'achats de firmes étrangères, ou ceux de nouvelles implantations. L'utilisation du dollar américain, comme facteur de l'hégémonie des fractions capitalistes dominantes des Etats-Unis, a ainsi soutenu l'internationalisation de celles-ci au cours des dernières décennies. Comme fut le rôle de la Livre Sterling pour le capital britannique au 19e siècle.

Le déclin relatif, durant les années 1970, de l'économie américaine, manifeste entre autre à travers les problèmes de sa balance des paiements et de son dollar, vient côtoyer la perte d'importance relative de ce capitalisme dans les flux internationaux de capitaux. Par contre, le Japon et la République fédérale allemande se sont retrouvés avec d'énormes excédents dans leur balance commerciale depuis les années 1960, et sont apparues comme de puissants investisseurs à

l'étranger. De son côté, le cas du Canada est plus intéressant pour remettre en cause le caractère global du modèle "surplus de la balance des paiements/force de la monnaie/accroissement des investissements à l'étranger".

Le Canada se trouve depuis des années dans une situation d'excédents de la balance commerciale, tout en connaissant un important déficit au niveau du compte des "invisibles". La réalisation du profit, opérée par la bourgeoisie canadienne dans ses opérations internationales, a permis de dégager du capital "neuf" à réinvestir<sup>8</sup>. Toutefois, malgré le fait que le Canada a presque toujours eu un surplus dans son commerce de marchandises avec l'étranger depuis le début du 20e siècle, ce n'est que récemment que les capitalistes canadiens se sont engagés résolument à l'internationalisation de la production. De plus, cette internationalisation se fait très rapide à un moment où la balance des paiements canadienne est en grande difficulté et alors que le dollar canadien est en position de relative faiblesse<sup>9</sup>. Ceci peut remettre en cause la validité du modèle particulièrement pour les pays -et le capital de ces pays- dont le développement est fortement attaché et dépendant de l'extérieur.

Ainsi, nous ne croyons pas être trop téméraire en prétendant que dans le système mondial actuel, la situation de la balance des paiements et la nécessité d'une monnaie forte

ne sont pas aussi déterminantes dans les flux de capitaux canadiens vers l'étranger que ne le prétendent les économistes libéraux. La gestion transnationale des groupes financiers canadiens nécessite une perspective que le modèle néo-classique ne peut guère situer, car pris dans une démarche de "commerce" inter-national. Pour nous, le capital financier canadien continuera à être vigoureux dans son implantation internationale, entre autre parce que le grand capital canadien s'est donné les instruments de réagir au plan mondial aux modifications de l'échiquier économique national ou international, mais aussi parce que les coûts de la stabilité et de la régulation monétaire et financière -sans oublier celle sociale- sont absorbés par les appareils étatiques canadiens.

## 2- Les théories empiriques institutionnelles.

Avec la croissance des opérations des firmes multinationales durant la période postérieure à 1945, de plus en plus d'analystes se sont mis à la recherche de nouvelles approches plus aptes à saisir le phénomène multinational.

Un nouveau type d'analyse empirique prit la relève de la conception inter-nationale des thèses néo-classiques sur les échanges au plan mondial. Ce nouveau courant replace la firme au coeur du phénomène de l'exportation de capital. Ce courant a dominé la littérature économique des années 1960 et 1970. Les apports furent nombreux et d'inégale qualité. Les thèses de R. Vernon<sup>10</sup> sur le cycle du produit, et de S. Hymer sur le phénomène oligopolistique<sup>11</sup>, ont retenu notre attention car elles ont marqué la pensée contemporaine du phénomène de la multinationalisation de la firme. Ces deux auteurs ne sont pas nécessairement très caractéristiques des analyses axées sur la firme. Plusieurs auteurs n'ont abordé la multinationalisation qu'en termes de "gestion de la firme". Vernon et Hymer, de leur côté, ont opéré à partir d'une certaine recherche de synthèse entre des facteurs économique globaux et la logique des firmes, celle-ci demeurant déterminante dans le phénomène de l'investissement international. Malgré l'effort appréciable entre les modèles d'inves-

tigation de la firme, la place de l'organisation du capital et de ses structures, nous avons été incités à les regrouper de façon générale dans ce que nous pourrions appeler les thèses modernes empiriques institutionnelles.

a) le cycle du produit:

Pour R. Vernon, le rendement du capital n'est pas la principale cause des mouvements d'investissements directs, comme le croyaient les néo-classiques. Selon cet auteur, c'est principalement le marché qui constitue la pierre d'assise de la stratégie des firmes. Le facteur technologique et l'innovation technique occupent une place primordiale dans le développement des firmes. Vernon en fait le centre de son modèle théorique. L'investissement est associé à la logique de la marchandise, et à la stratégie de la firme productrice.

Selon Vernon, la vie du produit passe par trois phases. La première est celle où la firme innovatrice "monopolise" le marché du nouveau produit, et peut exporter. La deuxième phase est celle où des compétiteurs en viennent à imiter et à reproduire le bien. Cette période de maturité du produit peut être marquée par le besoin des producteurs d'aller investir et fabriquer à l'étranger. La perte de l'avantage technologique initial pousse les fabricants à agir de façon défensive et à s'implanter à l'étranger afin de protéger

un (des) marché(s). Finalement, la troisième phase, phase de standardisation et de déclin du produit, et du rendement du capital, est celle où les producteurs étrangers pénètrent le pays d'"origine" du bien, par l'exportation ou par l'implantation directe.

La thèse de Vernon demeure très limitée. En plus d'être américano-centriste<sup>12</sup>, sa démarche se cantonne dans une problématique du commerce des marchandises. Elle part d'une conception également restreinte de la logique intra-firme dans ses opérations internationales. Aussi, Vernon demeure dans une perception de firme nationale qui se résout à l'internationalisation; donc l'internationalisation est un geste négatif. Nous ne partageons pas entièrement cette vision qui masque le caractère mondialisé du capital et de sa dynamique.

Inévitablement, l'analyse de Vernon fait des économies les plus avancées dans les domaines industriel et technologique les seuls Etats-nations desquels pourrait provenir une exportation de capital productif. Ceci nierait entre autre l'internationalisation d'entreprises du tiers-monde, et tend à minimiser la diversification des champs de mise en valeur du capital par les groupes financiers à dominante industrielle.

Tenter de cerner l'investissement direct international à partir du modèle du cycle du produit semble coincé dans

une logique diffusionniste. Les capitaux se mettent d'abord en valeur -et la production en marche- dans les pays les plus développés, et les excédents de capitaux iront par la suite s'implanter à l'étranger, dans un secteur où la technologie ne sera plus autant de pointe. Ceci nie la modernité de la production dans les économies moins développées ainsi que le phénomène des mouvements de capitaux entre "pays" à niveau de développement équivalent.

Une autre faiblesse du modèle de Vernon est apparue plus évidente à la lumière des nouvelles pratiques du grand capital industriel international. De plus en plus, les groupes implantent des usines dans certains Etats moins développés, non pas principalement pour satisfaire le marché interne, mais dans le simple but de profiter des avantages offerts par ces Etats et réexporter la production. Phénomène que C.-A. Michalet décrit comme celui des filiales-ateliers<sup>13</sup>. Le modèle de R. Vernon demeure bien partiel, ce qui oblige à être très critique à son égard, surtout dans ses prétentions théoriques globalisantes.

b) L'oligopolisation des firmes:

Une des approches modernes les plus souvent citées depuis quelques années est celle qui s'intéresse au phénomène d'oligopolisation des firmes et de la concentration du

capital. S'inspirant à certains égards de la pensée marxiste, S. Hymer sera un des auteurs représentatifs du courant se préoccupant de faire le lien entre d'une part l'approche empirique de l'organisation du capital et d'autre part un début de méso-analyse du capitalisme mondial.

Entre 1960 et 1974, Hymer diversifie le champs de ses analyses, mais la logique de sa pensée évolua vers un marxisme hybride. Par contre d'autres auteurs qui se sont intéressés à la problématique de l'oligopolisation, tels Edith Penrose<sup>14</sup> et C.P. Kindleberger<sup>15</sup>, sont demeurés coincés dans une perspective très rapprochée de l'analyse néo-classique, et une autre du développement de la firme où l'aspect de la gestion est cruciale. Kindleberger semble traiter l'oligopolisation comme un facteur, un autre agent, à intégrer à une démarche néo-classique modernisée.

Hymer se distingue des néo-classiques ou des analyses du type de Kindleberger en insistant d'abord sur la logique de la firme et en négligeant l'approche économiste ou économétrique des mouvements de capitaux internationaux et des ajustements de la balance des paiements. Le modèle de Stephen Hymer repose sur la concentration du capital opérée par les grandes firmes et sur la tendance à l'oligopolisation des marchés. Sans véritablement poser un schéma de l'investissement international, Hymer semble lier intimement ce dernier au contrôle des secteurs économiques par les grandes firmes.

Pour Hymer, taille et croissance de la firme sont inséparables. Les entreprises dynamiques se renforcent, croissent, et plus elles élargissent leurs opérations, plus elles peuvent progresser. Pour devenir multinationale, la firme suivra un long processus qui le mènera d'abord à l'oligopolisation d'un secteur de l'économie nationale. Devant la nécessaire progression de ses activités, la firme se mettra à se diversifier avant finalement de se résigner à conquérir les espaces économiques étrangers<sup>16</sup>.

Une erreur dans laquelle Hymer s'enferme est de concevoir l'investissement à l'étranger après que la firme ait réalisé à contrôler une grande part du marché national. Il ne nous semble pas évident, aujourd'hui, que la multinationalisation ne survienne qu'après une telle "monopolisation". De plus en plus de petites ou moyennes firmes au niveau national s'implantent directement à l'étranger. Dans le cas des petites ou moyennes firmes canadiennes, les Etats-Unis deviennent habituellement le premier lieu pour l'expansion internationale. La conception de S. Hymer d'une succession de phases avant la multinationalisation apparaît une démarche très mécaniste, qui cadre de plus en plus difficilement à la réalité.

La vision de S. Hymer le mène à considérer que les FMN dominent aujourd'hui le monde et qu'elles l'organisent selon leur stratégie de gestion. Ce qui fait dire à certains<sup>17</sup>,

qu'Hymer modernise la thèse de l'"ultra-impérialisme". Vision où les conflits au sein du grand capital international, et entre des fractions de capital et les Etats, tendent à être sous-estimés. Cependant, Hymer ne place pas moins une rivalité importante au sein du système économique contemporain dans les luttes entre les oligopoles américains et ceux non-américains<sup>18</sup>. Ceci apparaît une vision réductionniste de la réalité des alliances/conflits au sein du grand capital, vision qui surestime l'unification des fractions du capital dit national.

L'analyse de Hymer reste par ailleurs intéressante car elle met en doute la conception de la recherche, par les firmes, du rendement maximum de l'investissement, tout en s'intéressant aux imperfections des marchés, donc à la tendance à l'oligarchisation et l'oligopolisation des économies capitalistes. Pour G. Garnier, les explications de Hymer rendent compte des facteurs qui ont motivé l'investissement direct canadien à l'étranger, du moins pour la période 1946-1966<sup>19</sup>. Toutefois, certains pourraient douter qu'Hymer explique de façon effective le pourquoi de l'investissement à l'étranger, ou pourquoi celui-ci plutôt que l'exportation de produits. Son approche par l'oligopolisation reste à être approfondie, particulièrement dans la période de crise du capitalisme des dernières années, mais ce phénomène apparaît toujours plus que déterminant pour les groupes capitalistes afin de combattre les difficultés de réalisation du capital.

Nous sommes tentés d'intégrer ici un des derniers ouvrages de Steven Langdon dans cette approche empiriste de l'oligopolisation.<sup>20</sup> Bien qu'il critique les analyses d'auteurs tels Vernon et Hymer, considérant leurs modèles comme difficiles à tester ou comme trop limités dans l'explication du phénomène global de l'investissement à l'étranger, Langdon se situe dans un même courant de pensée que ces auteurs. Pour Langdon, il faut retourner à une analyse de la firme plutôt que de se pencher sur une analyse du système international. Outre cet attrait pour la "multinationalisation des firmes", Langdon rejoint Vernon et Hymer dans l'importance qu'ils attachent au facteur technologique. Langdon tente de lier l'investissement canadien dans les PVD en rapport avec le développement technologique. Langdon nous dit implicitement que c'est la connaissance technologique qui a accéléré le phénomène de l'internationalisation<sup>21</sup>. Sur ce point, nous nous opposons à Langdon. Si le facteur technologique est crucial dans le développement des firmes industrielles, il ne peut être le motif déterminant de l'internationalisation. Langdon a confondu les moyens et la fin, faisant de la technologie le centre du développement capitaliste plutôt que de saisir la connaissance technique comme un outil utilisé par le capital afin de repousser les limites de l'accumulation.

### 3- Les approches contemporaines marxistes: dialecticiens versus structuralistes.

La pensée marxiste, ou critique, adopte une approche bien différente des autres modèles théoriques. Le fonctionnement de l'économie est situé à un niveau plus global que les thèses néo-libérales, et ne saurait être saisi hors des rapports de classes et hors du développement des forces productives d'une formation sociale. Toutefois, au sein des analyses marxisantes, une grande disparité de vues existe et même s'oppose. L'exemple des analyses de C. Palloix et de C.-A. Michalet démontre une différence entre une analyse plutôt orthodoxe, dialecticienne (Palloix) et une démarche privilégiant les structures que prend le capital (Michalet)<sup>22</sup>. Les analystes marxistes ou marxisants contemporains considèrent l'investissement à l'étranger en termes d'internationalisation du capital. Cette internationalisation n'est pas conçue qu'en fonction des mouvements de capitaux, mais en tant qu'extension du mode de production, et des pratiques capitalistes y étant attachées, au plan mondial. Toutefois, chez les auteurs contemporains, les analyses divergent souvent sur la perspective afin de cerner l'internationalisation récente. Certains penchent vers l'étude de l'internationalisation de la production (Palloix), d'autres, vers la mondialisation du capital financier (Michalet).

### L'analyse de C. Palloix:

Un des débats importants, au plan théorique, est la place de la firme dans les schémas sur l'internationalisation du capital. Si les auteurs de "gauche" semblent assez d'accord pour voir la FMN comme le produit, le reflet de l'internationalisation, ceux-ci demeurent divisés sur l'utilisation de la firme comme champ d'analyse. Pour C. Palloix, une analyse de la multinationalisation des firmes est une approche tronquée, car elle se penche sur l'"image" du capital en manquant donc l'essentiel. Si Palloix dénonçait ce type d'analyse, il n'a pu s'empêcher de retourner à celles-ci dans ses premiers ouvrages. Michalet l'a d'ailleurs bien signalé<sup>23</sup>. Les premiers ouvrages de Palloix ont également été axés sur l'internationalisation du produit-marchandise. Mais dans ses derniers livres (ex.: Travail et Production), Palloix est retourné à une analyse plus orthodoxe, celle du procès de travail et de production comme élément fondamental du système international. Si Palloix est justifié de se pencher sur le procès de production, la compréhension de l'investissement international ne peut négliger les facteurs autres que celui productif.

Suzanne de Brunhoff a justement posé le problème en signalant:

"Il est vrai que, dans le système capitaliste, c'est la mise en valeur du capital productif par l'exploitation du travail

"salarié qui est déterminante, et que l'impérialisme se caractérise d'abord par une exportation du rapport salarial. Mais l'avance du capital-argent joue toujours un rôle inducteur, ce qui force à en considérer les formes et les modalités." <sup>24</sup>

Un apport important de Palloix est son analyse des modes d'accumulation internationale du capital: le mode d'accumulation fondé sur l'internationalisation du cycle du capital-marchandise; celui fondé sur l'exportation de capital-argent, et celui ancré dans l'exportation de capital productif. Pour Palloix, ces trois modes rendent compte du procès d'accumulation et de mise en valeur du capital. Toutefois, le développement de nouvelles pratiques internationales, et les mutations du capitalisme contemporain, peuvent-ils être saisis de façon satisfaisante en fonction de ce <sup>que</sup> Palloix considère comme le mode d'accumulation fondé sur l'internationalisation de la production?

Pour notre analyse de l'investissement international du capital canadien entre 1968-1980, l'approche de Palloix nous apparaît insuffisante, principalement à cause de sa généralité sur la crise contemporaine du capitalisme. S'enfermant derrière une conception vague des mutations du

capitalisme au cours de la dernière décennie, Palloix semble préférer s'appuyer sur la doctrine que de procéder à une remise en cause de la pensée marxiste, ou encore de confronter le baggage théorique marxiste aux nouvelles modalités d'un système mondial en gestation.

L'analyse de C.-A. Michalet:

L'analyse que fait C.-A. Michalet du capitalisme contemporain est sans doute moins bien articulée théoriquement que celle de C. Palloix. Mettant légèrement de côté l'appareil conceptuel et idéologique marxiste, Michalet préfère approfondir la question structurelle du capitalisme contemporain, et les mutations qui s'y opèrent. Relativement critique face aux dogmes économistes, les textes de Michalet apparaissent plus comme une foule de thèmes à approfondir que des réponses sûres et rigides. Ainsi, la démarche de Michalet peut apparaître stimulante, car théoriquement moins restrictive que celle de Palloix par exemple.

Le déterminisme, servant souvent d'explication a posteriori chez l'analyse marxiste orthodoxe afin de cerner le développement du capitalisme et de l'internationalisation, risque de devenir une approche intellectuelle douteuse. Pour Michalet, la logique du développement capitaliste n'est pas une chose pleinement linéaire. Une certaine autonomie est

laissée aux "agents économiques" dans le système. D'où la perspective, chez Michalet, de développer une problématique alliant le théorique -la mondialisation du capital- et l'empirique -la multinationalisation des firmes-. L'optique de la conceptualisation de Michalet pourrait se résumer ainsi:

" ... Le processus de la multinationalisation sera placé dans la logique de l'internationalisation du capital. Il en est à la fois le produit et la reproduction. Par là, la FMN participe à une logique qui n'est pas neuve. Mais ce qu'elle désigne, en revanche, est important: la métamorphose de l'économie internationale en économie mondiale."<sup>25</sup>

Nous demeurons toutefois fort critique face à son approche de la mondialisation, entre autre aux niveaux suivants. L'auteur considère important la conceptualisation de cette mondialisation du capital, pourtant ses efforts de théorisation globale sont assez limités et vagues; Michalet s'enferme plutôt dans une perspective de la multinationalisation des firmes. Deuxièmement, l'auteur ne semble pas expliquer la logique des transformations du capitalisme contemporain. Il parle d'une tendance du capitalisme à devenir mondial<sup>26</sup>, mais ne resitue guère théoriquement cette "tendance". Et en troisième lieu, Michalet parle de la logi-

que contradictoire du système mondial en formation qui serait celle de l'unité et de la disparité<sup>27</sup>, mais sans vraiment préciser où se situeraient celles-ci, ou encore en n'approfondissant guère cette dynamique contradictoire.

Outre cette tendance de saisir, dans le réel, les transformations contemporaines du capitalisme, Michalet lance une piste intéressante (ou relance un débat théorique important) lorsqu'il traite de l'importance de l'aspect financier dans le système d'économie mondiale (SEM). Implicitement, il pose le problème de l'internationalisation du capital financier.

Derrière l'énumération de facteurs concrets incitant les firmes à se multinationaliser, facteurs importants aussi bien dans l'"économie internationale" que dans l'"économie mondiale"<sup>28</sup>, Michalet semble cerner les particularités de l'"économie mondiale" en gestation à travers les mutations profondes de l'ordre financier et technologique (ou scientifique) international, et des pratiques capitalistes qui en découlent.

### Conclusion sur les modèles étudiés.

Très succinctement, nous venons de voir certains modèles de l'investissement international. Profondément divergente l'une de l'autre, aucune approche n'est toutefois en soi "meilleure" que les autres, ou "juste". Elles posent toutes problèmes, particulièrement pour saisir les développements récents dans les mouvements internationaux de capitaux. Toutefois, nous nous inscrivons plutôt dans la perspective de Michalet. Entre autre, nous partageons la conception de ce dernier lorsqu'il parle des années récentes un peu comme si celles-ci montraient les signes d'un nouveau moment dans le capitalisme.

Une si forte croissance de l'internationalisation du capital, et les mutations dans les pratiques capitalistes, ne peuvent être simplement reportées sur l'inflation. Il est vrai que celle-ci a gonflé, en partie "artificiellement", les stocks d'investissements, et donné aux investissements récents une valeur un peu surestimée par rapport aux stocks antérieurs. Mais cette inflation "structurelle" durant la décennie 1970 et la croissance des actifs du capital financier international sont des signes, et des instruments, de la domination exercée par ce dernier.

Si en général, les thèses de la multinationalisation des firmes pèchent souvent par un excès d'analyse micro-économique, les thèses sur l'internationalisation du capital

tombent souvent dans le vague ou dans l'excès d'abstrait sécurisant. Il serait sans doute pertinent de chercher à être plus précis et plus concret que le modèle de la mondialisation du capital, et plus global, ou macro-économique, que l'approche par la firme. C'est pourquoi nous allons mettre l'accent, dans la prochaine section, sur trois particularités du système capitaliste contemporain qui nous permettraient de mieux saisir l'évolution rapide de l'internationalisation du capital canadien depuis une dizaine d'années. Evidemment, ces trois grands facteurs n'expliquent pas tout, mais sont plutôt une tentative de mettre en lumière -et de repenser la problématique- de trois éléments déterminants de l'investissement international. Ces facteurs nous ont semblé être un peu délaissés, du moins plus ou moins réévalués, dans les modèles et les explications des auteurs contemporains. Ces "particularités" sur lesquelles nous insisterons ne se veulent pas indépendantes l'une de l'autre, au contraire, notre démarche pose avant tout l'unicité de la formation sociale mondiale capitaliste, que les auteurs libéraux aiment bien qualifier d'"interdépendance globale". Notre conception s'articule également autour du rôle moteur de la crise contemporaine du système capitaliste, voire sa restructuration, dans l'accélération de l'internationalisation, et vice versa.

Notre analyse n'est donc pas en rupture avec la pers-

pective théorique critique. Même, nous retournons vers le réel des éléments qui sont présentés de façon générale et souvent mécanique dans certains modèles de l'internationalisation, et ainsi espérons relancer l'idée d'un approfondissement théorique nécessaire de facteurs en mutation, et non pas stagnants ou immobiles comme les présentent souvent de nombreux auteurs. Malheureusement, au profit d'une dite généralisation conceptuelle, est souvent reléguée à l'arrière-plan l'analyse des transformations et restructurations concrètes dans le capitalisme international ou mondial.

3) Une nouvelle optique pour l'analyse de l'investissement canadien à l'étranger.

Nous avons cru important de cerner brièvement certaines des nouvelles tendances, des mutations fines, dans les pratiques d'internationalisation du capital, et principalement du capital canadien. Nous avons également constaté certaines limites aux théories et modèles existants afin de rendre compte, de façon satisfaisante, l'investissement canadien à l'étranger au cours de la dernière décennie.

Nous voyons la nécessité d'approfondir de nouvelles pistes analytiques. L'analyse des nouvelles tangeantes dans les pratiques d'internationalisation est alors d'un précieux recours pour saisir la pertinence des approches théoriques.

Comme signalé, nous ne posons pas un modèle alternatif d'explication globale. Nous croyons toutefois à l'utilité de poursuivre la réflexion sur cette internationalisation en la situant au coeur de la crise structurelle que connaît le capitalisme à la même période. Nous proposons donc, un peu en forme d'hypothèses à approfondir, que cette internationalisation récente du capital canadien soit davantage étudiée par rapport à une problématique de mondialisation du capital et que soit développée la réflexion sur les facteurs suivants:

- la financiarisation du capitalisme;
- les nouvelles stratégies et alliances des groupes capitalistes;
- les mutations et les crises dans l'intervention étatique canadien.

Une "nouvelle" optique pour l'analyse de l'investissement canadien à l'étranger.

1- Un système mondial en restructuration.

Nous ne saurions comprendre l'expansion effarée du stock d'investissements internationaux de la bourgeoisie canadienne sans la situer dans le contexte économique international récent, c'est-à-dire dans celui de la crise du capitalisme<sup>29</sup>. Stagflation, spéculation, restructuration, tels sont des termes qui reviennent souvent lorsque nous essayons de repenser la période 1968-78/80. Ces phénomènes ne sont pas apparus d'eux-mêmes. Autant ces situations se comprennent en tant que produits et concrétisation de la transformation des rapports capitalistes internationaux, autant elles servent d'agents de bouleversement et de mutation de l'ordre international.

Pour nous, situer l'internationalisation récente du capital canadien par rapport aux nouvelles réalités économiques mondiales se veut une tentative en rupture avec les modèles qui voient l'internationalisation du capital comme un processus autonome, gradualiste, linéaire.

Dans l'économie mondiale en gestation -la "crise" contemporaine sonnant le glas de ce que C.-A. Michalet qualifie comme l'"économie internationale"-, les entrepreneurs et les groupes financiers ont un défi mondial à relever<sup>30</sup>. Le

capital canadien a dû réagir, et/ou a aussi contribué, aux bouleversements dans les pratiques capitalistes internationales, qui ~~elles~~ ont favorisé l'internationalisation du capital canadien.

Lorsque nous parlons des années 1968-80 comme d'une période de crise du système économique mondial, celle-ci se manifeste à divers niveaux: crise au niveau productif, crise financière, crise du système monétaire international (SMI). Nous allons insister sur le caractère financier du capitalisme contemporain; la crise actuelle a fait réapparaître le pouvoir de l'arme financière. Une véritable économie de crédit et de spéculation s'est imposée au cours des années 1970.

La crise monétaire internationale, manifeste dans l'éclatement du système de Bretton Woods, n'est pas indépendante de la crise du système productif. Suzanne de Brunhoff explique:

" les rapports monétaires renvoient toujours à des rapports de production... La crise monétaire exprime donc la crise capitaliste comme mise en cause à l'échelle internationale du commandement du capital sur le travail, sous la forme d'une perturbation de l'"échange" entre capital et travail." 31

Une "inflation de croissance"<sup>32</sup> allait permettre d'opérer la transition du système économique international sans entraîner une dépression telle que connue durant les années 1930, tout en gonflant l'accumulation des trésoreries des groupes capitalistes. Les surplus de liquidités dans les mains des groupes financiers et les difficultés de réalisation dans certains secteurs économiques donnèrent une situation de suraccumulation. Ce qui alla accentuer la vague de concentration du capital (fusions et acquisitions de firmes) et relancer les pratiques financières et spéculatives. La majorité des groupes oligopolistes, par leur domination des marchés et par la diversification de leurs opérations, ont pu consolider leur puissance durant cette période de "crise", donc de restructuration rapide du "capital", en utilisant et en renforçant entre autre l'inflation généralisée, mais aussi la crise des économies nationales.

Paul Boccard écrit:

" Mais le tournant des années 1967-69 consiste dans les difficultés économiques profondes qui ont accéléré le recours au crédit inflationniste, rendant beaucoup moins sûres les accumulations de papier-monnaie. Avec la suraccumulation du capital, le profit a des difficultés à croître autant que la masse des capitaux. D'où l'accélération de la hausse des prix pour relever les taux de profit. D'où aussi les

"difficultés des débouchés de la production, aux prix gonflés, en raison des limitations de la consommation des masses. D'où enfin l'accumulation de capitaux monétaires en excédent qui ne trouvent pas à s'investir." 33

P. Zarifian partage la même vision:

"... l'accumulation et la mise en valeur du capital continuent à se faire sur la base d'un taux de profit de plus en plus gonflé en termes de prix. Avec un prélèvement inflationniste du profit au-delà de la plus-value produite. Le gonflement du profit, la recherche de surprofits inflationnistes, constituent l'élément central de l'analyse de l'inflation." 34

La concentration du capital bouleverse la structure de la concurrence et agit sur le phénomène inflationniste. La création de cartels ou d'ententes et l'oligopolisation des marchés permettent la manipulation des prix. Par ailleurs, la concurrence par les prix, entre groupes financiers, pourra persister dans certains secteurs, mais elle se développera habituellement dans une perspective de hausse générale des prix. Par l'inflation, le grand capital repousse les limites de l'expansion et de l'accumulation, mais s'accroissent simultanément la crise et l'instabilité du système international.

Les bouleversements monétaires internationaux des années 1960 et 1970, en grande partie créés par la politique hégémonique du dollar américain, hégémonie d'ailleurs de plus en plus contestée au fil de ces années, allèrent permettre la consolidation au plan mondial d'une certaine anarchie monétaire, d'une spéculation généralisée et d'une économie d'endettement. L'éclatement du système de Bretton-Woods est lié en partie à la politique inflationniste tous azimuts du gouvernement américain, "banquier" du monde après 1945. Profitant de la domination qu'exerçait sa monnaie -qui était à la fois monnaie de compte, d'échange et de réserve au plan international-, les Etats-Unis ont mis en circulation autant de dollars-papiers qu'il lui était nécessaire pour assurer et accentuer son hégémonie économique et financière. Les énormes déficits dans la balance des paiements américaine ne préoccupaient guère les autorités politiques de Washington, car avec leur dollar comme pivot du système économique international, le reste du monde épongeait ou soutenait l'expansion aux Etats-Unis, ainsi que la progression internationale du capital américain.

La persistance des difficultés de la balance des paiements américaine, les manoeuvres spéculatives contre le dollar -et les autres monnaies occidentales- allèrent faire éclater le système de Bretton-Woods; briser le régime des parités fixes et déboucher sur une anarchie monétaire

généralisée. Ce qui venait confirmer l'installation d'un régime de spéculation au plan mondial.

L'accroissement des liquidités internationales, insufflé par les politiques monétaires des Etats-Unis et des autres pays capitalistes, par le développement du marché des euro-devises , euro-obligations, euro-crédits, et la création monétaire privée -opérée au plan mondial par les groupes financiers internationaux- , a contrebalancé artificiellement la stagnation du capitalisme industriel, soutenu l'activité économique et l'accumulation oligopoliste, tout en évitant le spectre d'une dépression telle celle des années 1930. Au système des parités fixes allait succéder celui des changes flottants; le Canada "devançant" la plupart des autres pays développés à ce chapitre (1970). Les banques centrales ne pouvant ou/et ne voulant plus gérer la couverture du risque de change en ont transféré de plus en plus la responsabilité au secteur privé, durant les années 1970, du moins à un niveau important. Dans le contexte récent, le flottement des monnaies a "libéralisé" le marché mondial, mais aussi amplifié l'instabilité dans le commerce et les échanges internationaux. L'insécurité créée sur les marchés financiers, entre autre par les fluctuations dans les taux de change et par l'aggravation de la récession en Occident, incite les groupes à développer les pratiques spéculatives, souvent au détriment de l'investissement productif.

Au Canada, la décennie 1970 est une période où la hausse des investissements est inférieure à celle du profit, et la part des investissements dans le produit national brut (PNB) est à la baisse entre 1970 et 1974, et entre 1976 et 1979<sup>35</sup>. Le "cash-flow" des groupes au Canada, de son côté, augmente plus vite que leurs activités productives.

P. Zarifian résume assez bien la tentation spéculative du capitalisme contemporain lorsqu'il écrit:

" Parallèlement à la crise, qui tend à la forme d'une crise de surproduction se développe la spéculation. L'origine est identique: la suraccumulation de capital. Une partie de la masse de profit, dégagée de façon croissante par l'inflation, n'est pas réinvestie dans la production, du fait de la baisse de rentabilité. Elle est placée, par les sociétés multinationales, sur le marché international des capitaux, à la recherche de profits spéculatifs. D'où une contradiction, que les économistes officiels désignent comme une situation à la fois de manque et d'excès de capitaux. Manque et d'excès, car dans la lutte qu'elles se mènent, les sociétés multinationales ont besoin d'investir massivement, alors même que la baisse de rentabilité les incite à ne pas réinvestir leurs capitaux propres, à spéculer ..."<sup>36</sup>

Au cours des dernières années, les firmes tendent à s'endetter de façon accrue<sup>37</sup>. Mais elles s'endettent souvent auprès de firmes ou de banques auxquelles elles sont déjà très liées. Avec leur gestion de trésorerie efficace, les firmes et groupes financiers peuvent canaliser les fonds disponibles vers les activités les plus rentables. L'édifice imposant du crédit au plan mondial et national a relancé l'emballlement inflationniste. Ce qui rend certains projets productifs, même, tout investissement, plus risqués au niveau du rendement du capital.

Avant les années '70, les firmes ou les groupes se développèrent surtout par l'autofinancement. Au cours des dernières années, une plus grande interdépendance semble s'être formée entre diverses fractions de capital, et ce non seulement au niveau national, mais de plus en plus au niveau mondial. La tendance au renforcement de l'endettement des groupes est au coeur de la stratégie de ces derniers, venant favoriser entre autre la consolidation et l'expansion internationale de ces groupes. L'approfondissement de la récession, les douloureuses restructurations des secteurs économiques, ont joué activement dans le développement des groupes. Si la "crise" n'a pas épargné certains grands groupes financiers, elle fut toutefois déstabilisatrice pour les firmes non-oligopolistes, les travailleurs et les économies nationales en général.

Les nouvelles réalités économiques internationales ont obligé, et obligent, à un renforcement de la capacité productive, financière, technique, des entreprises et groupes canadiens, donc à une augmentation de la concentration du capital. Ceci s'est opéré à une vitesse accélérée au cours de la dernière décennie.

Face à la compétition internationale, les entreprises canadiennes restent cependant petites par rapport aux autres grandes firmes internationales. Toutefois, le niveau de concentration dans l'économie canadienne est plus élevé que celle des autres économies développées, malgré que ce niveau, au Canada, aurait légèrement diminué, selon le rapport de la Commission Bryce<sup>38</sup>. Cette concentration du capital est nécessaire à l'internationalisation, et cette dernière risque fort bien, à terme, d'accentuer la concentration du capital au Canada. Cela, le rapport de la Commission Bryce l'a bien saisi:

" Dans de nombreux pays, les plus grandes entreprises de certains secteurs ont été poussés à fusionner pour devenir plus concurrentielles sur le plan international. S'il est vrai que pour produire efficacement et faire face à la concurrence sur ces marchés, il est nécessaire, comme cela semble le cas dans bien des industries, d'avoir des entreprises de grande taille, les tendances à vouloir réduire la concentration, au Canada, en limitant la taille des entre-

" prises ne feront que diminuer le pouvoir des sociétés canadiennes sur les marchés internationaux. De même, si les grandes entreprises canadiennes peuvent acquérir et acquièrent effectivement une taille "internationale", il pourra fort bien s'ensuivre une augmentation considérable de la concentration des entreprises au Canada."<sup>39</sup>

La restructuration de l'ordre international ne nous apparaît pas étrangère à l'internationalisation récente du capital canadien. Si le capitalisme canadien a tardé à être agressif et moderne dans son implantation internationale et dans ses pratiques, cela a considérablement changé particulièrement au cours des années 1970. Le nombre de groupes canadiens ayant joué de façon importante dans les manoeuvres sophistiquées du grand capital reste assez restreint. Toutefois, les années '70 auront permis à de plus en plus de groupes canadiens de consolider ses bases et d'effectuer de grandes opérations commerciales, financières, productives ou spéculatives au plan mondial. Cela de façon autonome, souvent en collaboration avec d'autres groupes internationaux.

2- La montée de l'internationalisation des "groupes financiers" canadiens, ses alliances et conflits au plan mondial.

Un deuxième élément crucial à la compréhension des particularités de l'internationalisation du capital canadien depuis 1968, très lié au premier d'ailleurs, réside dans le processus de concentration/centralisation du capital canadien ainsi que son imbrication au capital financier international, donc intimement lié à l'alliance et à la fusion de diverses fractions de capital, fractions nationales ou/et internationales.

Nous rejetons les conceptions qui pourraient assumer le caractère totalement homogène et unifié du capital national, et de la symbiose parfaite et exclusive entre l'Etat et le capital "national". Ce qui n'empêche pas toutefois que des relations privilégiées peuvent se développer plus facilement entre fractions de capital d'un même Etat d'origine, ou entre celles-ci et l'Etat national.

Pour la présente analyse, nous insistons sur la montée des groupes financiers comme l'élément dynamique de l'internationalisation du capital. Des groupes multinationaux ont proliféré et ont élargi leur présence et leur puissance au cours de la dernière décennie, à un tel point que nous pouvons probablement parler d'une étape nouvelle dans le développement capitaliste mondial et dans la généralisation du

processus de concentration et d'oligopolisation internationales, processus de caractère de plus en plus spéculatif et financier.

Jusqu'ici dans les diverses études sur l'exportation de capital canadien, ou dans celles sur l'investissement international, les approches demeurent axées sur la notion de "firme" multinationale, notion maintenant dépassée. La concentration conglomérale du capital oblige aujourd'hui à parler de "groupes financiers". De plus, les analystes ont souvent négligé les liens entre fractions de capital dans la promotion de l'internationalisation. L'Alcan, Moore Corporation, la Banque Royale du Canada, ou d'autres groupes canadiens, ne s'internationalisent pas seuls. Pour nous, la création de groupes financiers -ou leur consolidation- et la collaboration entre les groupes apparaissent déterminantes dans le mouvement d'internationalisation du capital canadien. Mais l'inverse est également vrai, l'internationalisation renforce le développement d'alliances et la nécessité d'autres "fusions" de capital.

C. Deblock et J. Charest<sup>40</sup>, se penchant sur la concentration du capital au Canada au cours des années 1970, relie cette dernière, avec raison, à la crise économique existante. Si ces auteurs ne font le lien direct entre ces deux éléments et l'internationalisation, leur analyse du rapport "concentration/crise du système économique" laisse

la porte ouverte à un approfondissement de l'analyse. En fait, selon nous, l'internationalisation et la concentration du capital sont inséparables, tout comme leurs rapports à la crise. Ces deux tendances sont à la fois des réponses à la crise, à la fois des outils de perpétuation de la crise, particulièrement au niveau des économies nationales.

Comme Deblock et Charest, nous croyons que la concentration actuelle au Canada est indissociable de la crise capitaliste contemporaine, mais aussi que c'est l'aspect financier qui prédomine dans le mouvement de concentration récent, car ce sont les considérations financières qui pri-  
ment lors des fusions<sup>41</sup>. Voilà comment ces auteurs situent la vague de concentration durant la décennie 1970:

" Véritable symptôme des crises économiques, une importante vague de concentration surtout de type congloméral, a pu être observée à la fin des années '70 alors que les profits des compagnies chutaient radicalement. Depuis lors, les économies se sont enfoncées davantage dans la crise, et la concentration après avoir connu une accalmie temporaire de 1970 à 1975 semble avoir repris de plus belle, favorisée en cela par les énormes liquidités dont se sont dotées les grandes entreprises depuis trois ans. Peu d'investissements matériels mais, beaucoup de placements spéculatifs. Telle est la situation qu'on connaît actuellement." <sup>42</sup>

La concentration, au cours des dernières années, s'est développée de plus en plus sous une forme conglomérale, c'est-à-dire en fonction d'une plus grande diversification des opérations du groupe<sup>43</sup>. Cela a pour but de mieux se protéger contre la tendance à la baisse du taux de profit. Le conglomérat est une structure pouvant mieux minimiser les pertes; en période de récession, donc de difficultés dans la réalisation du capital, il permet de mieux faire face à la situation de suraccumulation du capital.

Il est reconnu que les groupes ont habituellement une implantation solide dans l'économie d'origine avant de procéder à une expansion extérieure. Toutefois, pour de nombreuses entreprises canadiennes, leur implantation internationale est nettement supérieure à leurs opérations au Canada<sup>44</sup>. Les groupes canadiens, s'ils ont diversifié leurs opérations, restent loin à ce chapitre derrière les grands groupes américains, japonais ou européens. Les diverses législations étatiques ayant pu jouer dans le développement congloméral des entreprises. Par exemple, la législation bancaire américaine permet à un groupe industriel de créer des banques, ou permet aux banques de contrôler directement des groupes industriels. Au Canada, une banque ne peut posséder plus de 10% des actions d'une entreprise, et vice versa. De plus, la création d'institutions financières est beaucoup plus

rigide et contingentée au Canada qu'aux Etats-Unis, et ce même avec la nouvelle loi sur les banques adoptée à la fin de l'année 1980.<sup>45</sup>

Faisons ici une digression quant au rôle des banques canadiennes au sein des groupes industriels ou financiers du pays. Celui-ci a sans doute augmenté au cours des dernières années. Mais nous hésitons à partager l'optique de J.-G. Loranger, pour qui le "contrôle bancaire" devient déterminant, voire prédominant<sup>46</sup>. Son principal argument repose entre autre sur les chiffres du Rapport Bryce montrant que le crédit des banques aux entrepreneurs est passé de \$ 11.8 M en 1968 à \$ 60.9 M en 1978<sup>47</sup>. Si nous constatons les rapports très étroits entre les banques canadiennes et les entreprises non-bancaires, prétendre au "contrôle" des premiers sur les seconds demeure une interprétation téméraire. Jorge Niosi adopte une approche plus empiriste et en conclue que les banques à charte ne contrôlent pas les sociétés non-financières canadiennes<sup>48</sup>. Nous croyons à l'interpénétration grandissante entre fractions de capitaux canadiens, surtout dans la présente période de "crise". Et nous nous situerions entre les deux visions suggérées plus haut. Nous voyons chez Niosi une approche trop légaliste, et trop téméraire chez Loranger. Nous préférons concevoir les banques canadiennes comme ayant une puissante influence plutôt qu'en termes de "contrôle".

Les rapports entre les groupes financiers à dominante industrielle et les banques (ou groupes bancaires) s'adapteront aux circonstances ou/et selon les divers acteurs. Un groupe comme Power Corporation, qui détient près de 10% du capital-action de la Banque Nationale du Canada, a un pouvoir certain auprès de cette banque, qui elle aussi peut jouer de façon cruciale dans la stratégie du groupe Power, entre autre par sa possibilité de canaliser des liquidités et soutenir les , du moins certaines, opérations du groupe Power. Les groupes industriels canadiens sont évidemment très liés aux banques du pays, souvent à une banque en particulier. Ainsi, le groupe Argus est avant tout lié à la Banque de Commerce Canadienne Impériale, Moore Corporation, de son côté, a des rapports privilégiés avec la Banque de Nouvelle-Ecosse. Par contre, d'autres groupes ont des relations très étroites avec plus d'une banque. Ainsi, Power Corporation) a fait de la Banque Nationale du Canada et de la Banque Royale du Canada ses banques privilégiées.<sup>49</sup>

Evidemment, la collaboration -voire l'alliance- s'élargit entre les fractions dominantes du capital canadien et celles de divers autres Etats. Non seulement de telles relations visent à améliorer le rendement des investissements au Canada, donc l'accumulation, mais elles favorisent une certaine coopération et solidarité dans la mise en valeur

du capital au plan mondial.

Il est de notoriété que le capital canadien s'est interpénétré au capital étranger pour relancer le développement économique et l'accumulation au Canada. Les banques canadiennes et les FMN étrangères, entre autre<sup>50</sup>. Mais est négligé, chez les auteurs, le phénomène de l'alliance inter-impérialiste dans la promotion de l'investissement canadien à l'étranger.<sup>51</sup> Cette alliance peut bien sûr soutenir l'accumulation des groupes canadiens tant au plan national -canadien- qu'au niveau international. Ces alliances entre le capital canadien et le capital international progressent depuis une dizaine d'années, et prennent diverses formes. Signalons seulement quelques cas d'alliances entre groupes internationaux: la Compagnie Internationale de Papier du Canada (C.I.P.), filiale d'International Paper -groupe américain- collabore de plus en plus avec le groupe japonais Mitsui ; Iron Ore avec les groupes Argus (Canada) et Morgan (Etats-Unis); Dome Petroleum (Canada) avec Mitsubishi (Japon)<sup>52</sup>.

Et que dire de l'"alliance" entre les puissants groupes Power Corporation (Canada), Paribas (France) et Bank of America (Etats-Unis). Des liaisons privilégiées semblent unir ces trois groupes et quelques autres. D'ailleurs Power Corporation détient 2.3% des actions de Paribas, alors que le groupe français détient 26% des actions ordinaires de

Power Corporation<sup>53</sup>. Les liaisons entre ces deux groupes permettent au groupe Power d'avoir accès à de nouvelles possibilités d'investissements à l'étranger. Un tel rapprochement est intéressant lorsqu'on constate les liens qui se sont également tissés entre les groupes "rivaux" de Paribas et Bank of America en France et aux Etats-Unis. Ainsi, des rapports étroits se sont noués entre Argus Corporation (Canada), Morgan Guaranty Trust (Etats-Unis) et la Cie Financière de Suez (France), ou entre la Manufacturer Hanover (Etats-Unis) et la Banque Rothschild (France)<sup>54</sup>. Est-ce là des coïncidences ou le signe d'une rivalité certaine entre "super-groupes" financiers?

Ainsi l'alliance et le conflit sont au coeur des stratégies des groupes financiers canadiens. De plus en plus, c'est à partir de l'extérieur du Canada que les groupes canadiens se livrent bataille et restructurent la concurrence au Canada. Prenons le cas du capital bancaire. La collaboration entre les banques canadiennes et d'autres banques internationales ne se pratique pas seulement pour la simple mise en valeur du capital, mais elle est un instrument de la concurrence entre les banques canadiennes, donc un outil dans le réaménagement du rapport de force au sein du capital bancaire au pays, et bien sûr au plan mondial.

Ainsi, selon A. Ammara, la Banque Royale du Canada a développé un réseau d'alliances avec les banques japonaises,

européennes et américaines de taille moyenne, tout en utilisant les consortiums Orion et Libra Bank pour rivaliser avec les banques les plus puissantes.<sup>55</sup> Quant à la stratégie de la Banque de Montréal, le professeur Ammara la résume ainsi:

" La Banque de Montréal cherche plutôt à s'affirmer comme un "leader" capable par le seul troc de participation de réunir autour de lui les "managers" les plus actifs comme Citicorp, Chase Manhattan et First National Bank of Boston. En fait, la stratégie de la Banque de Montréal s'apparente plutôt à celle des banques américaines avec lesquelles elle entretient de bonnes relations." <sup>55</sup>

Comme nous l'avons déjà signalé, la collaboration ou la communauté d'intérêts entre fractions du capital autochtone n'est pas entière. Souvent, les banques canadiennes ont préféré développer des relations avec le capital étranger plutôt qu'avec le capital autochtone, habituellement moins puissant. Ammara constate l'intégration des banques canadiennes à l'implacable dynamique du capitalisme mondial. Et il écrit:

" En effet, très rarement les opérations internationales des banques se relient à des transactions des entreprises canadiennes; le plus souvent elles financent des opérations réalisées soit par les multinationales américaines ou

" européennes soit pour le compte de certains pays. C'est pourquoi leurs stratégies ne peuvent, qu'être dépendantes de celles des banques européennes ou américaines." <sup>57</sup>

Cette opposition entre banques canadiennes et leur manque de stratégie commune sapent en partie le développement de l'accumulation des entreprises canadiennes<sup>58</sup>.

Dans la redéfinition des rapports intercapitalistes, des nouvelles pratiques d'alliances/conflits apparaissent. Au niveau des alliances entre groupes multinationaux, avec l'accentuation des tensions internationales dans la mise en valeur du capital -particulièrement au niveau productif-, furent relancés les projets de "joint-ventures". Une forme avancée de joint-venture est l'exemple de la création d'une banque multinationale d'investissements où plusieurs groupes internationaux sont co-actionnaires. La "Bankinvest" a entre autre treize actionnaires, dont Seagram et, Royal Trust of Canada<sup>59</sup>-deux groupes canadiens- ainsi que les puissants groupes américains Boeing, Continental Oil, Coca Cola<sup>60</sup>.

Le contrôle et la répartition des marchés est également une forme de collusion fréquemment, et depuis longtemps opérée. Les cas des systèmes téléphoniques, avec Bell Canada, Western Electric, International Telephone and Telegraph, et de l'aluminium, avec entre autre Alcan, Alcoa, Kaiser,

Reynolds, Pechiney (P.U.K.), en sont de bons exemples.

W. Clement, de son côté, parle de l'interpénétration entre le capital canadien et américain, mais la place avant tout au niveau des interconnections sur les conseils d'administration; 63 des 113 compagnies dominantes au Canada ont des interconnections avec les plus grandes firmes américaines, d'après les données de ce sociologue<sup>51</sup>. Toutefois, l'analyse du pouvoir et du contrôle du capitalisme canadien, si importante soit-elle pour la compréhension de la nature de ce capitalisme -et de son internationalisation-, en demeure encore au stade embryonnaire.

Des rapports plus ou moins formels, plus ou moins durables se tissent entre groupes financiers. De telles collaborations peuvent consolider le développement national et international de chaque groupe. Elles peuvent permettre à chacun de diversifier plus facilement le champs de ses opérations, d'accroître les possibilités de manoeuvres et la force des groupes face à des périodes économiques difficiles ou face à d'autres groupes capitalistes, ou encore face à des institutions gouvernementales et des groupes sociaux. Mais de tels liens peuvent aussi paver la voie à une éventuelle prise de contrôle ou à une fusion de certains partenaires.

La réorganisation du capital au plan intérieur canadien et au plan international répond aux nouveaux besoins et aux nouveaux rapports de force dans le système économique mondial. La crise contemporaine de ce dernier a activé le redéploiement et la restructuration du capital international. Le capital canadien a dû s'intégrer à , et a favorisé, cette réorganisation du système capitaliste, en participant plus activement aux collaborations et aux conflits au sein du grand capital international.

### 3- L'Etat canadien en crise.

Le troisième aspect sur lequel nous voudrions mettre l'accent pour saisir l'internationalisation du capital canadien durant la dernière décennie est celui du rôle de l'Etat canadien. Le gouvernement fédéral avant tout, mais aussi le rôle grandissant des Etats provinciaux, et ce par rapport aux diverses crises qui frappent à la fois la formation sociale et l'appareil étatique canadiens.

Selon certaines thèses, l'Etat est un arbitre de conflits, arbitre qui sait protéger l'intérêt public ou l'intérêt général d'une collectivité. Dans ces visions de type libéral, l'Etat serait neutre, ou deviendrait un lieu de synthèse harmonieuse où divers acteurs aux possibilités assez équivalentes pourraient intervenir de façon libre et s'affronteraient de façon disciplinée.

Cette vision est très idéaliste et en fait mystificatrice. L'action de l'Etat, et son impact, ne sont pas neutres. Dans la vision marxiste traditionnelle, l'Etat est plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement, et devient l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même se scindant en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Cette vision également est réductionniste<sup>62</sup>.

Plusieurs auteurs critiques contemporains ont tenté de minimiser la conception hyper-déterministe de la domination du "politique" par l'"économie" ou le système de production. C'est ainsi que l'Etat capitaliste libéral est de plus en plus perçu comme possédant une autonomie relative<sup>63</sup>, bien que demeurant le gendarme, voire le stimulateur/régulateur de l'accumulation capitaliste.

L'Etat canadien subit les secousses de la crise et de la restructuration du système capitaliste, tout en cherchant à réaménager les stratégies d'intervention étatique afin de mieux relancer l'économie nationale et faciliter le redéploiement du capital canadien. Outre les programmes et les politiques développant l'accumulation et la légitimité du système, l'Etat canadien comme la majorité des Etats occidentaux a dû s'impliquer très activement dans la production, à travers des sociétés publiques ou para-publiques<sup>64</sup>.

Ayant perdu de leur autorité sur le système économique et financier, tant au plan national qu'international, et ne sachant trop guère comment gérer ces transformations du capitalisme, les Etats occidentaux subissent simultanément une crise fiscale. Le gouvernement fédéral canadien, durant les dernières années de la décennie 1970, avait à lui seul vu son déficit budgétaire se chiffrer entre 4 et 10 milliards de dollars annuellement. En 1979 et 1980, le déficit a même

atteint les \$ 15 milliards. Malgré cet endettement massif, l'Etat canadien n'a pu résoudre les tensions et les dysfonctions sociales et économiques au pays. Devant l'essoufflement de sa stratégie interventionniste, c'est l'Etat-providence qui est remis en cause durant la deuxième moitié des années 1970, par les classes dirigeantes en Occident. Plus globalement, nous pouvons assumer que c'est l'Etat lui-même qui est en crise<sup>65</sup>.

Au Canada, les rapports de force nationaux et internationaux ont entre autre débouché sur la montée du rôle des Etats provinciaux dans le développement de l'accumulation du capital. Des secteurs stratégiques dans l'économie contemporaine tombent sous la juridiction provinciale au Canada: ressources naturelles, services sociaux et éducatifs, "gestion" de la force de travail. Et les Etats provinciaux ont également pris en main un leadership déterminant dans le développement de l'économie canadienne. L'exemple du Québec est un cas patent, avec des institutions telles l'Hydro-Québec, la Société Générale de Financement, Sidbec, Soquip, Soquem.<sup>66</sup>

La restructuration des rapports internationaux affecte et modifie les relations socio-économiques au plan interne, nous l'avons déjà signalé. Mais nous ne saurions négliger de mentionner son lien avec le débat constitutionnel actuel

au Canada et le développement de la structure (et des pratiques) fédéraliste(s) au pays. La montée des forces "désintégrationnistes" (ex.: la victoire du Parti Québécois en 1976, la progression de l'idée indépendantiste dans les Prairies,...) et les modifications dans l'échiquier financier au pays (la force de nouveaux centres de pouvoir régionaux, tels l'Alberta) doivent entre autre être envisagées par rapport aux nouvelles données de la mondialisation capitaliste et aux mutations dans la division internationale du travail<sup>67</sup>.

- Le début d'une stratégie étatique de soutien actif à l'internationalisation du capital financier canadien:

Le redéploiement international de la production et les ajustements des marchés commerciaux et financiers ont déjà eu un impact important pour les économies des pays développés, "pays d'origine" de la grande partie du capital financier international. Le Canada est loin d'occuper une position de force devant cette restructuration. La dépendance de son économie, le profond attrait que représentent les places étrangères pour la bourgeoisie canadienne, le faible marché que représente le Canada par rapport entre autre aux autres puissances capitalistes développées, la faiblesse relative de l'Etat canadien et le laissez-faire certain qu'il manifeste en matière économique, tout cela

fait craindre pour le développement futur de l'économie canadienne. A ces situations, la crise fiscale de l'Etat canadien contemporain vient davantage compromettre les espoirs de faire sortir le Canada de sa dépendance au capital financier international, ainsi que les possibilités d'implantation de politiques économiques et sociales plus progressistes au cours des prochaines années.

Sous le règne de P.E. Trudeau, l'Etat fédéral canadien s'est engagé plus résolument à promouvoir l'investissement canadien à l'étranger. Avant 1968, nous disent les professeurs Litvak et Maule, le gouvernement canadien n'avait pas de position précise sur le sujet ou d'engagements vraiment concrets et directs<sup>68</sup>. Depuis le début du régime Trudeau, cette promotion directe à l'exportation de capital passe entre autre par la Société pour l'Expansion des Exportations (SEE) et par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), qui possèdent certains programmes d'assurances et de subventions pour le capital canadien implanté, ou voulant s'implanter, à l'étranger. De son côté, le renforcement des sociétés d'Etat (ex.: Pétro-Canada, Corporation de Développement du Canada) ne peut se dissocier du développement progressif de leurs activités hors du pays<sup>69</sup>.

De façon indirecte, bien sûr, les programmes de soutien à l'accumulation interne ont une incidence sur les flux d'investissements à l'étranger. Le rôle également

actif du Canada dans les organisations internationales, sa participation déterminée dans la relance des discussions Nord-Sud, ainsi que sa présence à des sommets réunissant principalement les pays industrialisés d'Occident apparaissent également au coeur de la démarche étatique canadienne dans le réaménagement du partage des intérêts et des zones d'influences au plan mondial.

Devant cette course au soutien de l'internationalisation, nous devons nous interroger sur le sens de cette intervention étatique. A notre connaissance, aucune recherche globale n'a essayé de mesurer quels furent les coûts et les bénéfices qu'a entraînés l'internationalisation du capital canadien. Les conclusions d'une telle tentative resteraient d'ailleurs problématiques, compte tenu de l'imprécision et la multitude des critères et des données que l'on pourrait ou non compiler. Contrairement à la thèse communément acceptée, à l'effet que les investissements internationaux d'une bourgeoisie impliquent un retour important de capital (profits) et un influx de nouvelles activités pour l'économie d'origine, nous croyons que les bénéfices retirés par une économie désarticulée comme celle du Canada, surtout à l'époque actuelle de la mondialisation du capital, sont moins grands que la "théorie" le laisserait entendre<sup>70</sup>.

Evidemment, une augmentation du commerce international pour le Canada, la création de nouveaux emplois et de revenus supplémentaires, pourront découler des rapports et échanges entre la maison-mère et ses filiales à l'étranger ou entre la maison-mère et d'autres groupes canadiens. Le rapatriement de profits vient également favoriser l'activité au Canada ainsi que la balance des paiements.

Au début de la décennie 1970, le Rapport Gray, qui s'inquiétait de la main-mise étrangère sur l'économie canadienne et qui demandait le renforcement de la place des Canadiens dans l'économie nationale, s'est penché brièvement sur le rôle international du capital canadien. Si son approche portait avant tout sur l'aspect commercial, donc sur l'amélioration des possibilités d'exportation de marchandises produites au Canada, le Rapport Gray souhaitait également l'exportation du capital productif et financier.

" Les sociétés multinationales offrent tellement d'avantages au chapitre de la capacité conventionnelle et du contrôle des marchés qu'il serait opportun pour le Canada d'encourager la constitution de sociétés multinationales canadiennes, en particulier dans les secteurs propices à l'internationalisation et où le Canada dispose d'avantages comparatifs." 71

Toujours selon le Rapport Gray, une telle internationalisation permettrait un plus grand pouvoir de décision au Canada, tant au plan économique que politique, et ce aussi bien au niveau national qu'international.

Au cours des années 1970 sont apparues l'ambiguïté et les contradictions, au sein de l'Etat canadien, sur les moyens de faire face à la forte dépendance de son économie et aux nouveaux impératifs de l'ordre économique international. Derrière un discours et des pratiques ambivalentes et souvent contradictoires, les Canadiens virent les métamorphoses d'une prétendue stratégie de "nationalisme économique"<sup>72</sup>.

Ainsi depuis 1968, parallèlement à une augmentation de ses efforts pour la promotion de l'exportation de capital, l'Etat canadien cherchait, sur le plan interne, à minimiser et à manipuler les effets néfastes de la mondialisation du capital, entre autre au prix d'un fort endettement. De cela, l'Etat n'a pu que se modifier. D'ailleurs, le professeur J.-P. Delilez résume bien la situation qui frappe l'ensemble des Etats occidentaux contemporains en prétendant que:

" l'internationalisation détermine un retour en force de la crise au niveau de la formation sociale nationale et, [qu'] elle révèle,

" du même coup, l'importance primordiale du changement de contenu de l'Etat en tant que tel." 73

Pour nous, l'internationalisation du capital canadien a favorisé la crise fiscale de "son" Etat, et l'inverse est également vrai; c'est-à-dire que le fort endettement de l'Etat canadien soutient l'internationalisation du capital, particulièrement celui canadien. Comme l'écrit le professeur Duncan Cameron,

" At the same time the private sector has been in the last few years exporting more capital in the form of direct investment than Canada has been receiving. This has meant that the state has been obliged to borrow abroad in order to finance not only the transfer of real resources but also the transfer of investment funds abroad ...

Borrowing abroad by the state then serves the interest of Canadian capitalists in that it allows them to export Canadian resources as well as capital." 74

Evidemment, nous ne prétendons pas que le rôle de l'Etat dans l'internationalisation du capital canadien ne daterait que des dernières années. Toutefois, la crise fiscale majeure dans laquelle l'Etat canadien est engagé est en grande partie une conséquence de, et une réponse à, la modification structurelle du système capitaliste au plan

mondial. Elle découle du redéploiement et de la restructuration du capital canadien et international, et de la façon souvent contradictoire dont l'Etat canadien essaie d'adapter l'économie et la société canadienne aux nouvelles réalités et exigences économiques et financières.

- Les limites de cette stratégie, de plus en plus apparentes:

Nous venons d'associer la crise fiscale de l'Etat canadien à sa stratégie d'internationalisation. Plus de précision s'impose pour appuyer cette remise en question de la stratégie fédérale canadienne.

Non seulement les déficits budgétaires atteignent des sommets jamais inégalés, mais la Balance des Paiements canadienne est aussi mal en point. La balance commerciale est excédentaire presque chaque année depuis 1960, toutefois, c'est sur la situation du solde des "invisibles" et des "services" (principalement au niveau du tourisme, des intérêts et dividendes rapatriés) que cela devient désastreux. A ce chapitre, le Canada qui avait un déficit du solde de près de \$ 3 milliards en 1973 a vu croître ce déficit à \$ 7.4 M en 1977, à \$ 8.7 M en 1978 et à \$ 9.6 M en 1979 <sup>75</sup>.

Ainsi, le solde total du compte courant a connu des déficits de \$ 4.3M en 1979, malgré les surplus au chapitre du commerce des marchandises. Les intérêts et dividendes rapatriés ont toujours exercé une importante ponction à notre balance des paiements et à l'économie canadienne en général. Comme nous l'avons signalé auparavant, entre 1973 et 1979, de \$ 7-800 millions à \$ 1.1M furent rapatriés annuellement au Canada, alors que pour la même période, les intérêts rapatriés du Canada vers l'étranger connurent une croissance foudroyante, passant de quelque \$ 2.0M qu'ils étaient en 1973 jusqu'à \$ 6.0M en 1979. De tels déficits doivent être contrebalancés par une entrée de capitaux au pays, ce qui à terme coûte cher<sup>76</sup>, soit par une plus grande exportation des matières non-renouvelables.

Le fait que le Canada soit également devenu un net exportateur de capital, au niveau des investissements directs, vient aggraver les problèmes de sa balance des paiements. De tels déficits accentuent aussi les problèmes du dollar canadien. La dévalorisation rapide du dollar canadien vers la fin de la décennie 1970 obligea le gouvernement canadien à intervenir massivement pour soutenir sa monnaie, intervention appuyée par de forts emprunts sur les marchés financiers canadien et international. Ce qui accentua bien sûr la dépendance et l'intégration financières de l'Etat canadien au capital financier international.

Dans la stratégie étatique canadienne de soutien à l'internationalisation, on semble concevoir que ce qui est bon pour Alcan, Noranda, est également bon pour le Canada. Nous avons signalé notre opposition à cette vision. Même le Rapport Gray a dû admettre indirectement et de façon modérée qu'il ne fallait pas surestimer les bienfaits pour l'économie canadienne de l'internationalisation du capital canadien:

" Les entreprises canadiennes qui accèdent au rang d'entreprise multinationale commencent à démontrer qu'elles ne sont pas prémunies contre l'influence qu'exercent les marchés extérieurs plus importants où elles font affaires. C'est ainsi que des entreprises multinationales canadiennes comme Massey-Ferguson, semblent souvent ne différer d'aucune façon des entreprises étrangères installées au Canada. Il s'ensuit que le gouvernement devrait user de prudence en favorisant la constitution de compagnies multinationales canadiennes, même dans les secteurs industriels où ce genre d'entreprise s'avère le plus efficace." 77

Et plus loin, le Rapport Gray ajoute:

" Du point de vue des intérêts canadiens, l'expérience dans le domaine des sociétés canadiennes multinationales n'a pas été jusqu'à maintenant entièrement satisfai-

"sante. Les entreprises canadiennes qui s'internationalisent lorsqu'elles arrivent à maturité ont tendance, semble-t-il, à perdre quelque peu de leur identité canadienne au point où celle-ci ne devient que nominale. Prenons le cas de l'Inco, et de Massey-Ferguson." 78

Si nous sommes dans l'impossibilité d'évaluer de façon systématique les impacts de l'internationalisation du capital canadien sur le niveau d'emplois au pays, sur la structure des exportations, sur le système financier canadien, nous pouvons à tout le moins constater qu'au chapitre de la "Recherche et Développement" les résultats furent bien inférieurs à ce qu'entrevoit le Rapport Gray. En fait, malgré que l'investissement canadien à l'étranger fut multiplié de quelques fois en dix ans, le niveau de "Recherche et Développement" au Canada n'a guère progressé en terme relatif durant cette période<sup>79</sup>. Au contraire, les entreprises dont le siège social est au Canada font de plus en plus leurs activités de recherche à l'extérieur du Canada. L'exemple de Northern Telecom est sans doute un des cas les plus connus de transfert systématique des activités productives et scientifiques du Canada vers les États-Unis.

Ainsi, simultanément à la progression internationale du capital canadien, l'Etat canadien s'embourbe dans diverses crises et cherche à développer de nouveaux moyens pour relancer l'accumulation. Coincé par ces crises, l'Etat cherche à gérer les rapports et les demandes des fractions de capital, qui d'ailleurs sont souvent contradictoires. De façon générale cependant, l'Etat canadien succombe à la tentation de subordonner l'espace économique national à la consolidation et au redéploiement des groupes canadiens. Stratégie qui semble par ailleurs renforcer la crise de l'appareil étatique canadien.

## CONCLUSION

I- L'internationalisation du capital, qui a fait un progrès déterminant durant la période 1968-80, apparaît une réponse du capital financier à la crise du système capitaliste. Mais cette internationalisation du capital a simultanément contribué à l'approfondissement de la crise des économies nationales.

Le Canada n'a pas échappé à la stagflation tout en voyant se détériorer les termes de sa balance des paiements, et croître sensiblement sa dette publique. Par ailleurs, le grand capital canadien continuait à se tailler une place cruciale dans les mouvements internationaux de capitaux.

Nous voulions éviter le piège des analyses qui soit sous-estiment, soit sur-estiment la vigueur de l'internationalisation du capital canadien. Nous avons montré que cette internationalisation, entre 1968 et 1980, s'était développée rapidement, toutefois à un rythme équivalent à la moyenne de celle du capital international.

Les États-Unis et le continent américain demeurant le champs principal de ses implantations internationales, la bourgeoisie canadienne n'en cherche pas moins à se "mondialiser". Le capital canadien devient d'ailleurs depuis quinze ans un des investisseurs majeurs vers le tiers-monde, du moins au plan des investissements directs. Cette situation

est importante à signaler compte-tenu de l'attitude plus défensive qu'a prise une large partie du capital international envers l'investissement direct dans les PVD. Toutefois jusqu'à maintenant, hors du continent américain, le capital canadien possède relativement peu d'assise, ne s'aventurant guère à pénétrer les principales zones d'influence du capital européen ou japonais (Afrique et Asie).

Au niveau de la structure des investissements, la bourgeoisie canadienne a près de 50 % de ses investissements directs internationaux dans le secteur manufacturier, ce qui met en doute les thèses des "nationalistes de gauche" sur la nature de la bourgeoisie canadienne. Quant à la part grandissante des flux de capitaux canadiens vers les secteurs énergétique et financier, ceci tient entre autre à l'expertise canadienne dans ces domaines, mais surtout, ceci s'inscrit dans la redéfinition des rapports entre secteurs économiques à l'échelle mondiale.

Il faut cependant noter que le capital canadien, de façon générale, a tardé à moderniser ses techniques de pénétration des pays étrangers. Mais au cours des années 1970, le capital canadien fait de plus en plus cette transition vers des formes plus subtiles d'intervention au plan mondial, ce qui n'est pas étranger à la situation de tensions économiques au niveau international, obligeant les entreprises à repenser les techniques d'accumulation. Il ne faut toutefois

pas négliger, dans cette transition, le rôle de l'encouragement étatique à la relance et à la restructuration du capital canadien et de ses marchés étrangers.

II- Selon nous, la compréhension de l'internationalisation récente du capital canadien ne peut se dissocier des réaménagements dans les pratiques capitalistes mondiales en situation de crise, donc de risque financier important.

Généralement enfermées dans des perspectives irréconciliables à une compréhension aiguë de l'époque de "mondialisation" du capitalisme, beaucoup de théorisations sur l'investissement à l'étranger n'offrent qu'un intérêt limité. Soit manquent-elles de perspective globale, soit déçoivent-elles lorsque confrontées aux nouvelles pratiques et tendances dans l'économie mondiale contemporaine. Par ailleurs, si de plus en plus d'efforts s'orientent sur l'analyse de l'investissement canadien, peu d'auteurs parviennent à cerner des explications générales à ce phénomène et aux particularités de son développement récent.

C'est pourquoi nous croyons urgent de poursuivre l'analyse de cette internationalisation à partir d'une étude critique du développement du mode de production capitaliste. C'est aussi de plus en plus par le contexte mondial que se redéfinit la place du capital canadien tant au plan de l'économie nationale que dans sa mondialisation; les analyses

se limitant à situer le développement interne de la bourgeoisie canadienne nous semblent à révéifier.

Une des particularités du système contemporain sur lesquelles il serait bon de réaménager les théorisations du capitalisme contemporain est sa financiarisation. Ce que C.-A. Michalet qualifie comme l'émergence du capital financier international, "fusion plus large que celle du bancaire et de l'industriel"<sup>1</sup>. Comme le signale Michalet, la rotation mondiale des capitaux acquiert aujourd'hui une autonomie; l'argent se mettant lui-même en valeur sans relation directe avec la production<sup>2</sup>. Pour nous, il n'est pas question de minimiser les côtés productif, technologique et commercial dans la poursuite de l'accumulation, mais de repenser le rôle de la monnaie, du crédit et de la "gestion" dans l'expansion récente du capitalisme au plan mondial, et dans la situation de "crise/restructuration" chez celui-ci.

La crise contemporaine du capitalisme a réactivé la concentration du capital et les alliances entre groupes financiers multinationaux. Les nouvelles pratiques de collaboration entre fractions de capital ne sauraient toutefois masquer les puissants conflits qui traversent le capital international. Les contradictions apparaissent alors au plan concret par rapport à la fusion d'éléments de groupes financiers de diverses nations vis-à-vis d'autres groupes -ou/et ensembles financiers- eux aussi multinationaux.

Avec l'enlèvement dans une crise de surproduction et avec une situation de sur-liquidités, la poursuite en avant de la sur-accumulation oligopolistique fit éclater les structures monétaires de l'après-guerre, le système de Bretton-Woods. Un véritable système international financier privé s'est imposé. Et ce n'est que le développement d'une économie de crédit et de spéculation qui permet de masquer la crise actuelle du système productif et d'empêcher une véritable dépression économique.

Ne peut être également négligé le rôle crucial des appareils étatiques dans l'internationalisation du capital canadien. Au plan financier, l'Etat canadien s'embourbe dans une crise fiscale afin de soutenir l'accumulation des groupes canadiens ou/et étrangers. Simultanément, la perte de contrôle étatique sur l'économie nationale et sur les grandes entreprises opérant au pays rend difficile l'établissement d'une stratégie pouvant solutionner les maux économiques du pays. Au plan des orientations économiques, l'Etat canadien, comme les autres Etats occidentaux au cours de la décennie 1970, met un frein à son approche keynesienne et s'engouffre depuis 1975 dans une stratégie monétariste. Cette dernière ne semble toutefois conjurer la crise; l'inflation persiste alors que le chômage croît rapidement<sup>3</sup>.

III- Devant les mutations de l'ordre capitaliste national et mondial, l'Etat canadien se cherche une stratégie économique pour les années '80. Au niveau des politiques globales, l'option monétariste inspire les dirigeants politiques du pays et ceux de la Banque du Canada. Toutefois, le courant interventionniste reste fort au Canada, et l'idée d'une stratégie post-keynesienne commence à s'articuler<sup>4</sup>.

Conciliable avec ces deux types de politiques globales, deux tendances semblent marquer la vision de l'administration Trudeau sur les besoins de l'économie et du capital canadiens depuis 1968, tendances qui pourraient se renforcer au cours des prochaines années. Signalons d'abord une démarque néo-protectionniste, malgré des discours favorables au libre-échange mondial. La deuxième tendance que nous voulons signaler est celle du tiers-mondisme.

Penchons-nous d'abord brièvement sur les politiques globales: monétarisme ou post-keynesianisme. La stratégie monétariste qui veut relancer l'économie en serrant la masse monétaire, donc cherchant à diminuer une partie de l'instabilité financière pour les investisseurs, n'a pas amené les résultats escomptés au plan du redressement économique. C'est à travers principalement ses Sociétés d'Etat que le gouvernement fédéral s'implique de façon accrue dans le secteur productif canadien. Au niveau budgétaire, Ottawa réoriente et "rationalise" ses dépenses, sachant fort bien

toutefois que les coupures ne peuvent être énormes sans handicaper sérieusement l'économie du pays et sans attiser les tensions sociales.

Par ailleurs, une politique keynésienne relancerait probablement l'activité économique au Canada, mais également les pressions inflationnistes, pourrait nuire ainsi à la capacité d'exportation et de production du Canada, et à la stabilité dans ses échanges internationaux.

Une approche monétariste en période de récession favorise la concentration du capital, compte tenu de l'élimination des entreprises les plus faibles ou de l'intégration -par des plus puissantes- d'entreprises en difficultés. De plus, les groupes, par leur puissance et la diversification/intégration des filiales, peuvent détourner les tentatives étatiques de limitation de la masse monétaire. Les financements inter-firmes, les alliances et collaborations entre fractions de capital -dont les ensembles financiers- permettent entre autre de contrebalancer l'action étatique en matière de gestion et création de monnaie.

Si les groupes et ensembles financiers sont d'accord avec un resserrement de la masse monétaire, ils ne peuvent accepter -voire, se permettre- de limiter la fonction financière de leur stratégie d'accumulation.

Dans les luttes se manifestant entre groupes financiers, les Etats sont intimement liés à ces processus. Leur politique étrangère cherchant à s'adapter aux situations. Une véritable guerre économique, une guerre de stimulants et de protection, déchire les pays capitalistes développés entre eux. Parallèlement, une guerre de débouchés commerciaux et financiers est engagée. Le Canada n'échappe pas à ces luttes, entre autre au niveau des crédits à l'exportation, des barrières tarifaires et non-tarifaires, des incitations à l'investissement.

En fait, simultanément à la recherche d'une stratégie économique globale pour le Canada, ainsi que dans la perspective de la redéfinition des rapports de puissance internationale en période de persistance de la crise capitaliste actuelle, deux tendances semblent fondamentales dans la pratique économique internationale de l'administration Trudeau. D'un côté, il y a renforcement ou/et modification de la "stratégie" protectionniste<sup>5</sup>. En même temps, bien que parfois de façon non-coordonnée, l'Etat canadien veut renforcer ses influences et ses échanges avec l'étranger; entre autre, on porte de plus en plus d'intérêt aux pays en voie de développement.

Les mesures protectionnistes peuvent, temporairement à tout le moins, protéger et relancer l'activité économique et l'accumulation au pays contre les "dangers" d'une économie

laissée aux simples forces du marché. De larges pans de l'industrie canadienne dépendent ou profitent des politiques protectionnistes, même les couches internationalisées de la bourgeoisie canadienne.

Pour m. Jean de Grandpré, président du conseil d'administration de Bell Canada, tous les pays se sont enfoncés dans le protectionnisme; le Canada ne devrait alors pas hésiter à agir dans ce sens de façon plus marquée qu'il l'a fait jusqu'ici:

" On peut rêver d'un monde meilleur, mais s'engager seul à contre-courant dans une autre voie, c'est courir au désastre. Simplement tergiverser ou agir mollement, comme le Canada a eu tendance à le faire, menace déjà notre avenir."<sup>6</sup>

Par un certain conservatisme et un certain manque d'agressivité -tendances qui changent au fil de la décennie '70-, beaucoup d'opportunités d'investissements et d'exportations furent ratées par la bourgeoisie canadienne. C'est ainsi que la diplomatie canadienne s'active intensément depuis quelques années à élargir les bases d'accumulation de la bourgeoisie canadienne.

L'accord-cadre signé avec la Communauté Economique Européenne en 1976 n'a pas donné les résultats escomptés. Cependant, la préoccupation que prend maintenant Ottawa à

relancer les discussions "Nord-Sud", ainsi que ses démarches grandissantes pour renforcer les échanges économiques entre le Canada et les PVD les plus puissants (ex.: Mexique, Vénézuéla, Brésil, Algérie, Nigéria) visent à aider les groupes canadiens à prendre pied, de façon accrue, au sein de régions aux possibilités d'expansion énormes et plus que prometteuses. Quant au soutien canadien à la stratégie des besoins essentiels, stratégie entre autre articulée au sein des institutions des Nations-Unies durant les années '70, il n'est pas étranger à l'expertise canadienne dans des secteurs tels l'agriculture, la pêche, l'ingénierie.

Le Canada tente de redéfinir la place de son industrie et du capital canadien au plan mondial. Le Canada a des produits et de la technologie à exporter en plus des fonds à mettre en valeur. Le tiers-monde reste un marché potentiellement avantageux pour les groupes canadiens. Les hésitations d'une partie du capital international et de certains Etats développés à accentuer les "transferts de capitaux" vers les PVD offrent une occasion pour le capital et l'Etat canadiens de combler une partie du vide créé par ses "concurrents/collaborateurs" des pays occidentaux, et ainsi d'élargir ses assises et influences politico-économiques au plan mondial.

## Appendice 1

Liste partielle de compagnies dites canadiennes  
ayant des opérations productives dans un grand  
nombre de pays étrangers, vers 1978.

source: tiré des données présentées dans Who Owns  
Whom, North America, 1979/80, Dun and  
 Bradstreet Ltd, London, 1979.

Alcan	Imperial Chemical Industries
Aquitaine	Imperial Optical Co
Bayer Foreign Investment	INCO
Bell Canada	Indal
Canada Development Corp.	International Harvester
Canadian International Power	Mc Gain Foods
Canadian Pacific	Mac Lean Hunter
Canron	Mac Millan-Bloedel
Commonwealth Holiday Inn	Massey-Ferguson
Consolidated Bathurst	Mohaw Industries
Convexco Ltd	Molson Cie Ltd
Dominion Bridge	Monenco
Dominion Textile	Moore Corp.
EMCO	Noranda Mines
Falconbridge Nickel	Placer Development
Fednay	Reed Stenhouse Cie
Four Seasons Ltd	Royal Trust Co
Genstar	SNC Group
Hiram-Walker G.&W.	Sandwell & Co
Hudson's Bay Co	Seagram
Hudson's Bay Oil & Gas	Tinto Holdings Canada

## Appendice 2

Quelques entreprises canadiennes et leur implan-  
tation internationale (pays et nombre de filiales  
majeures , vers 1978).

tiré de: Who Owns Whom, North America, 1979/80

Alcan: 142 filiales dans 33 pays

Monenco: 15 filiales dans 10 pays

Moore Corporation: 65 filiales dans 26 pays

Noranda: 38 filiales dans 17 pays

Placer Development (filiale de Noranda): 32 filiales dans 11 pays

Reed Stenhouse Cies: 127 filiales dans 20 pays

Royal Trust Co: 11 filiales dans 10 pays

Seagram: 78 filiales dans 24 pays

L. P. Sharp: 15 filiales dans 13 pays

Stelco: 18 filiales dans 7 pays

Thompson Equitable Corp. (filiale du groupe Thompson):

278 filiales dans 26 pays

Torstar: 12 filiales dans 7 pays

Versatile Cornat Corp.: 18 filiales dans 5 pays

Molson Cie: 56 filiales dans 30 pays

Massey-Ferguson: 70 filiales dans 24 pays

Mac Millan-Bloedel: 55 filiales dans 12 pays

Inco: 35 filiales dans 22 pays

Falconbridge Nickel Mines: 37 filiales dans 14 pays

Dominion Textile: 32 filiales dans 19 pays

Canadian Pacific: 96 filiales dans 25 pays

REFERENCES

INTRODUCTION.

1- Les théories traditionnelles non-marxistes de la politique internationale ont posé l'Etat (l'appareil étatique) et les rapports inter-gouvernementaux au centre de l'analyse de la vie internationale. Cf.

Hans J. Morgenthau, Politics Among Nations (4<sup>th</sup> ed.), Knopf, New-York, 1967.

James N. Rosenau (ed.), International Politics and Foreign Policy, Free Press, New-York, 1961.

John Stroessinger, The Might of Nations (4<sup>th</sup> ed.), Random House, New-York, 1973.

Avec les années 1960 et 1970, s'impose un nouveau courant d'analyse non-marxiste qui repense la place de l'économie et des forces non-gouvernementales dans le système international. Voir entre autre les thèses sur l'"interdépendance":

Robert O. Keohane, Joseph S. Nye, Transnational Relations and World Politics, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1972.

Robert O. Keohane, Joseph S. Nye, Power and Interdependence, Little, Brown, Boston, 1977.

D'autres textes sur ces deux approches peuvent être retrouvés dans ce recueil:

Michael Smith, Richard Little, Michael Shackleton, Perspectives on World Politics, Croom Helm Ltd., London, 1981.

2- Nombreuses furent les analyses sur les FMN américaines, citons entre autre:

Mira Wilkins, The Emergence of Multinational Enterprise. American Business Abroad from the Colonial Era to 1914, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1970.

C. P. Kindleberger, Les investissements des Etats-Unis dans le monde, Calmann-Lévy, Paris, 1971.

Raymond Vernon, Les entreprises multinationales, Calmann-Lévy, Paris, 1974.

Sur les entreprises européennes et sur l'internationalisation du capital japonais, signalons seulement:

Lawrence G. Franko, The European Multinationals, Harper & Row, London, 1976.

Terutomo Ozawa, Multinationalism, Japanese Style, Princeton University Press, Princeton, 1979.

3- Terry Agmon, C. P. Kindleberger, Multinationals from Small Countries, M. I. T., Cambridge, Mass., 1977.

4- Dans cette étude, nous discuterons du capital canadien, public mais surtout privé, investi à long terme. Ce capital canadien se compose de l'investissement effectué par la bourgeoisie canadienne autochtone et celui effectué par le capital-relais, c'est-à-dire par des filiales canadiennes d'entreprises étrangères.

La littérature contemporaine utilise le concept d'internationalisation du capital pour désigner le phénomène de l'investissement à l'étranger. Le concept d'"internationalisation du capital", d'abord utilisé par les auteurs critiques - habituellement marxistes- offre selon cette perspective une vision plus riche et plus globale du phénomène que celle utilisée par les auteurs libéraux. Selon la vision critique, l'internationalisation du capital est plus que la simple exportation de capitaux, mais l'exportation des rapports et pratiques capitalistes.

voir: Christian Palloix, L'internationalisation du capital, François Maspero, Paris, 1975.

5- Les principaux textes portant sur l'investissement canadien à l'étranger sont:

- Daniel J. Baum, The Banks of Canada in the Commonwealth Caribbean, Praeger, New-York, 1974.
- Robert Chodos, The Caribbean Connection, James Lorimer & Cie., Toronto, 1975.
- Wallace Clement, Continental Corporate Power, Mc Clelland and Stewart, Toronto, 1977.
- E. Wayne Clendenning, Le marché des eurodevises et l'activité internationale des banques canadiennes, Conseil Economique du Canada, Ottawa, 1976.
- John Deverell, Falconbridge: Portrait of a Canadian Mining Multinational, James Lorimer & Cie., Toronto, 1975.
- Gérard Garnier, Les investissements privés à long terme du Canada à l'étranger, René Prince Imprimeur, Sherbrooke, 1977 (1973).
- Institut Nord-Sud, L'enjeu canadien, ou le développement du tiers-monde dans les années 1980, Institut Nord-Sud, Ottawa, 1980.
- Steve W. Langdon, Canadian Direct Private Investment and Technology Marketing in Developing Countries, Study for the Economic Council of Canada, Hull, Qué., 1980.
- I. A. Litvak, C.J. Maule, "Canadian Investment Abroad: in Search of a Policy", in International Journal, vol. 31, no. 1, Winter 1975-76, p. 159-179.
- I. A. Litvak, C. J. Maule, "The Emerging Challenge of Canadian Direct Investment Abroad, in Business Quarterly, vol. 43, no. 1, Spring 1978, p. 24-37.
- I. A. Litvak, C. J. Maule, "Canadian Small Business Investment in the U.S. - Corporate Forms and Characteristics" in Business Quarterly, vol. 43, no. 4, Winter 1978, p. 69-79.

- I. A. Litvak, C. J. Maule, "Canadian Outward Investment: Impact and Policy", in Journal of World Trade Law, vol. 14, no. 4, July-August 1980, p. 310-328.
- Steve Moore, Debi Wells, Imperialism and the National Question in Canada, James Lorimer & Cie., Toronto, 1975.
- Pierre Paquelle, "Histoire et caractéristiques de l'impérialisme canadien", in Interventions critiques en économie politique, no. 2, automne 1978, p. 47-75.  
dossier "Le Canada dans la chaîne impérialiste", in Points de Repère, vol. 1, no. 3, été 1980.
- 6- Parmi ces auteurs, signalons,  
Denis Beauregard, A qui appartient le Canada?, Stanké, Montréal, 1978.
- John N. H. Britton, James M. Gilmour, The Weakest Link, A Technological Perspective on Canadian Industrial Underdevelopment, Science Council of Canada, Ottawa, 1978.
- Robert Laxer (ed.), Canada Ltd, Mc Clelland and Stewart, Toronto, 1973.
- Kari Levitt, La capitulation tranquille, Réédition-Québec, Montréal, 1972.
- Ian Lumsden, Close the 49<sup>th</sup> Paralell, University of Toronto Press, Toronto, 1970.
- Gary Teeple, Capitalism and the National Question in Canada, University of Toronto Press, 1972.
- 7- Expression utilisée par S. Moore et D. Wells, pour catégoriser le type d'analyse des Laxer, Levitt, Teeple. Cf. S. Moore, D. Wells, op. cit., Introduction.
- 8- Voir tableau 1, "Investissements canadiens à l'étranger à certaines fins d'année", (p.25 )

- 9- Samir Amin et al, La crise de l'impérialisme, Editions de Minuit, Paris, 1975.
- Christian Palloix, Procès de production et crise du capitalisme, François Maspero, Paris, 1977.
- 10- Par "groupe financier", nous entendons un ensemble de firmes industrielles, commerciales ou financière "regroupés" généralement sous un "holding" commun. L'aspect financier et gestionnaire inter-firme et la stratégie du "groupe" deviennent cruciaux. Pour une bonne discussion sur la notion de "capital financier", de groupes financiers, se référer à:
- Bernard Marois, Les finances des sociétés multinationales, Economica, Paris, 1979
- Olivier Pastré, La stratégie internationale des groupes financiers américains, Economica, Paris, 1979.
- 11- Charles-Albert Michalet, Le capitalisme mondial, Presses Universitaires de France (P.U.F.), Paris, 1976.
- Charles-Albert Michalet, "Etats-nations, firmes multinationales, et capitalisme mondial" in Sociologie et Sociétés, vol. 11, no. 2, octobre 1979, p. 39-57.

Partie I - PERSPECTIVES POUR L'ANALYSE DE L'EXPORTATION DU  
CAPITAL CANADIEN: LES LIMITES DE L'ANALYSE.

- 1- C.-A. Michalet, Le capitalisme mondial, op. cit., p. 133-147.
- 2- Robert Rowthorn, Steven Hymer, International Big Business, Cambridge University Press, Cambridge, Mass., 1971.
- 3- Raymond Vernon, "International Investment and International Trade in the Product Cycle", in Quarterly Journal of Economics, vol. 80, May 1966, p. 190-207.
- 4- C.-A. Michalet, op. cit., p. 149.
- 5- C.-A. Michalet critique ainsi la perspective de C. Palloix, principalement dans les écrits de ce dernier entre 1968 et 1972, cf. C.-A. Michalet, op. cit., p. 144.
- 6- Northern Telecom Industries est en fait une filiale de Northern Telecom, qui de son côté est lié intimement à Bell Canada. Pour obtenir une liste partielle des filiales du groupe Bell Canada/Northern Telecom, voir:  
Who owns Whom - North America, 1979/80, Dun and Bradstreet Ltd, London, 1979.
- 7- Sur la question du contrôle des firmes, voir:  
A. Berle, G. Means, The Modern Corporation and Private Property, Brace & Cie., Harcourt, 1932.  
Jean-Marie Chevalier, La structure financière de l'industrie américaine, Cujas, Paris, 1970.  
François Morin, La structure financière du capitalisme français, Calmann-Lévy, Paris, 1974.  
Jorge Niosi, Le contrôle financier du capitalisme canadien, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1978.

Partie II - La situation de l'investissement privé canadien à long terme à l'étranger, 1968-80.

- 1- Rapport Gray, Ce que nous coûtent les investissements étrangers, Leméac/Le Devoir, Montréal, 1971, p. 211.
- 2- Sur la composition des groupes canadiens, consulter:  
Statistique Canada. Liens de parenté entre corporations 1978-79,  
Ministère des Approvisionnements et Services,  
Ottawa, 1979.
- 3- Wallace Clement, op. cit., p. 119.
- 4- Maurice Jennard, "L'Alcan, géant en croissance", in La Presse,  
Montréal, 19 juillet 1980, A-11.
- 5- Gérard Garnier, Les investissements privés à long terme du Canada à l'étranger, op. cit., p. 32.
- 6- United States, Department of State, Survey of Current Business,  
August 1978, vol. 58, no. 8, p. 39.
- 7- François Roberge, "Plus de \$ 10 milliards: les investissements canadiens aux Etats-Unis", in revue Finance,  
Montréal, 26 novembre 1979, p. 13.
- 8- S. Moore, D. Wells, Imperialism and the National Question in Canada, op. cit., p. 36.
- 9- Ibid., p. 35.  
Voir également l'étude de S. Langdon,  
S. Langdon, Canadian Direct Private Investment and Technology Marketing in Developing Countries, op. cit..
- 10- W. Clement, op. cit., p. 116.

11- En ce qui a trait à la question pétrolière ou énergétique, signalons que le budget du ministre Mac Eachen, d'octobre 1980, et la "nouvelle politique énergétique" y étant annexée ont pu, et pourraient, entraîner une sortie importante de capitaux du Canada, probablement vers les Etats-Unis plus particulièrement.

Un double objectif de la nouvelle politique énergétique fédérale tient d'une part à la "canadianisation" de la propriété dans le secteur énergétique canadien, c'est-à-dire, à ce qu'un minimum de 50 % du secteur soit contrôlé par des intérêts canadiens d'ici 1990; de l'autre côté, Ottawa cherche à maintenir une structure de prix intérieur qui serait inférieure au prix mondial ou américain, pour le pétrole, ce qui favoriserait la compétitivité de certains pans de l'industrie canadienne au niveau mondial.

12- Statistique Canada, Bilan canadien des investissements internationaux, 1971-73, p. 82.

Statistique Canada, Bilan canadien des investissements internationaux, 1975, p. 54.

Statistique Canada, Bilan canadien des investissements internationaux, 1977, p. 56.

13- W. Clement, op. cit., p. 124.

14- Certaines FMN canadiennes connaissent d'importantes difficultés, au cours des années récentes, à se restructurer ou à faire face à la compétition internationale. Le cas de Massey-Ferguson a fait les manchettes de l'actualité économique en 1980-81.

Le cas d'INCO est moins sérieux, bien que cette entreprise soit dans une restructuration importante, voir:

"INCO: Guarding its edge in nickle while starting to diversify again", in Business Week, June 9<sup>th</sup> 1980, p. 104-106.

15- Jean Ziegler, Une Suisse au-dessus de tout soupçon, Seuil, coll. Points, Paris, 1976, p. 44-72.

16- Sur les nouvelles pratiques et tendances dans les rapports financiers et technologiques Nord-Sud, voir entre autre: Christian Palloix, " L'économie de crédit international, nouvel instrument de l'assujettissement", in Le Monde Diplomatique, novembre 1978, p. 10-11.

Joel Métais, "Le système financier international privé dans le déséquilibre monétaire international depuis 1974", in Revue Economique, vol. 30, no. 6, novembre 1979, p. 1017-1066.

O.C.D.E., Coopération pour le développement, examen 1977, Paris, 1977, p. 42-44.

17- Anthony Whittingham, "The New Imperialists", in Mac Lean's, August 11<sup>th</sup> 1980, p. 32-36.

18- Sur l'internationalisation du capital bancaire, à consulter principalement:

Robert Chodos, The Caribbean Connection, op. cit.

E. Wayne Clendenning, Le marché des eurodevises et l'activité internationale des banques canadiennes, op. cit.

Tom Naylor, The History of Canadian Business, 1867-1914, James Lorimer & Cie., Toronto, 1975.

Gérard Garnier, "Multinationalisation des banques et développement international des banques canadiennes", in Le Banquier et revue IBC, vol. 6, no. 1, janvier-février 1979, p. 10-15.

Azzedine Ammara, "Les archétypes d'internationalisation des banques canadiennes", in Gestion, Revue internationale de gestion, vol. 5, no. 2, avril 1980, p. 19-30.

Jean-Guy Loranger, "Tendances du capital financier au Canada", Conférence présentée au Congrès des Sociétés Savantes (section économie politique), UQAM, Montréal, juin 1980.

19- J.-G. Loranger, Ibid., p. 7.

20- Euromoney, novembre 1979, p:66.

21- Compilation effectuée à partir des rapports annuels 1979  
des banques canadiennes.

22- E. W. Clendenning, op. cit., p.111-120.

23- Alain Samuelson, Relations financières internationales,  
Dalloz, Paris, 1980, p. 83.

24- Banque Royale du Canada, Rapport annuel 1979, p. 8.

25- Gérard Garnier, "Multinationalisation des banques...",  
op. cit., p. 14.

Partie III - Pour une nouvelle approche conceptuelle de l'investissement récent des Canadiens à l'étranger.

- 1- Jorge Niosi, Le contrôle financier du capitalisme canadien, op. cit.  
Jorge Niosi, La bourgeoisie canadienne, Boréal Express, Montréal, 1980.
- 2- Wallace Clement, op. cit., p. 132-182.
- 3- S. Moore, D. Wells, op. cit., p. 11.
- 4- Pour l'analyse plus approfondie des thèses classiques et néo-classiques, et pour la critique de celles-ci, signalons les ouvrages suivants:  
Gérard Garnier, Les investissements privés à long terme du Canada à l'étranger, op. cit., p. 143-173.  
Charles-Albert Michalet, Le capitalisme mondial, op. cit., p. 41-50.  
Pierre Dockès, L'internationale du capital, Presses Universitaires de France, Paris, 1976.
- 5- Bert Ohlin, Interregional and International Trade (1933), Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1952.
- 6- Jacob Viner, Canada's Balance of International Indebtedness, 1900-1913 ((1924)), Mc Clelland and Stewart, Toronto, 1975.
- 7- Gérard Garnier, op. cit., p. 149-152.

8- Ce courant d'analyse est d'ailleurs considéré parfois comme une "approche mercantiliste". La richesse est accumulée par le commerce, voire produite par ce dernier, selon l'optique mercantiliste.

9- D'ailleurs, avec l'intégration des marchés de capitaux en Amérique du Nord, et la gestion multinationale des groupes canadiens, ces derniers peuvent "spéculer" sur les taux de change et les taux d'intérêt au plan mondial, transférer certains actifs ou avoirs en monnaies diverses. Entre autre avec un dollar canadien en dépréciation, les groupes canadiens peuvent être tentés d'investir à l'étranger afin de se protéger contre d'autres fluctuations et dévaluations de la monnaie canadienne, fluctuations qu'ils alimentent eux-même.

10- Raymond Vernon, Les entreprises multinationales, op. cit.  
Raymond Vernon, "International Investment and International Trade in the Product-Cycle", in Quarterly Journal of Economics; vol. 80, no. 2, 1966.

11- Stephen Hymer, "The Multinational Corporation and the Law of Uneven Development", in Hugo Radice (ed.), International Firms and Modern Imperialism, Penguin, Middlesex, 1975.

Robert Rowthorn, Stephen Hymer, International Big Business, Cambridge University Press, Cambridge, Mass., 1971.

12- Vernon considère les Etats-Unis comme "le" lieu de l'innovation technologique. Son analyse reste marquée, axée sur les FMN américaines.

13- C.-A. Michalet, Le capitalisme mondial, op. cit., p. 161.

14- Edith Penrose, "Foreign Investment and the Growth of the Firm", in Economic Journal, June 1956, p.220-235.

- 15- C. P. Kindleberger, Les investissements des Etats-Unis dans le monde, op. cit.  
C. P. Kindleberger, International Economics (4<sup>th</sup> ed.),  
Richard D. Irwin, Homewood, Ill., 1963.
- 16- Gérard Garnier, op. cit., p. 194-197.
- 17- Charles-Albert Michalet, op. cit., p. 101-108.
- 18- Stephen Hymer, "The Multinational Corporation and the Law of Uneven Development", op. cit., p. 58.
- 19- Gérard Garnier, op. cit.; p. 210.
- 20, Steven Langdon, Canadian Direct Private Investment and Technology Marketing in Developing Countries,  
op. cit.
- 21- Ibid., p. 4.
- 22- Christian Palloix, L'internationalisation du capital, op. cit.  
Christian Palloix, Procès de production et crise du capitalisme, op. cit.  
Christian Palloix, L'économie mondiale et les firmes multinationales, François Maspero, Paris, 1975.  
Christian Palloix, Travail et production, Petite Collection Maspero, Paris, 1978.  
Charles-Albert Michalet, Le capitalisme mondial, op. cit.  
Charles-Albert Michalet, "Etats-nations, firmes multinationales, et capitalisme mondial" op. cit.  
Charles-Albert Michalet, Michel Delapierre, La multinationalisation des entreprises françaises, Gauthier-Villars, Paris, 1973.

Charles-Albert Michalet, Bernadette Madeuf, "Pour une nouvelle approche de l'économie internationale", in Revue Internationale des Sciences Sociales, vol. 30, no. 2, 1978, p. 267-298.

23- Charles-Albert Michalet; Le capitalisme mondial, op. cit., p. 114.

24- Suzanne de Brunhoff, "Dettes et système monétaire", in Le Monde Diplomatique, novembre 1978, p. 10.

25- C.-A. Michalet, op. cit., p. 14

26- Ibid., p. 9

27- Ibid., p. 223-224.

28- Michalet ne parvient guère à sortir de la recherche factuelle ou descriptive des motifs de l'investissement international des firmes, ce qui entache souvent son analyse théorique; voir particulièrement:

C.-A. Michalet, "Pourquoi des FMN?", in Les Cahiers Français (La Documentation Française), no. 190, mars-avril 1979, p. 6-9.

29- Samir Amin et al, La crise de l'impérialisme, op. cit.  
Christian Palloix, Procès de production et crise du capitalisme, op. cit.

Noam Chomsky, La crise de l'impérialisme et la troisième guerre mondiale, Maspero, Paris, 1975.

Ernest Mandel; La crise 1974-78, Flammarion, Paris, 1978.

Suzanne de Brunhoff, Les rapports d'argent, Presses de l'Université de Grenoble/ F. Maspero, Seuil, Paris, 1979.

Jean Peyrelevade, L'économie de spéculation, Seuil, Paris, 1978.

30- Le terme "défi mondial" utilisé ici présente un sens différent des optiques réformistes de l'ordre international contemporain, pour qui la pacification des rapports internationaux découlera de l'application entre autre de mesures compensatrices pour les régions défavorisées et marginalisées dans le présent ordre international. Dans une approche "philosophique" de la réforme de l'ordre international existant, est souvent négligée la notion de lutte, et de "violence", dans la socio-politique contemporaine.

31- Suzanne de Brunhoff, "Dettes et système monétaire", op. cit., p. 10.

32- Concept utilisé par Albert Meister dans son ouvrage: L'inflation créatrice (Presses Universitaires de France, Paris, 1975), p. 12.

33- Paul Boccara, Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue, Editions Sociales, Paris, 1973, p. 201.

34- Philippe Zarifian, Inflation et crise monétaire, Editions Sociales, Paris, 1975, p. 163.

35- Christian Deblock, Jean Charest, "Sur fond de crise: une nouvelle vague de concentration", in Interventions critiques en économie politique, no. 4, hiver 1979, p. 176.

36- Philippe Zarifian, op. cit., p. 169.

37- Jean-Guy Loranger, op. cit., p. 4-5.

- 38- Rapport Bryce, Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur les Groupements de Sociétés, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, 1978, p. 455.
- 39- Idem.
- 40- Christian Deblock, Jean Charest, op. cit., p. 162.
- 41- Ibid., p. 183.
- 42- Ibid., p. 162.
- 43- Ibid., p. 164.
- 44- Nous avons déjà signalé ce fait. Une telle situation a un impact crucial sur la défense de l'intérêt national canadien à travers les opérations des FMN canadiennes.
- Parmi les firmes canadiennes dont l'actif à l'étranger est supérieur à l'actif "national", il y a entre autre l'Alcan, Massey-Ferguson, Seagram, Moore Corporation, Hiram-Walker.
- Cf: I. A. Litvak, C. J. Maule, "The Emerging Challenge of Canadian Direct Investment Abroad", op. cit., p. 27.
- 45- A propos de la nouvelle loi bancaire canadienne, voir:
- W. T. Mitchell, D. L. Derry, "New opportunities in Canadian Banking", in Foreign Investment Review, vol. 4, no. 2, Spring 1981, p. 11-12.
- J. Harvey Perry, "Un marathon qui aura duré six ans", in Le banquier et revue IBC, vol. 7, no. 6, décembre 1980, p. 4-14.

- 46- Jean-Guy Loranger, op. cit., p. 5.
- 47- Idem.
- 48- Jôrge Niosi, Le contrôle financier du capitalisme canadien,  
op. cit., p. 64.
- 49- Peter Newman, The Canadian Establishment (2<sup>nd</sup> ed.), Mc Clelland  
and Stewart, Toronto, 1979, p. 46-92.
- 50- D'ailleurs, la Banque Royale du Canada se targue d'être la  
banque non-américaine avec laquelle les FMN américaines font le  
plus affaire. Cf.  
Banque Royale du Canada, Rapport annuel 1979, p. 8.
- 51- Du moins, les alliances concrètes sont négligées, ce qui  
aiderait à dégager la portée de la collaboration du capital  
international, ainsi que la force du capital canadien dans  
celle-ci.
- 52- Pour connaître les "alliances" impliquant le capital canadien,  
ainsi que pour un début de théorisation sur le sujet, voir:  
Wallace Clement, op. cit.  
Centrale de l'enseignement du Québec, La domination des  
monopoles au Canada et au Québec, Ste- Foy,  
Qué., 1976.
- Les revues financières et les pages économiques des quotidiens  
demeurent des sources majeures pour des informations sur les  
alliances et les coopérations inter-firmes ou inter-groupes.
- 53- "Power devient actionnaire de Paribas", in Le Devoir,  
Montréal, 3 mai 1980, p. 13.

- 54- Olivier Pastré, La stratégie internationale des groupes financiers américains, op. cit., p. 251-257.
- 55- Azzedine Ammara, "Les archétypes d'internationalisation des banques canadiennes", op. cit., p. 25.
- 56- Idem.
- 57- Idem.
- 58- Idem.
- 59- La bataille pour la prise de contrôle de Royal Trust par la Corporation Campeau présente une signification plus grande lorsque l'on connaît le "potentiel" et les relations dans lesquelles était (est) lié Royal Trust.
- 60- Olivier Pastré, op. cit., p. 190.
- 61- Wallace Clement, op. cit., p. 179.
- 62- Pour une vision critique des thèses libérales de l'Etat, ou des approches marxistes traditionnelles sur l'Etat, signalons entre autre:
- Nicos Poulantzas, Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Seuil, Coll. Points, Paris, 1974.
- Cornelius Castoriadis, L'imaginaire de la société, Seuil, Paris, 1975.
- Ralph Miliband, The State in Capitalist Society, Weidenfeld and Nicholson, London, 1973.
- 63- Nicos Poulantzas, op. cit., p. 9-34.

64- James O'Connor, The Fiscal Crisis of the State, St-Martin's Press, New-York, 1973.

Anicet LePors, Les béquilles du capital, Seuil, Paris, 1977.

Sur l'intervention étatique dans la production canadienne, consulter:

Leo Panitch (ed.), The Canadian State, Political Economy and Political Power, University of Toronto Press, Toronto, 1977.

Pierre Fournier, Les sociétés d'Etat et les objectifs économiques du Québec: une évaluation préliminaire, Editeur officiel du Québec, Québec, 1979.

Jeanne Kirk-Laux, "Global Interdependence and State Intervention", in Brian W. Tomlin (ed.), Canada's Foreign Policy: Analysis and Trend, Methuen, Toronto, 1978, p. 110-135.

65- Nicos Poulantzas (ed.), La crise de l'Etat, Presses Universitaires de France, Paris, 1976, p. 19.

Jean-Marie Vincent, "L'agonie de l'Etat-providence", in Le Monde Diplomatique, mars 1979, p. 7-8.

66- Pierre Fournier, op. cit.

67- Arnaud Sales, "Système mondial et mouvements nationaux dans les pays industrialisés: l'exemple Québec/Canada", in Sociologie et Sociétés, vol. 11, no. 2, octobre 1979, p. 69-95.

68- I. A. Litvak, C. J. Maule, "Canadian Investment Abroad: in Search of a Policy", op. cit.

69- Les Sociétés d'Etat, particulièrement celles du gouvernement fédéral, accentueront leur présence à l'étranger. D'ailleurs, au cours d'une tournée en Afrique, en 1980, le premier ministre Trudeau a signalé que Pétro-Canada ferait de l'exploration dans le continent, surtout au Nigéria. Cette action de Pétro-Canada dans les PVD, selon les propos des officiels canadiens, se situe dans la politique d'aide et de coopération canadiennes au développement international.

70- Steven Langdon s'interroge d'ailleurs à ce propos, mais principalement sur l'impact au niveau productif, ce qui en fait n'est qu'un aspect de la question.

71- Rapport Gray, Ce que nous coûtent les investissements étrangers, op. cit., p. 210.

72- Au cours des années 1970, le gouvernement Trudeau a tenté, avec plus ou moins de volonté et de réussite, d'implanter quelques politiques et institutions s'inspirant d'un certain nationalisme économique.

La stratégie de la "3<sup>e</sup> option" fut un échec au niveau de la réalisation. Quant à l'"Agence de tamisage des investissements étrangers", cette institution n'a guère contré la main-mise étrangère sur l'économie canadienne, refusant rarement son accord à l'acquisition de firmes canadiennes par des groupes étrangers. Cf.

Denis Beauregard, A qui appartient le Canada?, op. cit., p. 197-201.

Mel Hurtig, "Assez partagé: il est temps de diviser", in Perspectives Internationales, Ottawa, numéro spécial, 1976, p. 11-15.

73- Jean-Pierre Delilez, "Les rapports de la crise de l'Etat et de l'internationalisation: un révélateur", in Nicos Poulantzas, La crise de l'Etat, op. cit., p. 153.

74- Duncan Cameron, "The Politics of the Canadian Current Account Deficit", unpublished paper, Ottawa, May 1979, p. 15.

Une version modifiée de ce texte fut publié:

Duncan Cameron, "Public Credit and Private Profit. The Politics of the Canadian Current Account Deficit", in Our Generation, vol. 14, no. 3, Winter 1981, p. 35-45.

75- Statistique Canada, La balance canadienne des paiements internationaux, 1977, Ottawa, 1979.

Statistique Canada, Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux, (4<sup>e</sup> trimestre 1979), Ottawa, 7 mars 1980.

76- Duncan Cameron, op. cit.

Michael Hudson, Canada in the New Monetary Order. Borrow? Devalue? Restructure?, Butterworth & Cie, Toronto, 1978, p. 41-82.

77- Rapport Gray, op. cit., p. 170.

78- Ibid., p. 212.

79- John N. H. Britton, James M. Gilmour, The Weakest Link: A Technological Perspective on Canadian Industrial Underdevelopment, Science Council of Canada, Ottawa, 1978.

Claude Fortier, "L'innovation: tremplin de notre pouvoir concurrentiel", Le Devoir, Montréal, 9 décembre 1980, p. 18-19.

Conclusion.

- 1- Charles-Albert Michalet, "Etats-nations, firmes multinationales, et capitalisme mondial", op. cit., p. 85.
- 2- Ibid., p. 84.
- 3- Cy Gonick, "Lessons from Canada", in Monthly Review, January 1981, p. 11-22.  
 Michael Hudson, Canada in the New Monetary Order, op. cit.  
 A. Donner, D. Peters, The Montarist Counter-Revolution: A Critique of Canadian Monetary Policy, 1975-1979, James Lorimer & Cie, Toronto, 1979.
- 4- Cy Gonick, op. cit.
- 5- Nous hésitons à parler de stratégie dans le cas de l'action étatique canadienne. Ses actions ne sont pas nécessairement le fruit d'une politique cohérente et rigoureusement appliquée. Nous concevons ici "protectionnisme" de façon large, c'est-à-dire les mesures et programmes visant à favoriser l'accumulation au Canada ou privilégiant les entrepreneurs canadiens au pays -principalement-, au détriment des "libres forces du marché".
- 6- A. Jean de Grandpré, "Pour un certain nationalisme économique", Conférence présentée à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Montréal, 3 juin 1980, p.2.

BIBLIOGRAPHIELIVRES.

- AGLIETTA, Michel, Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis,  
Calmann-Lévy, Paris, 1976.
- AGMON, Terry  
C.P. KINDLEBERGER (ed), Multinationals from Small Countries,  
M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1977.
- AMIN, Samir, et al. La crise de l'impérialisme,  
Editions de Minuit, Paris, 1975.
- BAUM, Daniel J., The Banks of Canada in the Commonwealth Caribbean,  
Praeger, New York, 1974.
- BEAUREGARD, Denis, A qui appartient le Canada,  
Stanké, Montréal, 1978.
- BOCCARA, Paul, Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue,  
Editions Sociales, Paris, 1973.
- BRITTON, John N.H.,  
James M. GILMOUR, The Weakest Link. A technological Perspective on Canadian Industrial Underdevelopment,  
Science Council of Canada, Ottawa, 1978.
- BRUNHOFF, Suzanne de, Les rapports d'argent,  
Presses Universitaires de Grenoble/F. Maspero, Paris, 1979.
- CASTORIADIS, CORNELIUS, L'imaginaire de la société,  
Seuil, Paris, 1975.
- C.E.Q. (Centrale de l'enseignement du Québec), La domination des monopoles au Canada et au Québec,  
C.E.Q., Ste-Foy, Québec, 1976.

- CHEVALIER, Jean-Marie, La structure financière de l'industrie américaine,  
Cujas, Paris, 1970.
- CHODOS, Robert, The Caribbean Connection,  
James Lorimer and Company, Toronto, 1977.
- CHOMSKY, Noam, La crise de l'impérialisme et la troisième guerre mondiale,  
François Maspero, Paris, 1975.
- CLEMENT, Wallace, Continental Corporate Power,  
McClelland and Stewart, Toronto, 1977.
- CLENDENNING, E. Wayne, Le marché des eurodevises et l'activité internationale des banques canadiennes,  
Conseil Economique du Canada, Ottawa, 1976.
- DEVERELL, John, Falconbridge: Portrait of a Canadian Mining Multinational,  
James Lorimer and Company, Toronto, 1975.
- DOCKES, Pierre, L'internationale du capital,  
Presses Universitaires de France, Paris, 1976.
- DONNER, Arthur W.,  
Douglas D. PETERS, The Monetarist Counter-Revolution. A critique of Canadian Monetary Policy 1975-1979,  
James Lorimer & Company, Toronto, 1979.
- FOURNIER, Pierre (éd.), Le capitalisme au Québec,  
Editions St-Martin, Montréal, 1978.
- FOURNIER, Pierre, Les sociétés d'Etat et les objectifs économiques du Québec: une évaluation préliminaire,  
Editeur officiel du Québec, Québec, 1979.

- FRANKO, Lawrence G., The European Multinationals,  
Harper & Row, London, 1976.
- GARNIER, Gérard, Les investissements privés à long  
terme du Canada à l'étranger de  
1946 à 1966,  
Université de Sherbrooke, Sherbrooke  
(Québec), 1977.
- HOOD, Neil, Stephen YOUNG, The Economics of Multinational  
Enterprise,  
Longman, New York, 1979.
- HUDSON, Michael, Canada in the New Monetary Order.  
Borrow? Devalue? Restructure?,  
Butterworth & Cie, Toronto, 1978.
- INSTITUT NORD-SUD, L'enjeu Canadien ou le développement  
du tiers monde dans les années 1980,  
Institut Nord-Sud, Ottawa, 1980.
- KEOHANE, Robert O.,  
Joseph S. NYE, Transnational Relations and World  
Politics,  
Harvard University Press, Cambridge,  
Mass., 1972.
- KEOHANE, Robert O.,  
Joseph S. NYE, Power and Interdependence,  
Little Brown, Boston, 1977.
- KINDLEBERGER, C.P., International Economics (4th ed.),  
Richard D. Irwin, Homewood, Illinois, 1963.
- KINDLEBERGER, C.P., Les investissements des Etats-Unis dans  
le monde,  
Calmann-Lévy, Paris, 1971.
- LANGDON, Steven W., Canadian Direct Private Investment  
and Technology Marketing in Developing  
Countries,  
Study for the Economic Council of  
Canada,  
Supply and Services Canada, Hull, Qué.  
1980.

- LAXER, Robert (ed.), Canada Ltd.,  
McClelland and Stewart, Toronto, 1973.
- LE PORS, ANICET, Les béquilles du capital,  
Seuil, Paris, 1977.
- LEVITT, Kari, La capitulation tranquille,  
Réédition-Québec, Montréal, 1972.
- LUMSDEN, Ian, Close the 4th Parallel,  
University of Toronto Press, Toronto, 1970.
- MANDEL, Ernest, La crise 1974-1978. Les faits, leur  
interprétation marxiste,  
Flammarion, Paris, 1978.
- MAROIS, Bernard, Les finances des sociétés multinationales,  
Economica, Paris, 1979.
- MILIBAND, Ralph, The State in Capitalist Society,  
Weidenfeld and Nicholson, London, 1973.
- MEISTER, Albert, L'inflation créatrice,  
Presses Universitaires de France,  
Paris, 1975.
- MICHALET, Charles-Albert, Le capitalisme mondial,  
Presses Universitaires de France,  
Paris, 1976.
- MICHALET, Charles-Albert,  
Michel DELAPIERRE, La multinationalisation des entreprises  
françaises,  
Gauthier-Villars, Paris, 1973.
- MILLS, C. Wright, The Power Elite,  
Oxford University Press, New York, 1956.
- MOORE, Steve,  
Debi WELLS, Imperialism and the National Question  
In Canada,  
S. Moore, Toronto, 1975.

- MORGENTHAU, Hans J., Politics Among Nations, (4th ed.), Knopf, New York, 1967.
- MORIN, François, La structure financière du capitalisme français, Calmann-Lévy, Paris, 1974.
- NAYLOR, Tom, The History of Canadian Business, 1867-1914, (2 vol.), James Lorimer & Company, Toronto, 1975.
- NEWMAN, Peter C., The Canadian Establishment, (2nd. ed.) McClelland and Stewart, Toronto, 1979.
- NIOSI, Jorge, Le contrôle financier du capitalisme canadien, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1978.
- NIOSI, Jorge, La bourgeoisie canadienne. La formation et le développement d'une classe dominante, Boréal Express, Montréal, 1980.
- O'CONNOR, James, The Fiscal Crisis of the State, St. Martin's Press, New York, 1973.
- OHLIN, Bertil, Interregional and International Trade, (1933), Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1952.
- OZAWA, Terutomo, Multinationalism, Japanese Style, Princeton University Press, Princeton, 1979.
- PALLOIX, Christian, L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, François Maspero, Paris, 1975.
- PALLOIX, Christian, L'internationalisation du capital. Eléments critiques, François Maspero, Paris, 1975.

PALLOIX, Christian,

Procès de production et crise du capitalisme,

F. Maspero, Paris, 1977.

PALLOIX, Christian,

Travail et production,

Petite collection Maspero, François Maspero, Paris, 1978.

PANITCH, Leo (ed.),

The Canadian State. Political Economy and Political Power,

University of Toronto Press, Toronto, 1977.

PASTRE, Olivier,

La stratégie internationale des groupes financiers américains,

Economica, Paris, 1979.

PEYRELEVADE, Jean,

L'économie de spéculation,

Seuil, Paris, 1978.

POULANTZAS, Nicos,

Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui,

Seuil, collection Points, Paris, 1974.

POULANTZAS, Nicos,

La crise de l'Etat,

Presses Universitaires de France, Paris, 1976.

RAINELLI, Michel,

La multinationalisation des firmes,

Economica, Paris, 1979.

ROBINSON, H. Lukin,

Canada's Crippled Dollar. An Analysis of International Trade and our Troubled Balance of Payments,

James Lorimer & Company, Toronto, 1980.

ROSENAU, James N., (ed.)

International Politics and Foreign Policy,

Free Press, New York, 1961.

ROWTHORN, Robert,  
Stephen HYMER,

International Big Business,

Cambridge University Press, Cambridge, Mass., 1971.

- SAMUELSON, Alain, Relations financières internationales,  
Daloz, Paris, 1980.
- SMITH, Michael,  
Richard LITTLE,  
Michael SHACKLETON,  
Croom Helm Ltd., London, 1981.
- STROESSINGER, John, Perspectives on World Politics,  
The Might of Nations, (4th ed.),  
Random House, New York, 1973.
- TEEPLE, Gary, Capitalism and the National Question  
in Canada,  
University of Toronto Press, Toronto,  
1972.
- VERNON, Raymond, Les entreprises multinationales,  
Calmann-Lévy, Paris, 1974.
- VINER, Jacob, Canada's Balance of International  
Indebtedness, 1900-1913, (1924),  
The Carleton Library, McClelland and  
Stewart Ltd., Toronto, 1975.
- WILKINS, Mira, The Emergence of Multinational  
Enterprise: American Business  
Abroad from the Colonial Era to 1914,  
Harvard University Press, Cambridge,  
Mass., 1970.
- ZARIFIAN, Philippe, Inflation et crise monétaire,  
Editions Sociales, Paris, 1975.
- ZIEGLER, Jean, Une Suisse au-dessus de tout soupçon,  
Seuil, collection Points, Paris, 1976.

ARTICLES.

AMMARA, Azzedine, "Les archétypes d'internationalisation des banques canadiennes", in Gestion, Revue Internationale de Gestion, vol. 5, no. 2, avril 1980, p. 19-30.

BRUNHOFF, Suzanne de, "Dettes et système monétaire", in Le Monde Diplomatique, novembre 1978, p. 10-11.

CAMERON, Duncan, "The Politics of the Canadian Current Account Deficit", unpublished paper, Ottawa, May 1979.

CAMERON, Duncan, "Public Credit and Private Profit: The Politics of the Canadian Current Account Deficit", in Our Generation, vol. 14, no.3, Winter 1981, p. 35-45.

DEBLOCK, Christian, "Sur fond de crise: une nouvelle vague de concentration", in Interventions critiques en économie politique, no. 4, hiver 1979, p. 162-186.

DELILEZ, Jean-Pierre, "Les rapports de la crise de l'Etat et de l'internationalisation: un révélateur", in Nicos Poulantzas, La crise de l'Etat, P.U.F., Paris, p. 153-175.

FORTIER, Claude, "L'innovation: tremplin de notre pouvoir concurrentiel", in Le Devoir, Montréal, 9 décembre 1980, p. 18-19.

GARNIER, Gérard , "Multinationalisation des banques et développement des banques canadiennes", in Le banquier et revue IBC, vol. 6, no. 1, janvier-février 1979, p. 10-15.

GRANDPRE, A. Jean de, "Pour un certain nationalisme économique", allocution présentée à l'École des Hautes Etudes Commerciales, Montréal, 3 juin 1980.

GONICK, Cy, "Lessons from Canada", in Monthly Review, vol. 32, no. 8, January 1981, p. 11-22.

HURTIG, Mel, "Assez partagé: il est temps de diviser", in Perspectives Internationales, numéro spécial, Ottawa, 1976, p. 11-15.

HYMER, Stephen, "The Multinational Corporation and The Law of Uneven Development", in Hugo Radice, International Firms and Modern Imperialism, Penguin, Middlesex, 1975.

JENNARD, Maurice, "L'Alcan, géant en croissance", in La Presse, Montréal, 19 juillet 1980, A-11.

KIRK-LAUX, Jeanne, "Global Interdependence and State Intervention", in Brian W. Tomlin, Canada's Foreign Policy: Analysis and Trend, Methuen, Toronto, 1978, p. 110-135.

LITVAK, Isaiah A.,  
Christopher J. MAULE, "Canadian Investment Abroad: in Search of a Policy", in International Journal, vol. 32, no.1, Winter 1975-76, p. 159-179.

- LITVAK, I. A., C. J. MAULE, "The Emerging Challenge of Canadian Direct Investment Abroad", in The Business Quarterly, vol. 43, no. 1, Spring 1978, p. 24-37.
- LITVAK, I. A., C. J. MAULE, "Canadian Small Business Investment in the United States - Corporate Forms and Characteristics", in Business Quarterly, vol. 43, no. 4, Winter 1978, p. 69-79.
- LITVAK, I. A., C. J. MAULE, "Canadian Outward Investment: Impact and Policy", in Journal of World Trade Law, vol. 14, no. 4, July-August 1980, p. 310-328.
- LORANGER, Jean-Guy, "Tendances du capital financier au Canada", conférence présentée au Congrès des Sociétés Savantes, Montréal, UQAM, juin 1980.
- MICHALET, Charles-Albert, "La transnationalisation des circuits monétaires et financiers. Une hypothèse de travail", in Revue Tiers-Monde, no. 81, janvier-mars 1980, p. 77-85.
- MICHALET, Charles-Albert, "Pourquoi des FMN?", in Les cahiers français, no. 190, mars-avril 1979, p. 6-9.
- MICHALET, Charles-Albert, "Etats-nations, firmes multinationales et capitalisme mondial", in Sociologie et Sociétés, vol. 11, no. 2, octobre 1979, p. 39-57.
- MICHALET, Charles-Albert, Bernadette MADEUF, "Pour une nouvelle approche de l'économie internationale", in Revue Internationale des Sciences Sociales, vol. 30, no. 2, 1978, p. 267-298.

METAIS, Joel, "Le système financier international privé dans le déséquilibre monétaire international depuis 1974", in Revue Economique, vol. 30, no. 6, novembre 1979, p. 1017-1066.

MITCHELL, W. T., "New opportunities in Canadian Banking",  
D. L. DERRY, in Foreign Investment Review, vol. 4, no. 2, Spring 1981, p. 11-12.

PALLOIX, Christian, "L'économie de crédit international, nouvel instrument de l'assujettissement", in Le Monde Diplomatique, novembre 1978, p. 10-11.

PAQUETTE, Pierre, "Histoire et caractéristiques de l'impérialisme canadien, in Interventions critiques en économie politique, no. 2, automne 1978, p. 47-75.

PENROSE, Edith, "Foreign Investment and the Growth of the Firm", in Economic Journal, June 1956, p. 220-235.

PERRY, J. Harvey, "Un marathon qui aura duré six ans", in Le banquier et revue IBC, vol. 7, no. 6, décembre 1980, p. 4-14.

ROBERGE, François, "Plus de \$ 10 milliards: les investissements canadiens aux Etats-Unis", in Finance, Montréal, 26 novembre 1979.

SALES, Arnaud, "Système mondial et mouvements nationaux dans les pays industrialisés: l'exemple Canada/Québec", in Sociologie et Sociétés, vol. 11, no. 2, octobre 1979, p. 69-95.

VERNON, Raymond, "International Investment and International Trade in the Product Cycle", in Quarterly Journal of Economics, May 1966, p. 190-207.

VINCENT, Jean-Marie, "L'agonie de l'Etat-providence", in Le Monde Diplomatique, mars 1979, p. 7-8.

WITTINGHAM, Anthony, "The New Imperialists", in Mac Leans, August 11<sup>th</sup> 1980, p.32-36.

Auteurs non-identifiés:

"INCO: Guarding its edge in the nickle while starting to diversify again", in Business Week, June 9th 1980, p. 104-106.

"The 100 largest foreign Companies (in the U. S.)", in Forbes, June 7th 1980, p. 90-112.

"Power devient actionnaire de Paribas", in Le Devoir, 3 mai 1980, p.13.

DOCUMENTS OFFICIELS.

Canada:

Statistique Canada, Bilan canadien des investissements internationaux, (1926-70, 1971-73, 1974, 1975, 1977), Ottawa.

Statistique Canada, La balance canadienne des paiements internationaux, 1977, 1978, Ottawa.

Statistique Canada, Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux, 1980, Ottawa.

Statistique Canada, Liens de parenté entre corporations, 1978-1979, Ottawa, 1979.

Rapport Clarke, Rapport du groupe d'étude sur l'industrie canadienne de l'électronique, Ministère de l'industrie et du commerce, Ottawa, 1978.

Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur les Groupements de Sociétés, (connue sous l'appellation "Rapport Bryce"), Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, 1978.

Rapport Gray, Investissements directs étrangers au Canada, Information Canada, Ottawa, 1972.  
publié également sous le titre:  
Ce que coûtent les investissements étrangers, Leméac/  
Le Devoir, Montréal, 1971.

Rapport Hatch, Un Canada plus fort à l'étranger.. Rapport du comité d'examen des services de promotion des exportations, Ottawa, 1979.

## Etats-Unis:

Department of State, Survey of Current Business, August 1978,  
vol. 58, no. 8, Washington.

## Organisations internationales:

Conseil Economique et Social des Nations-Unies (ECOSOC),  
Les sociétés transnationales dans le développement  
mondial: un réexamen, New-York , 1978, ( E/C. 10/38 ).

ECOSOC, Banques transnationales: opérations et stratégies et leurs  
répercussions sur les pays en développement, New-York,  
mars 1980, ( E/C. 10/67 ).

Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE),  
Coopération pour le développement, examen 1977,  
OCDE, Paris, 1977.